



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

PROJET : PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES DANS LE GOUVERNORAT DE ZAGHOUAN (PDPFA-GZ)

PAYS : TUNISIE

PLAN CADRE D'ACTION DE REINSTALLATION (PCAR)

EQUIPE DU PROJET	Chef d'Equipe	M. Jalel EL FALEH, Ingénieur Supérieur en Irrigation	RDGN.2
	Membres	M. Youssouf KABORE, Chargé de l'Elevage Mme Maria Jose MORENO RUIZ, Spécialiste en chef Genre Mme Siham MOHAMED AHMED, Expert en GRN, M. Samuel-Alain E. NNA, Expert Gestion Financière Mme Bernadette DJAPA NYANJO, Spécialiste Acquisition M. Pierre Hassan SANON, Spécialiste Principal Développement Social Mme Sonia BARBARIA, Consultante Développement PME M. Samba TOUNKARA, Consultant Développement rural M. Jamel THLIBI, Consultant Environnementaliste M. Habib KAMOUN, Consultant Analyste Financier	AHAI. 2 RDGN.2 RDGN.2 RDGN.4 RDGN.4 RDGN4/ SNSC
	Directeur Général	M. Mohamed El AZIZI	RDGN
	Directeurs Sectoriels	Mme Atsuko TODA M. Martin FREGENE	AHFR AHAI
	Directrice Générale Adjointe et Responsable Pays	Mme Yacine FAL	RDGN
	Chef de Division Sectoriel Régional	M. Vincent CASTEL	RDGN.2
	Chef de Division Sectoriel	M. Oladapo OLAGOKE A.	AHFR.2
	Chef de Division Sectoriel	M. Edward MABAYA	AHAI.1
	Chef de Division Sectoriel	M. Andrew MUDE	AHAI.2

Mai 2019

PLAN CADRE D’ACTION DE REINSTALLATION (PCAR)

Titre du projet :	Projet de développement et de promotion des Filières Agricoles dans le Gouvernorat de Zaghouan (PDPFA-GZ)		
Numéro de projet :	P-TN-A00-009		
Pays :	TUNISIE		
Département :	RDGN	Division : RDGN.2	

Sommaire

I.	DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS LE RAPPORT.....	4
II.	RESUME EXECUTIF	7
III.	INTRODUCTION	36
IV.	DESCRIPTION DU PROJET	37
V.	OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE D’ELABORATION DU PCAR	40
VI.	PRINCIPES ET OBJECTIFS NATIONAUX MATIERE D’EXPROPRIATION.....	45
VII.	PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D’UN PLAN CADRE D’ACTION DE REINSTALLATION	63
VIII.	MÉTHODES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION	75
IX.	MÉCANISMES DE RECOURS EN CAS DE PLAINTÉ.....	83
X.	ESTIMATION DES POPULATIONS AFFECTEES ET CATÉGORIES D’ÉLIGIBILITÉ.....	86
XI.	MÉTHODES D’ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS.....	102
XII.	CALENDRIER D’EXÉCUTION DU PCAR ET DU PAR QUI EN DECOULERA EN LIAISON AVEC LES TRAVAUX CIVILS.....	106
XIII.	ESTIMATION DU BUDGET INDICATIF DE MISE EN ŒUVRE DU PAR.....	107
XIV.	DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L’ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR	110
XIV.	REFERENCES ET CONTACTS	110

PLAN CADRE D'ACTION DE REINSTALLATION (PCAR)

Titre du projet :	Projet de développement et de promotion des Filières Agricoles dans le Gouvernorat de Zaghouan (PDPFA-GZ)		
Numéro de projet :	P-TN-A00-009		
Pays :	TUNISIE		
Département :	RDGN	Division : RDGN.2	

II. DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS Le RAPPORT

Plan d'Action de Réinstallation PAR : Document qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé : (i) analyse de la situation avant le déplacement (information démographique, socio-économique et socioculturelle sur la population affectée et la population hôte); (ii) identification et évaluation des biens et ressources perdus ; (iii) identification et évaluation du site de réimplantation; (iv) plan de préparation du site de réimplantation, (v) plan de transition (y compris les aspects de transport, etc.), (vi) définition du cadre administratif (responsabilités) ; (vii) description du processus participatif du suivi, du budget ainsi que le calendrier.

Plan Cadre d'Action de Réinstallation (CPAR) : Document qui fournit les références réglementaires et normatives, les éléments méthodologiques, les processus et les outils opérationnels pour les processus, - tels que les enquêtes socioéconomiques, les consultations publiques, l'engagement des parties prenantes, les notifications et les évaluations préliminaires, etc. -, qui sont nécessaires pour lancer l'élaboration des PAR.

Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) : La NIES est destinée à identifier, à prévoir et à évaluer les conséquences environnementales et sociales probables des projets de développement, en vue de définir les moyens permettant d'éviter, de réduire, de compenser et/ou de surveiller les impacts défavorables et, partant, accroître les bienfaits sur le front du développement. La NIES évalue les impacts cumulés directs et indirects d'un projet dans son champ d'application, étudie les solutions de rechange et établit l'importance de chacun des impacts identifiés. La NIES doit aussi aborder les impacts sociaux liés à l'environnement naturel, à la santé et à la sécurité des personnes, notamment les risques auxquels s'exposent les groupes vulnérables, la réinstallation involontaire, les ressources culturelles et la vulnérabilité aux changements climatiques. Elle doit identifier les moyens à utiliser pour améliorer la sélection, la conception, l'emplacement et la mise en œuvre de projets en vue de prévenir ou de réduire et de gérer les impacts environnementaux et sociaux défavorables.

Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) : Le PGES décrit les mesures qui seront prises par l'emprunteur/client en vue de renforcer les impacts positifs et d'éviter, réduire, atténuer/compenser les effets négatifs. Le PGES sert également au suivi des impacts environnementaux et sociaux identifiés des activités de développement. Le PGES doit décrire les mesures d'atténuation et de gestion, clarifier les responsabilités concernant la mise en œuvre, définir un plan de mise en œuvre avec un calendrier et les coûts et montrer de quelle façon les mesures de suivi environnemental et social seront mises en œuvre.

Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) : Document qui présente les principes qui guident le développement d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR), une fois que l'investissement est assez bien défini pour pouvoir déterminer ses impacts.

Personnes Affectées par le Projet (PAPs) : il s'agit des personnes, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs); (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive, ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de

revenus. Il s'agit en d'autres termes de toutes les personnes recensées avant la date limite et affectées par un projet et qui, de ce fait, ont droit à une compensation. En plus des personnes physiquement déplacées, la notion inclut aussi les personnes qui perdent certaines de leurs possessions (par exemple, une partie des terres qu'elles cultivent) ou l'accès à certaines ressources qu'elles utilisaient auparavant.

Réinstallation involontaire : L'ensemble des mesures entreprises avec l'intention de mitiger les impacts négatifs du projet : compensation (indemnisation), relocation (recasement) et réhabilitation économique. Le terme 'réinstallation involontaire' est utilisé dans la Politique Opérationnelle de la Banque mondiale (OP.4.12), les standards de la BEI et de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Déplacement involontaire : désigne le déplacement d'une population ou d'un groupe de personnes nécessaire pour la réalisation d'un projet dont l'intérêt public est justifié. Le déplacement survient en cas de prise involontaire de terres et les personnes quittent leurs terres, maisons, fermes, etc., en raison des activités du projet. Il peut également résulter d'une restriction involontaire d'accès aux ressources naturelles (parcs et zones pastorales légalement constitués et aux aires protégées) entraînant des impacts négatifs sur les moyens d'existence des PAPs.

Déplacement physique : Perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres pour la réalisation d'un projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les personnes physiquement déplacées doivent déménager du fait du projet.

Compensation : le paiement en numéraire ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, infrastructures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus à cause d'une expropriation pour utilité publique. Une assistance à la réinstallation : C'est une forme de compensation des personnes affectées par le projet (PAPs). Cette assistance peut comprendre les appuis en espèce et/ou en nature pour couvrir les frais de déménagement et de recasement, d'hébergement ainsi que divers services aux personnes affectées tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu.

Coût de remplacement : Pour les maisons et les structures, il désigne le coût d'une nouvelle structure pour remplacer la structure affectée; pour les terres, cultures, arbres et autres biens, le coût de remplacement est la valeur actuelle du marché.

Conflit : est considéré comme conflit, les divergences de points de vue, découlant des logiques et enjeux entre les différents acteurs lors de l'expropriation et/ou de la réinstallation. Il s'agit des situations dans lesquelles plusieurs ou deux parties poursuivent des intentions concurrentes ou adhèrent à des valeurs divergentes, de façon incompatible et de telle sorte qu'elles s'affrontent (négatif) ou négocient et s'entendent (positif). Dans les deux cas, le projet doit disposer des mécanismes de médiation sociale et de prévention des conflits.

Date butoir, date limite : C'est la date qui correspond à l'achèvement du recensement et de l'inventaire des personnes et des biens affectés par le projet. Les personnes occupant la zone du projet après la date butoir ne peuvent pas faire l'objet d'une indemnisation ni demander une assistance à la réinstallation. De même, les biens immeubles mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés.

Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dit aussi Mécanisme de Résolution des Grievs (MRG) : Ce mécanisme est mis en œuvre conformément aux normes sociales conçues pour la sauvegarde des droits et l'amélioration des moyens de subsistance des personnes directement ou indirectement touchées par le projet. Il vise de promouvoir des résultats qui favorisent le bien-être individuel, l'intégration sociale et les collectivités vulnérables ainsi que d'améliorer constamment la recevabilité envers toutes les parties prenantes, cette étude prévoit la mise en place d'un Mécanisme de Gestion de Plaintes (MGP) servant à répondre, traiter et suivre toutes les plaintes reçues. Ce mécanisme s'applique à chaque individu ou groupe affecté par le projet, la société civile et autres.

Groupes vulnérables : Personnes qui, du fait du genre, de l'âge, du handicap physique ou mental ou des facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus

de déplacement et de réinstallation ou, dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages peut se trouver limitée. Selon la politique de la BAD, il convient que le promoteur prête une attention particulière aux droits des groupes vulnérables dans le cadre de l'ensemble des mesures, pratiques, programmes et activités qu'il élabore et met en place. Par groupes vulnérables, « on entend notamment les populations autochtones, les minorités ethniques, les femmes, les migrants, les plus jeunes et les plus âgés. Les moyens de subsistance des groupes vulnérables sont particulièrement sensibles à l'évolution du contexte socioéconomique, et ils sont tributaires de l'accès aux services essentiels et de la participation aux prises de décision ».

Parties prenantes : Les parties prenantes sont dites soit primaires soit secondaires. Les primaires sont les bénéficiaires d'une initiative de développement ou celles qui en sont directement affectées (positivement ou négativement). Elles comprennent les populations locales (individus et organismes communautaires) présentes dans la zone du projet ou du programme, en particulier les pauvres et les groupes marginalisés qui ont été traditionnellement exclus de participer aux efforts de développement. Les parties prenantes secondaires sont celles qui influencent un projet de développement ou qui en sont indirectement affectées. Elles comprennent le gouvernement emprunteur, les ministères concernés et le personnel de projet, les agences d'exécution, les gouvernements locaux, les organisations de la société civile, les entreprises du secteur privé, la Banque et ses actionnaires et les autres agences de développement.

Gouvernorat : C'est une subdivision territoriale administrative du territoire global tunisien. La Tunisie est divisée en 24 gouvernorats.

Délégation : C'est une division territoriale administrative du gouvernorat. Chaque gouvernorat est divisé en plusieurs délégations.

Imada : Une subdivision territoriale administrative de la délégation. Chaque délégation est divisée en plusieurs Imadas. (Secteur Administratif). Le représentant/Responsable de l'Imada est l'**Omda**. Il est nommé par arrêté du ministre de l'intérieur sur proposition du gouverneur de la région. L'Omda apporte son concours, sous l'autorité du délégué, aux différents services administratifs, judiciaires et financiers à l'effet de les aider dans l'accomplissement de leurs missions. En outre, il est chargé de se préoccuper des intérêts des citoyens de sa circonscription, de les aider dans leurs relations avec l'administration et les orienter suivant les lois et les règlements en vigueur. Il a aussi la qualité d'officier d'état civil.

Ménage : Le ménage peut être défini comme un groupe de personnes, apparentées ou non, vivant ensemble dans le même logement et mettant en commun tout ou partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels, notamment le logement et la nourriture. Le **Chef de ménage** est la tutelle d'un groupe de personnes/ ménage.

Immeuble : Un bien immeuble, classé comme « immeuble », constitue une catégorie de biens caractérisée par le fait qu'il ne peut être déplacé (sol, arbre, bâtiment, composante fixée de façon permanente...). Il s'oppose à un bien meuble.

III. RESUME EXECUTIF DU PLAN CADRE D'ACTUION DE REINSTALLATION

1. INTRODUCTION

A la demande des autorités Tunisiennes, le Groupe de la Banque Africaine de Développement va soutenir la mise en œuvre du Projet de développement et de promotion des Filières Agricoles dans le Gouvernorat de Zaghouan (PDPFA-GZ) en Tunisie.

Du point de vue environnemental et social, le projet est classé dans la catégorie 2, compte tenu des impacts environnementaux et sociaux négatifs identifiés qui sont d'importance faible à moyenne.

Il ressort que la mise en œuvre du projet va entraîner : (i) la perte de biens ou la limitation d'accès aux biens ; (ii) la perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance tenant au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres. De ce fait le CRDA se retrouve dans l'obligation d'engager un processus d'acquisition des terres nécessaires par expropriation pour utilité publique pour respecter la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la Banque relative à la réinstallation involontaire (Acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations). A ce stade, si l'emprise inhérente à la construction des différentes infrastructures prévues, force est de constater que les études techniques réalisées n'ont pas pris en compte les aspects liés à la libération des emprises pour la réalisation des travaux prévus et les risques éventuels d'expropriation. De ce fait, la Banque exige la revue desdites études en tenant compte de ces aspects et la minimisation des risques par le choix de variante conséquente et en définissant clairement les mesures d'indemnisation/compensation prévues en pareil cas. En attendant, le CRDA a soumis le plan cadre d'action de réinstallation (PCAR) qui présente les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations d'expropriation dans le cadre de la mise en œuvre du PDPFA-GZ. Il définit les procédures à suivre en matière de reconnaissance préalable des droits d'expropriation et d'indemnisation/compensation. Il précise le mécanisme d'indemnisation/compensation, le mécanisme de recours et identifie le dispositif institutionnel et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des procédures d'expropriation et de traitement de plaintes.

Le PCAR constitue un document contractuel par lequel le gouvernement Tunisien s'engage formellement à respecter, en rapport avec les collectivités locales et selon les exigences et les procédures de SO2, les droits d'indemnisation/compensation de toute personne ou entité potentiellement affectée par le projet. Le coût de mise en œuvre du PCAR (réalisation du PAR, indemnisation/compensation, fonctionnement, renforcement de capacités, suivi de mise en œuvre) sera entièrement financé par l'emprunteur. Ce PCAR devra être décliné en plan d'action de réinstallation (PAR) au plus tard avant le lancement du projet pour sa mise en œuvre par le CRDA. La délivrance du PAR définitif fera l'objet d'une condition spécifique de décaissement pour le financement des travaux soulignés.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

L'objectif global du PDPFA-GZ est de contribuer à la réduction de la pauvreté, du chômage et des inégalités (genre, socioéconomiques et rural-urbain) dans le Gouvernorat de Zaghouan. L'objectif spécifique du projet est de créer davantage de la valeur ajoutée à travers la promotion des filières agricoles prioritaires¹ « huile

¹ Les filières prioritaires ont été définies de manière concertée, sur la base de critères environnementaux (conservation du sol, utilisation de l'eau, biodiversité), sociaux (création local d'emplois, amélioration du statut de la femme rurale) et économiques (niveau de valeur ajoutée, stabilité de revenus, adaptabilité aux marchés porteurs)

d'olive », « tomate », « lait » et « autres produits bio du terroir » constituant des niches à fort potentiel en termes d'emplois, de revenus et de génération de devises pour le pays.

2.2 Composantes du projet

D'une durée de cinq ans, le projet comprend trois composantes : (A) Appui aux Infrastructures rurales ; (B) Développement agricole durable et chaînes de valeur et (C) Coordination et gestion du Projet. Les activités sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Tableau : Composantes détaillées du projet

COMPOSANTES	DESCRIPTION DES COMPOSANTES
A : Appui aux Infrastructures Rurales	<p>A1 Aménagements hydro-agricoles : (i) réhabilitation et équipement de 1158 ha d'anciens périmètres publics irrigués (PPI) avec 4.000 ml de conduites en amiante ciment remplacées par d'autres en polyéthylène PEHD ; (ii) aménagement de 350 ha de nouveaux périmètres irrigués (PI).</p> <p>A2 Création des forages et puits de surface : (i) réalisation de 12 forages (150-200 m) ; (ii) création de 50 nouveaux puits de surface dotés de sources d'énergie propre (solaire) ; (iii) étude d'actualisation des bilans d'exploitation des nappes ; (iv) renforcement du réseau de mesures piézométrique pour le suivi et le contrôle du niveau des nappes.</p> <p>A3 Conservation des eaux et sols (CES) : (i) confection et consolidation de banquettes mécaniques et manuelles sur 9430 ha, de cordons en pierres sèches sur 570 ha, aménagements de 600 ha de correction des ravins, de 25 unités d'Epis de protection des Oueds ; (ii) aménagement de 8 lacs collinaires et 120 ouvrages de recharge ; (iii) curage et reprofilage des Oueds sur 47 km, et assainissement de 600 ha de plaine.</p> <p>A4 Aménagements forestiers et conservation de la biodiversité : (i) aménagement sylvicole et pastorale sur 200 ha, assainissement foncier sur 13000 ha ; (ii) ouverture/entretien de 345 km de pistes forestières et tranchées pare-feu ; (iii) Aménagement du Parc national de Djebel Zaghuan et de son Ecomusée. A5 Pistes rurales : (i) aménagement de 51.5 km de pistes rurales.</p>
B : Développement agricole durable et chaînes de valeurs	<p>B1 Développement agricole durable : (i) développement de l'irrigation à la parcelle: acquisition de matériels d'économie d'eau (goutte à goutte) pour 1000 ha sur les PPI ; (ii) développement de l'arboriculture : plantation de 5900 ha d'oliviers et d'amandiers, acquisition des plants et des citernes tractées ; (iii) acquisition de semences pour l'assolement fourrager, de semences de Médicago et du Sulla pour 1000 ha ; (iv) acquisition d'équipement de laboratoire du sol du CRDA ; (v) diffusion de paquets technologiques, de techniques résilientes et bio, normes de qualité requise, formation à l'entretien des ouvrages et des conseillers agricoles ; (vi) remembrement foncier avec perspective de promotion de l'accès des femmes à la propriété.</p> <p>B2 Promotion des Chaînes de valeurs agricoles avec perspective genre: <u>Filière huile d'olive</u> : (i) acquisition d'équipements au bénéfice des SMSA, GDA et des Groupements des femmes (outils de cueillette des olives, broyeurs de bois de taille des oliviers et pulvérisateurs ; (ii) acquisition d'une unité d'extraction d'huile d'olive biologique et (iii) appui à la construction de deux centres multifonctionnels pour abriter les unités agro-industrielle d'huile d'olive biologique. <u>Filière tomate</u> : (i) appui à la mise en place d'une unité complète de séchage de tomates comprenant : 1 laveuse, 1 trieuse, une découpeuse, des séchoirs pour fruits et légumes, une machine d'emballage sous vide. <u>Produits bio du terroir</u> : (i) appui aux SMSA pour la conversion en mode biologique et la certification des produits ; (ii) acquisition de matériel de compostage (broyeurs, détourneurs, épandeurs de compost) ; (iii) acquisition d'équipements au profit des Femmes (extracteurs de miel, cire biologique, distillateurs, broyeurs de céréales, d'épices et extracteurs d'huile essentielles et séchoirs). <u>Filière Lait</u> : (i) construction de 2 centres de collecte de lait ; (ii) acquisition d'un lot d'équipements de production et de conservation de fourrage bio, et d'épandage de fumier ; (iii) acquisition de 2 lots d'équipements de collecte et de refroidissement du lait ; (iv)</p>

COMPOSANTES	DESCRIPTION DES COMPOSANTES
	<p>développement de bonnes pratiques et normes sanitaires; (iv) formation à la gestion des parcours et à la production des fourrages.</p> <p>B3. Accès aux marchés : (i) promotion de l'auto agrégation autour des SMSA et GDA et l'agrégation autour des entreprises agricoles privées; (ii) promotion de la compétitivité des produits agricoles : qualité, respect des normes, traçabilité, certification, logo ; (iii) étude pour une stratégie d'accès au marché pour les produits locaux et d'appellation biologique.</p> <p>B4 Entrepreneuriat agricole et employabilité des femmes et des jeunes. Appui spécifique aux femmes : (i) incubation et installation de 200 entrepreneuses agricoles, (ii) construction de 200 citernes pluviales; (iii) fourniture d'intrants pour maraichage ou arboriculture; (iv) acquisition de matériels d'artisanat et plants d'égantiers; (vii) formation en extraction et distillation des plantes aromatiques et médicinales ; (viii) création des points de vente des produits ; et (ix) formations en marketing et commercialisation. <u>Fonds d'appui aux initiatives innovantes des femmes en matière de MPME:</u> (i) mise en place d'un fonds de garantie partielle (50%) au sein d'institutions financières partenaires visant les entreprises de femmes à fort potentiel de croissance ; (ii) fourniture de services d'incubation et de conseils. <u>Appui à 50 groupements de jeunes entrepreneurs agricoles (dont 50 % de filles):</u> (i) Appui à l'élaboration des plans d'affaire; (ii) formation dans les centres d'incubation (Centre d'affaires de Zaghouan, pépinière de l'école de Mograne, etc.) ; (iii) octroi et viabilisation de parcelles titrés dans les nouveaux périmètres irrigués; (iv) intermédiation avec les structures de financement de la place.</p> <p>B5 Renforcement des capacités des parties prenantes : (i) Equipement des services techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet (CRDA Zaghouan, Ecole de Mograne, etc.); (ii) formation en gestion axée sur les résultats, approche chaîne de valeur, genre, changements climatiques et résiliences, mécanismes d'accès au marché, normes et qualité des produits, etc. ; (iii) consolidation des plans de développement participatif (PDP) ; (iv) appui organisationnel et en gestion des GDA, SMSA et Organisations des femmes et mise en place en réseaux et unions régionales ; (v) développement des partenariats (contractualisation) avec les institutions de financement, les entreprises privées, les organisations patronales et syndicales (UTAP), les Groupements interprofessionnels et les institutions de formation, de recherche et d'appui-conseil.</p>
C : Coordination et gestion du projet	<p>C1 Unité de Gestion du Projet : Planification, coordination des activités du projet, gestion administrative, comptable et financière, acquisition des biens, travaux et services, mise en place d'un plan de communication, suivi-évaluation de l'exécution du projet, analyse d'impact avec perspectives genre.</p> <p>C2 Comité de pilotage</p>

2.3 Cout du projet

Le coût total du projet est estimé à 150.02 millions de Dinars Tunisiens TTC soit 43.86 millions d'Euros. Les coûts ont été estimés sur la base des prix en vigueur en avril 2019. Ce cout inclut le cout foncier des terres qui seront occupés par le projet pour la mise en place des ouvrages prévues. Une provision a été faite pour les imprévus physiques de 5% du coût de base et une provision pour les imprévus financiers de 7% du coût de base sur la base de l'inflation locale et internationale. Le plan de financement prévoit 25,21 millions d'euros par la BAD, 16.23 millions d'euros par le Gouvernement tunisien et 2, 42 millions d'euros de contribution des Bénéficiaires.

2.4 Zone d'influence et bénéficiaires du projet

2.4.1 Zone d'influence du projet

La zone d'intervention du projet (ZIP) couvre le Gouvernorat de Zaghouan, en particulier les zones vulnérables des 6 délégations de Zaghouan, Zriba, Saouef, Nadhour, El Fahs et Bir Mchargua, soit 44 secteurs administratifs sur les 47 du gouvernorat.

Dans les quatre délégations (Zaghouan, Nadhour, Saouef, Zriba) de la partie Sud-Est du Gouvernorat, le nombre total d'habitants a été estimé en 2012 à 104.352 contre 173.149 pour tout le gouvernorat de Zaghouan (soit 60,26%). La densité moyenne au niveau de la zone du projet est de 75,6 habitants/km² (année 2012) contre 61,8 habitants/km² au niveau de tout le gouvernorat et 69 habitants/km² au niveau national. Le nombre total des ménages dans les quatre délégations concernées par l'étude (recensement 2004) est de 20085, soit une moyenne de 4,7 personnes par ménage contre une moyenne de 4,8 au niveau du gouvernorat de Zaghouan.

L'agriculture reste le premier secteur économique pourvoyeur d'emplois avec 31,9%. Le taux de chômage au niveau du gouvernorat est évalué en 1999 à 25,4% contre 15,8% au niveau national. En matière de pauvreté, le Ministère du Développement Régional avance un taux de 19,5% pour l'ensemble du gouvernorat de Zaghouan. Dans la zone du projet, ce taux est évalué à 13,4% dans la délégation de Zaghouan, 18,2% dans la délégation de Zriba, 26,7% dans la délégation de Saouef et 29,1% dans la délégation de Nadhour. Ces données soulignent l'importance de la pauvreté surtout dans les deux délégations de Saouef et Nadhour.

Concernant la situation foncière des terres, le statut privé représente près de 55% des superficies (75350 ha) et les terres domaniales 45% (62650 ha). Les entretiens avec la population ont souligné des contraintes liées notamment à l'absence de titres de propriété et à l'extrême division des terres suite à l'héritage. Cette situation assez problématique limite l'accès au système formel de crédit agricole.

En ce qui concerne les délégations de Bir Mcherga et El Fahs, situées au Nord-Ouest, le nombre total d'habitants des deux délégations constituant la zone du projet a été estimé, en 2012, à 68 797, soit 40% de la population du Gouvernorat. Le taux d'accroissement de cette population pour la période 2009-2012 est estimé à 0,99%, contre 1,09% pendant la décennie 1994-2004. On note une répartition quasi-équitable de la population recensée entre les deux genres (masculin et féminin). La population urbaine, étant la population résidente dans les communes (ou chefs-lieux) des deux délégations concernées, compte en 2012 environ 32 850 habitants, ce qui correspond à un taux d'urbanisation d'environ 48%. La densité de la population était en 2011 de 47 habitants/km², contre 45 habitants/km², en 2004. Cette densité étant légèrement plus élevée à El Fahs qu'à Bir Mcherga (respectivement 45 et 49 habitants/km²). Le nombre de ménages serait de l'ordre de 13 447, disposant de 13 773 habitats, soit 1,024 habitat/ménage. Chaque ménage compterait en moyenne 4,9 personnes. Les habitats rudimentaires seraient au nombre de 194, soit respectivement 2,75% et 1,4% du nombre d'habitats ruraux et habitats totaux.

En dépit de la progression des activités secondaires et tertiaires aux dépens d'une régression de l'agriculture, cette dernière demeure le premier secteur économique pourvoyeur d'emplois avec 22,6% talonnée par le secteur des industries manufacturières avec 21% (données de l'an 2011). Les centres hospitaliers et de santé de base de la zone d'étude disposent de 312 lits, dont seulement 30 lits à El Fahs. La supériorité du nombre de lits à Bir Mcherga étant due au Complexe hospitalier de Djebel Oust.

La zone d'étude renferme en termes d'unités d'enseignement : (i) 43 écoles primaires de base (13 à Bir Mcherga et 30 à El Fahs), dont 34 unités (soit 79% du total) localisées en milieu rural ce qui a favorisé aux enfants de sexe féminin la possibilité d'étude dans des conditions normales. 6 984 élèves sont actuellement inscrits dans ces établissements, ce qui donne une densité moyenne de 33 élèves/classe ; (ii) 12 écoles secondaires (ou collèges) pour un effectif de 5 375 élèves, soit une densité moyenne de 23,3 élèves/collège.

2.4.2 Bénéficiaires du projet

Le PDPFA-GZ bénéficiera à 12500 ménages soit plus de 90.650 habitants dont 50,2% de femmes des 44 secteurs administratifs (sur les 47 du gouvernorat). Ils seront appuyés pour améliorer la production et la productivité suite à un remembrement foncier réussi et une conversion vers l'agriculture biologique. Une attention particulière sera accordée aux femmes (et davantage aux cheffes de ménages) et aux jeunes qui constituent l'essentiel des couches vulnérables. Ils bénéficieront de près de 40-45% des nouveaux PPI aménagés et 75% des actions liées à la transformation et à la commercialisation des produits, notamment biologiques. Le choix des bénéficiaires directs se fera en étroite concertation avec le CRDA, les SMSA, les GDA et l'UTAP dans une démarche participative, inclusive et partenariale.

3. IMPACTS POTENTIELS

3.1 Impacts positifs potentiels sur le milieu humain

Les impacts sociaux et socio-économiques positifs escomptés sont :

Activité/Source	Impacts positif du PDPFA-GZ sur le milieu humain
Réhabilitation des Pistes Agricoles	
Développement des activités socioéconomiques : agricoles, agroindustrielles, écotouristiques et d'offre des services divers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Meilleur désenclavement des zones concernées, ▪ Diminution du coût et du temps de transport, ▪ Ecoulement et valorisation de la production agricole locale, ▪ Développement du commerce local, régional et national et promotion et facilitation de l'accès à des nouveaux internationaux rémunérateurs ▪ Facilitation de l'acquisition des intrants des matériels agricoles et des produits et consommables nécessaire à la production agricole ▪ Développement et promotion de l'accès aux activités de valorisation et de transformation ▪ Regain d'intérêt pour l'investissement local, accès plus facile pour les ONG et les opérateurs des projets de développement y compris les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) et les BMD (Bailleurs Multilatéraux au développement) ▪ Création d'emplois pour les jeunes notamment au niveau local, ▪ Fonctionnement et développement des PME et PMI agricoles, agroindustrielle, écotouristique et de services y compris celles spécialisées dans les travaux d'entretien et maintenance, ▪ Valorisation des aires protégées et autres sites touristiques ▪ Diminution des coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules
Amélioration de l'état des pistes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de l'érosion des sols, du ravinement de la plateforme, de la formation des bourbiers, nids de poule et tôle ondulée, etc. ▪ Réduction des dommages causés sur le matériel roulant
Amélioration du cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les populations s'adonnent plus aux activités agricoles d'où elles tirent le maximum de revenus, ▪ Intensification des activités économiques et commerciales, ▪ Accès facile aux techniques culturelles modernes ▪ Amélioration de l'habitat grâce à un accroissement des revenus ▪ Désenclavement des localités
Développement d'autres infrastructures agricoles et rurales	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création de nouveaux forages ▪ Réhabilitation de périmètres irrigués (PI) ▪ Création de nouveaux périmètres irrigués ▪ Créations des lacs collinaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les nouveaux forages permettront la séparation des réseaux d'eau potable des réseaux d'irrigation qui s'alimentent actuellement du même point d'eau. Cette action permettra d'avoir deux systèmes séparés afin d'éviter les problèmes liés à la gestion d'un système mixte, et d'affecter toute la ressource en eau existante à l'irrigation. ▪ L'introduction et la promotion des techniques d'irrigation « goutte à goutte » permettront à la fois l'économie de l'eau, la valorisation de la production agricole et la mise en valeur des terres agricoles ▪ L'augmentation de la production agricole aura un effet positif sur la réalisation des objectifs de la sécurité alimentaire qui consiste à assurer au ménage une nourriture de qualité, en quantité suffisante et sans interruption. ▪ L'augmentation de la production et de la productivité des PI contribueront à la sécurité alimentaire qui reste un objectif stratégique du pays.
Conservation des eaux et du sol (CES)	Les travaux CES contribueront à l'atténuation substantielle de l'érosion et la maîtrise des eaux de ruissellement. Ils contribueront de ce fait à la préservation du potentiel sol et de sa fertilité et la rétention des eaux de ruissellement en vue d'améliorer le rendement des cultures et des parcours. Les aménagements antiérosifs vont atténuer les impacts de l'érosion, notamment l'effondrement en masse dans les terrains fragilisés et l'altération progressive des versants

3.2 Impacts négatifs potentiels sur le milieu humain

Les impacts sociaux-économiques négatifs escomptés sont :

Activité	Impacts potentiels sur les milieux humain et socioéconomique
----------	--

Installation de Chantier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits sociaux (occupation des terrains privés) ▪ Destruction et/ou occupation des zones de cultures ▪ Destruction éventuelle d'habitations ▪ Prolifération des déchets de chantier ▪ Risque de transmission des MST
Ouverture des gîtes d'emprunt	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits sociaux (exploitation des terrains privés) ▪ Empiètement sur des zones de cultures ▪ Augmentation du niveau de bruit dû au fonctionnement des véhicules et engins
Travaux mécanisés (Dégagement des emprises, reprofilage, compactage, rechargement)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risques de destruction des tombes et exhumation des restes mortuaires ▪ Risques d'empiètement dans les sites valorisés/sacrés (destruction du patrimoine culturel) ▪ Enlaidissement des parcelles riveraines par l'abandon ou dépôt des matériaux de curage ou de purge devant celles-ci ▪ Obstruction des pistes utilisées par les populations riveraines par des bourrelets ▪ Gêne aux aires de séchage de produits agricoles ▪ Modification de l'occupation du sol ▪ Augmentation du niveau de bruit dû au fonctionnement des véhicules et engins
Curage des fossés de drainage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Destruction des accès aux concessions riveraines et aux pistes piétonnes ▪ Dépôt et/ou abandon des bourrelets et produits de curage devant des concessions

4. CADRE REGLEMENTAIRE EN MATIERE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE

4.1 Cadre Tunisien

4.1.1 Principes de base d'expropriation et d'acquisition des terres

Le droit de propriété est un droit reconnu et protégé en Tunisie puisqu'il est garanti par la **nouvelle constitution signée le 24 janvier 2014** au travers de l'article 41 qui stipule que « ***Le droit de propriété est garanti ; il ne peut y être porté atteinte que dans les cas et avec les garanties prévues par la loi.*** ». Non seulement est-il protégé par la constitution mais aussi par la législation notamment via l'article 20 du Code des Droits Réels (2015) qui affirme que « ***Nul ne peut être contraint de céder sa propriété sauf dans les cas prévus par la loi et moyennant une juste indemnité*** ».

Viennent ensuite les lois formant le cadre réglementaire tunisien en matière d'expropriation. Remplaçant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 et la loi n° 2003-26 du 14 avril 200, ***la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 sert de base législative à l'expropriation pour utilité publique***. Ce nouveau cadre juridique a mis l'accent sur « ***la nécessité d'informer le public sur l'intention d'expropriation et sur l'enregistrement des oppositions, à travers la commission*** » dans chacun des 24 gouvernorats tunisiens.

Les différents principes majeurs qui guident le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique :

- L'expropriation pour cause d'utilité publique intervient à titre exceptionnel et moyennant une juste indemnité et avec les garanties fixées par la nouvelle loi n 2016-53 du 11 juillet 2016 ;
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par un décret gouvernemental soumis au tribunal administratif pour avis. Le décret d'expropriation doit indiquer la nature de l'immeuble et le projet dont la réalisation est envisagée.
- En tant que maître de l'ouvrage de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le Ministère du domaine de l'État et des affaires foncières charge l'expert des domaines de l'état de réaliser une expertise afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, constructions et installations qu'ils contiennent, et il peut confier cette mission à un ou plusieurs experts judiciaires commis par ordonnance judiciaire.
- L'administration intéressée peut se faire délivrer les ordonnances judiciaires nécessaires en vue de pénétrer dans toutes les parties de l'immeuble dont l'expropriation est envisagée.

Pour l'exécution de ses projets le ministère en charge de l'équipement et de l'aménagement du territoire en coordination avec le ministère en charge des domaines de l'Etat et des affaires foncières figure la mission d'assurer l'acquisition des biens immobiliers pour cause d'utilité publique et applique les principes directeurs d'indemnisation et compensation. Pour ce faire, et après une préalable identification des terrains constituant l'emprise foncière du site de l'utilité publique projetée, une expertise domaniale déterminera la valeur vénale des dits terrains.

La valeur vénale ainsi fixée, sera notifiée sous forme d'offre administrative d'acquisition aux propriétaires selon le registre foncier pour les terrains immatriculés ou présumés tels pour les autres terrains (avec ou sans titre de propriété).

En vue de la compensation équitable des différentes personnes affectées, les directions d'expertise du MDEAF établissent des barèmes basés sur les prix du marché selon la région, les typologies des constructions, leurs surfaces, les aménagements, des plantations, les cultures et la vocation des terrains etc. Les compensations de chaque PAP seront précisées dans les PARs.

4.1.2 Objectifs de la politique d'expropriation Tunisienne

A travers la promulgation de la Loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique et ses textes d'application, les objectifs de la politique d'expropriation tunisienne sont les suivants :

- Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenu, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;
- Permettre des procédures de recours via un mécanisme de suivi permettant d'éviter des réinstallations et/ou expropriations mal préparés et mal exécutés et non équitables.

Ainsi, pendant la planification détaillée des interventions des sous-projets du PDFA-GZ, susmentionnés, un effort sera fourni pour faire des efforts réduisant au maximum le nombre de personnes affectées par un déplacement physique ou économique ou par une perturbation liée à une modification de l'allocation des ressources foncières ou issues de l'exploitation des ressources naturelles en général. Il s'agit de compenser les pertes liées au déplacement de façon à ce que les personnes affectées de façon temporaire ou permanente puissent recouvrir pleinement et durablement leur moyen d'existence au niveau de départ ou à un niveau supérieur à celui-ci.

4.1.3 Cadre institutionnel tunisien

Les institutions étatiques et les organismes intervenants, dans la programmation des différentes étapes de la mise en œuvre du PAR, sont le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances. La mise en œuvre du processus d'indemnisation sera assurée par les experts de l'État au niveau du ministère du Domaine de l'État et des affaires foncières par le biais de la commission régionale d'acquisition.

En effet, l'article 14 de la nouvelle loi prévoit l'introduction **d'une commission nationale** qui fixe les critères déterminants la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que son actualisation tous les cinq ans et quand cela est nécessaire.

Les procédures d'acquisition ainsi qu'un dossier d'expropriation passeront par une seule commission au niveau régional. La composition et le fonctionnement de ladite commission sont fixés par l'Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017. En outre, selon l'article 16 de la loi, Il est créé dans chaque gouvernorat une commission administrative permanente dénommée « commission des acquisitions au profit des projets publics » chargée sous présidence du gouverneur ou son représentant, d'accomplir toutes les procédures préliminaires de proposition du projet du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique au niveau de la région.

La commission régionale d'acquisition est chargée de procéder à la reconnaissance de la situation légale et matérielle des immeubles à acquérir. L'article premier du décret n° 1302 du 2 décembre 2016, fixe les attributions du secrétaire d'Etat des domaines de l'Etat et des affaires foncières. Celle-ci se compose de 7 membres qui sont : Le gouverneur de la région ou son représentant, le directeur régional des domaines de l'Etat et des affaires foncières ou son représentant ; le directeur régional de l'office de la topographie et du cadastre ou son représentant ; un représentant du ministère ou de l'entreprise bénéficiaire de l'expropriation (dans ce notre cas le MARHP) ; l'expert des domaines de l'Etat ; un représentant de la conservation de la propriété foncière ; un représentant de la municipalité ou des municipalités du lieu de situation de l'immeuble exproprié. Le président de la commission peut convoquer toute personne dont il juge leur présence utile pour émettre un avis avec voix consultative.

Le cadre social serait une commission régionale au sein du Gouvernorat. Il est présidé par le Gouverneur. Il comprend en outre des représentants de l'administration responsable du projet ainsi que des représentants du domaine de l'Etat. Le cadre social traite tous les PAPs rencontrés lors du recensement ne disposant pas de titres de propriété formels ainsi que les groupes vulnérables disposant, ou non, de titre de propriétés. Ces PAPs seront prises en charges par l'administration qui, à travers la commission régionale, se charge de les compenser et de leur fournir l'aide nécessaire afin qu'elles puissent retrouver une source de revenue équivalente à celle précédant le démarrage des travaux y compris tous les frais liés à une éventuelle réinstallation ou à une reprise d'activité. Dans le cadre social, les occupants et les exploitants informels des immeubles, ainsi que les personnes risquant de perdre des sources de revenus et se trouvant dans l'emprise du projet sont éligibles à recevoir une assistance et sont compensées de la même manière que les occupants et les exploitants formels.

4.1.4 Revue et analyse de la législation Tunisienne qui régit l'acquisition des terres et la réinstallation des PAP

Nous donnons ci-après une revue et une analyse des principaux textes de loi relatifs à la gestion du foncier et des processus de réinstallation en Tunisie

4.1.4.1 Type de propriété de terres en Tunisie

La Tunisie définit différents types de propriétés qui sont résumés dans les sections suivantes :

Les terres domaniales : Les domaines public et privé de l'Etat sont gérés par le Ministère des domaines de l'Etat et des Affaires foncières. Les terres agricoles domaniales appartiennent au domaine privé de l'Etat.

Les terres privées : Les terres privées appartiennent à des particuliers qui exercent un plein droit de propriété. Parmi ces terres, on distingue les terres immatriculées, les terres objets d'actes notariés et les terres objets de certificats de possession :

Les évaluations des impacts du projet indiquent que toutes les terres de l'empreinte écologique du projet sont classées comme terres agricoles et qu'aucune conversion ne sera déclenchée par le projet. 95 % de la superficie du projet couvre des zones déjà irriguées, pour lesquelles on ne prévoit qu'une amélioration du service et aucun changement de régime foncier. Les 5 % restants sont des terres actuellement non irriguées, qui auront accès à des services d'irrigation à la demande. Aucun changement de régime foncier ne sera

déclenché par le projet - les terres bénéficiant d'une meilleure irrigation resteront aux mains des utilisateurs actuels.

Les terres collectives : Traditionnellement ces terres étaient utilisées collectivement et étaient la propriété de tribus ou de collectivités ethniques. Depuis les années 60, la privatisation des terres collectives en a considérablement réduit la superficie. Les terres collectives ne sont plus sous l'autorité du ministère de l'agriculture depuis 1992 par la loi n° 92-44 du 4 mai 1992. La Loi n° 2016-69 du 10 août 2016, modifiant et complétant la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixe le régime des terres collectives, et est complétée par le Décret gouvernemental n° 2017-460 du 13 avril 2017, fixant la composition des conseils de gestion et des conditions de candidature et procédures relatives à l'organisation et au déroulement des opérations du vote et de la composition et fonctionnement du conseil de tutelle régional. Chaque groupe possédant une terre collective est représenté par un conseil de gestion composé de membres élus par la collectivité et de membres désignés par le gouverneur. Les conseils de tutelle locaux et régionaux coordonnent et contrôlent les conseils de gestion.

Les terres Habous : Il s'agit de terres cédées à titre définitif aux Habous (institutions religieuses musulmanes) qui devenaient dès lors insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'abolition de ces biens fut prononcée par décrets en 1956 et 1957. La liquidation des terres Habous s'est faite au profit des terres domaniales.

4.1.4.2 Description de l'immeuble à exproprier selon la réglementation

Les sections suivantes donnent les informations sur le processus national d'expropriation. Suivant les dispositions combinées de l'article 4 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriation peut porter sur :

- Les immeubles nécessaires pour le projet public à réaliser, ainsi que les immeubles nécessaires à assurer la valeur de ce projet et de sa bonne exploitation, et l'installation des aménagements, des bâtiments réservés aux services chargés de l'entretien et du maintien de sa durabilité,
- Les terrains voisins au projet, qui peuvent être exploités à l'aménagement de son environnement et sa protection contre l'étalement urbain,
- Les immeubles nécessaires à l'exécution des programmes d'aménagement, d'équipement, de réhabilitation, d'habitat, ainsi que ceux nécessaires à la création de réserves foncières prévus par l'Etat ou les collectivités locales ou attribués aux établissements ou entreprises publiques au sein ou hors des zones urbaines conformément aux lois et règlements en vigueur,
- Les immeubles nécessaires pour assurer l'exécution des programmes et des plans d'aménagements approuvés,
- Les constructions menaçant la ruine que les occupants ou les propriétaires n'ont pas démolie et représentent une menace pour la santé ou pour la sécurité publique
- Les immeubles menacés de catastrophes naturelles dont il faut transférer leurs propriétés au profit de l'Etat ou des collectivités locales ou ceux affectés à la réalisation des établissements de protection,
- Les immeubles ayant un caractère archéologique ou patrimonial ou historique.

4.1.4.3 Cadre réglementaire de l'occupation temporaire, de l'échange, de l'acquisition amiable et de l'expropriation pour cause d'utilité publique

A. L'occupation temporaire

L'occupation temporaire est régie par le décret du 20 août 1888 qui précise que l'Occupation Temporaire (OT) d'un terrain est autorisée par un arrêté indiquant le territoire où le terrain est situé, le nombre et la

nature des parcelles dont il se compose, leur contenance, le nom et le domicile du propriétaire ou présumé tel. Les autorités locales notifient l'arrêté d'OT au propriétaire du terrain ou à son représentant.

En cas d'arrangement à l'amiable entre le propriétaire et l'entrepreneur, ce dernier est tenu de présenter le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a passé avec lui. - A défaut de convention amiable, l'agent de l'administration fait connaître par écrit aux autorités locales du territoire concerné, le jour où l'entrepreneur compte se rendre sur les lieux. Celles-ci doivent informer le propriétaire et l'inviter à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui choisi par l'entrepreneur, à la constatation de l'état des lieux.

L'état des lieux est effectué par les deux experts de façon à ce qu'en rapprochant plus tard leur constat de celui qui sera fait après l'exécution des travaux, on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. Un procès-verbal est dressé et un exemplaire remis au propriétaire.

Une fois les constats réalisés, l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté. S'il existe sur le terrain des récoltes, des arbres fruitiers ou de haute taille qu'il soit nécessaire de couper ou d'abattre, l'entrepreneur doit les laisser subsister jusqu'à ce que l'estimation en ait été faite. - L'entrepreneur devra justifier, toutes les fois qu'il en sera requis, du paiement des indemnités dues aux propriétaires des terrains occupés.

Lorsque les travaux sont exécutés directement par l'Administration, il est procédé comme il a été dit ci-dessus.

B. Les mécanismes amiables : acquisition, donation et échange de parcelles

Les mécanismes amiables basés sur le consentement des parties seront privilégiés dans le cadre du PDPFA-GZ. De façon générale, la cession volontaire\donation et l'acquisition à l'amiable sont largement pratiquées. Toutefois, la loi tunisienne prévoit également la possibilité du recours à l'échange de parcelles.

L'acquisition amiable : Dans la mesure où le propriétaire du bien requis consent à la demande du CRDA, la transaction perd alors son caractère contraignant et le CRDA n'aura pas donc besoin pour le recours à l'expropriation. Les parties conviennent alors du prix et des modalités de transfert de propriété et établissent un contrat de vente. L'acquisition à l'amiable se traduit par un contrat de vente régi par le droit civil (Code des Obligations et des Contrats et le Code des Droits Réels). Il mentionne le montant de la vente et le transfert de propriété

La cession ou donation à titre gratuit : Cet outil juridique permet que la propriété d'un bien passe du patrimoine du cédant à celui du CRDA gratuitement. Le propriétaire du bien en cèdera une partie ou le tout de façon volontaire. Cet acte se traduira par un contrat de cession sous forme d'acte notarié. Comme pour l'acquisition, il sera régi par le droit civil tunisien.

L'échange de parcelles ou échange en nature : La loi n° 95-21 du 13 février 1995, relative aux terrains domaniaux agricoles a prévu la mise à la disposition de l'administration de terres domaniales à des fins de régularisation et d'échange. La loi mentionne qu'en cas de besoin, il peut être procédé à la cession de terrains domaniaux agricoles contre des terrains appartenant à des privés ou des collectivités locales.

L'échange se fait après détermination de la valeur des deux biens objets du contrat d'échange par deux experts des ministères de l'Agriculture et des domaines de l'Etat. Cette procédure peut intervenir soit avant l'expropriation ou pendant sa procédure, lorsque l'exproprié renonce à recourir aux tribunaux et se met d'accord avec l'administration pour procéder à l'échange de sa propriété contre un autre terrain qui serait domanial.

C. L'expropriation pour cause d'utilité publique

La loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 sert de base législative à l'expropriation, remplaçant la loi n° 76-85

du 11 août 1976 et la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003. Cette loi est accompagnée de ses textes applicatifs, notamment l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement, et l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation des documents du dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi a pris des mesures correctives afin d'approcher aux normes et politiques internationales. De ce fait, cette loi a fixé les principes, les règles et les procédures administratives et juridiques en matière d'expropriation des biens pour réaliser des projets ou exécuter des programmes ayant un caractère d'utilité publique. Ce nouveau cadre juridique a mis l'accent sur la nécessité d'informer le public sur l'intention d'expropriation et sur l'enregistrement des oppositions, à travers la commission des acquisitions au profit des projets publics installée dans chacun des 24 gouvernorats tunisiens.

Selon la réglementation l'article 4 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 a décrit tous les biens qui peuvent faire l'objet d'expropriation. Parmi ces biens : (i) Les immeubles et superficies compris dans le périmètre des ouvrages projetés ; (ii) Tous ceux qui sont nécessaires pour assurer à ces ouvrages leur valeur ou pour permettre une exécution rationnelle du plan d'aménagement approuvé ; (iii) Terrains nus, complantés, insuffisamment bâtis comportant des constructions vétustes menaçant, ruine ou reconnues insalubres.

Le Décret gouvernemental n° 2017-332 du 28 février 2017 établit la composition et le fonctionnement de la commission nationale chargée de fixer les critères déterminant la valeur financière des biens nécessaires à la réalisation des projets publics. Cette commission nationale, présidée par le ministre des domaines de l'état, fixe les critères adoptés dans la détermination de la valeur financière des biens nécessaires à la réalisation des projets publics et leurs composants, et les modalités de révision et d'actualisation de ces critères, tous les cinq ans et autant que de besoins.

Le recours à l'expropriation ne se fait que de façon exceptionnelle et après avoir accompli toutes les mesures de conciliations prévues dans la loi. En cas d'accord entre les parties, la procédure d'expropriation s'arrête et une transaction amiable la remplace. Il sera procédé à l'établissement d'un contrat de vente. A défaut et en cas de persistance du désaccord, le décret d'expropriation est promulgué.

Les différents principes majeurs qui guident le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique :

- L'expropriation pour cause d'utilité publique intervient à titre exceptionnel et moyennant une juste indemnité et avec les garanties fixées par la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 ;
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par un décret gouvernemental soumis au tribunal administratif pour avis.
- Le décret d'expropriation doit indiquer la nature des biens et le projet dont la réalisation est prévue.

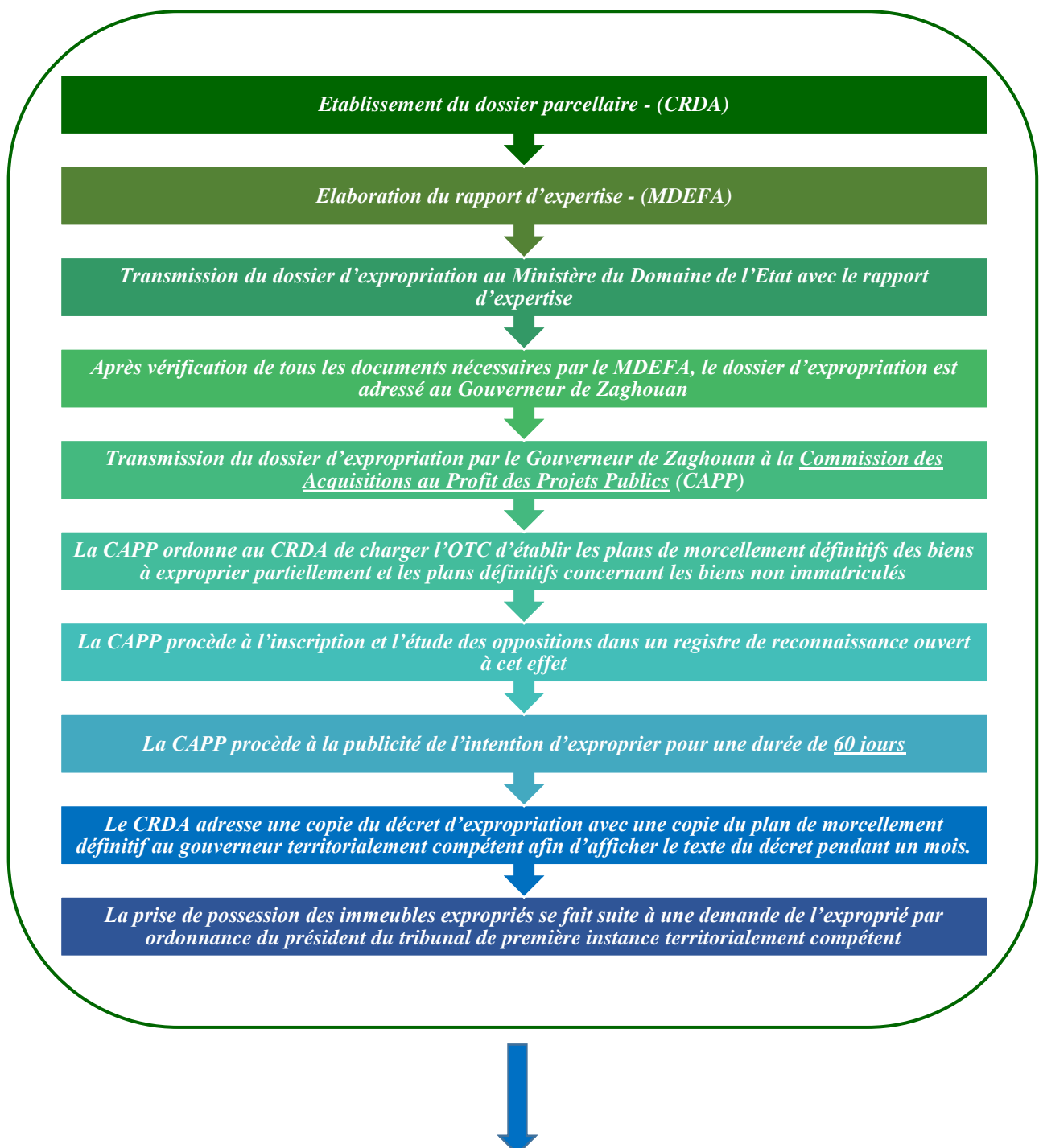
Les principales phases d'acquisition de terrain sont :

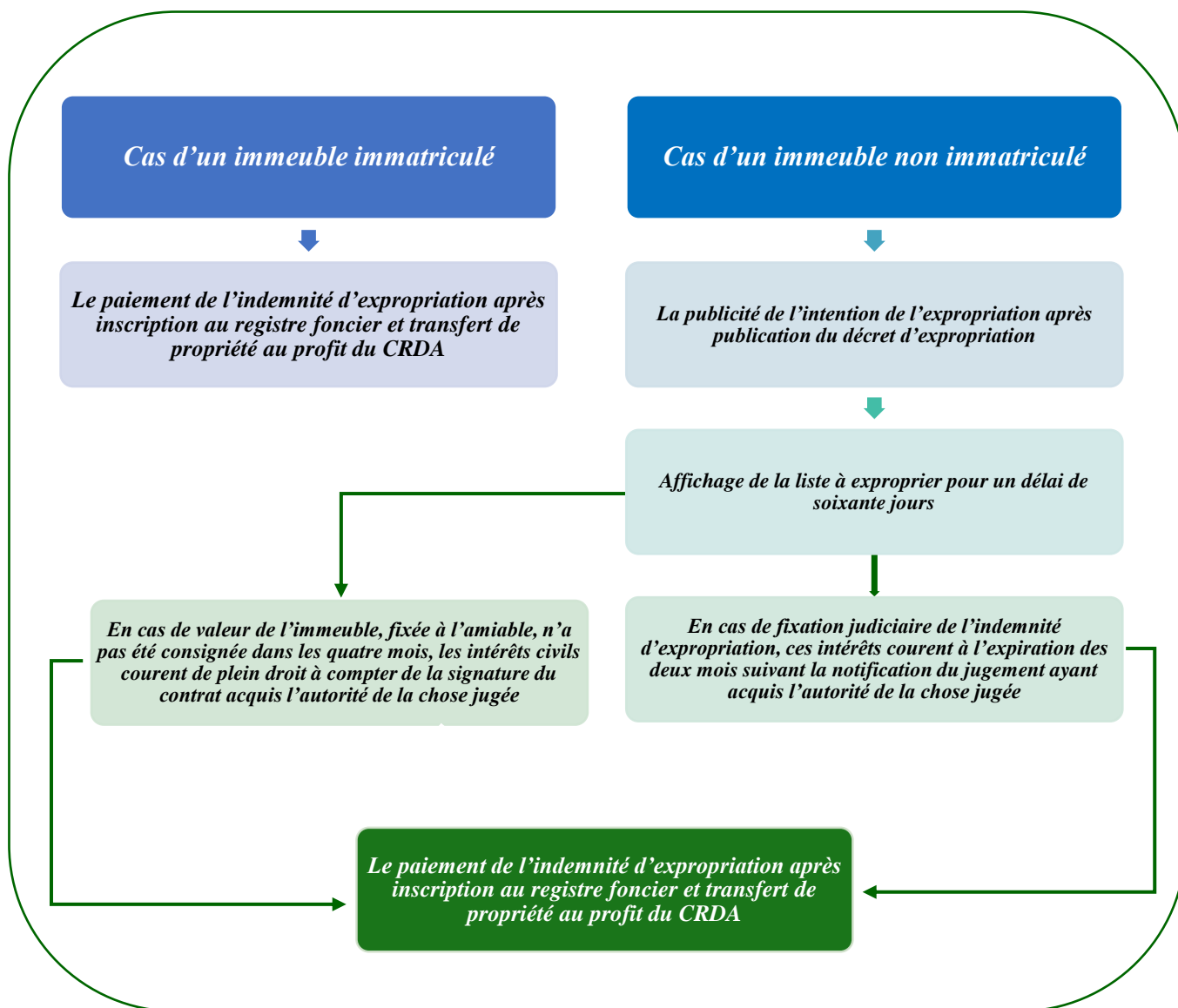
- Préparation du dossier foncier (à la charge du CRDA qui engage l'OTC) ;
- Établissement du rapport d'expertise (à la charge du CRDA qui engage l'expert des domaines de l'état ou des autres experts) ;
- Envoi du dossier foncier et le rapport d'expertise au CRDA.
- Transmission du dossier foncier et le rapport d'expertises au gouverneur qui les transmet à la commission régionale d'acquisition et de limitation qui se charge du dossier ;
- La commission régionale d'acquisition procède à la publication de l'intention d'exproprier pendant soixante jours ;
- La commission d'acquisition de limitation ordonne le CRDA de charger l'OTC ou des géomètres d'établir les plans de morcellement définitifs des biens dont l'expropriation partielle est envisagée et les plans définitifs concernant les biens non immatriculés ;

- Établissement de l'expertise (à la charge de l'administration)
- La commission d'acquisition consigne sur le registre d'enquête l'identité de toute personne ayant accepté l'offre de l'administration et procède à la préparation des dossiers nécessaires pour la passation des contrats ;
- Publication du décret d'expropriation ;
- Pénétration dans toutes les parties du bien dont l'expropriation est envisagée après avoir les ordonnances judiciaires ;

La synoptique suivante présente la procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 :

Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016





4.2 Cadre de la Banque Africaine de Développement

4.2.1 Exigences de la banque africaine de développement en matière de réinstallation forcée

La mise en œuvre du projet doit répondre aux exigences du système de sauvegardes intégré (SSI) et notamment à la sauvegarde opérationnelle 2 (SO2) relative à la réinstallation involontaire – acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations. Elle vise à clarifier toutes les questions liées au déplacement physique et économique mais qui ne sont pas spécifiquement liées à l'acquisition foncière. Les objectifs spécifiques de la SO2 sont les suivants : (i) éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet ont été envisagées ; (ii) s'assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et qu'on leur a donné la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; (iii) s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle pour leur réinstallation dans le cadre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ; (iv) fournir aux emprunteurs des directives claires sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation,

de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; (v) se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés ou mal mis en œuvre en établissant un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque pour trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent.

La mise en œuvre du projet répond également à la sauvegarde opérationnelle 5 (SO5) relative aux conditions de travail, santé et sécurité.

Les autres politiques et directives pertinentes de la Banque restent applicables dès qu'elles sont déclenchées dans le cadre du SSI. Il s'agit principalement de : (i) Politique de la Banque en matière de genre (2001) - Stratégie du Groupe de la Banque en matière de Genre 2014-2018 (2014) ; (ii) Cadre d'engagement consolidé avec les organisations de la société civile (2012) ; (iii) Politique de diffusion et d'accès à l'information (2012) ; (iv) manuel de consultation et de participation des parties prenantes aux opérations de la Banque (2001) ; (v) Politique de la Banque en matière de population et stratégie de mise en œuvre (2002) et ; (vi) Procédures d'évaluation environnementale et sociale pour les opérations de la Banque (2015).

4.2.2 Analyse comparative entre la législation tunisienne en matière d'expropriation et les exigences de la SO2 de la BAD

Le tableau ci-après, fournit une analyse des convergences et écarts entre la loi nationale (loi n°2016-53 du 11 juillet 2016) sur l'expropriation pour utilité publique et la Politique et Procédures de Réinstallation de la Banque.

Tableau : Convergences et Ecart entre la réglementation nationale et la Politique et Procédures de Réinstallation de la Banque

Thème	Cadre Juridique national	Politique de la Banque	Ecart	Mesures Retenues
Cadre juridique	Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016	OS2 du SSI de la BAD		
Pertes de bâti/ perte permanente des terres,	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les propriétaires d'un immeuble immatriculé ; ▪ Les propriétaires d'un immeuble non immatriculé mais qui ont un acte de propriété ▪ Les présumés de propriété d'un immeuble non immatriculé s'il n'y a pas d'objection après la publicité de deux mois de la propriété (article 38 de la loi n°2016). ▪ Les occupants ou exploitants qui possèdent un contrat de bail, un fonds de commerce, un contrat de location, etc.) ▪ Les occupants informels d'un immeuble appartenant aux domaines de l'état (indemnité accord du MDEAF). 	<p>Sont éligibles à compensation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les détenteurs de droits formels sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation nationale). ▪ Les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment de recensement mais qui ont un titre foncier ou autres. ▪ Les personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent pour autant qu'elles occupaient les lieux avant la date d'éligibilité arrêtée. 	La politique nationale et la politique de la BAD se rejoignent en ce qui concerne les critères d'éligibilité.	Néant
La perte permanente des arbres et des cultures	<p>Toutes pertes de culture et de plantation sont compensées pour les exploitants formels.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les propriétaires du terrain ; ▪ Personnes qui ont un contrat de location ; ▪ Les exploitants d'un terrain appartenant au domaine de l'état ▪ Présumé propriétaire d'un terrain non-immatriculé (s'il n'y a pas d'objection après la publicité de deux mois de la propriété) 	Toutes pertes de cultures et de plantation sont compensées pour les exploitants du terrain.	Les politiques sont similaires	Néant
Dégradation des biens	<p>Tout dégât ou démolition des immeubles immatriculés, des immeubles non immatriculés qui sont justifiés de leurs propriétaires réels et tous bâtiments construits par les occupants informels du terrain appartenant à l'état sont compensés</p> <p>Tout dégât ou démolition des bâtiments construits par les occupants informels d'un terrain immatriculé privé sont compensés au propriétaire.</p> <p>Les locataires des immeubles à exproprier ne sont pas indemnisés sur la perte du bien mais plutôt le propriétaire qui possède le contrat de vente sera indemnisé sur cette perte. Ce dernier doit indemniser le locataire et respecter les délais de préavis.</p>	Tous dégâts ou démolition des immeubles, causés par la procédure d'acquisition du terrain, indépendamment de leurs aspects juridiques et fonciers, sont compensés.	Les politiques sont similaires	Néant

Groupes défavorisés et vulnérables	Aucune attention particulière légale n'est réservée à cette catégorie après expropriation. Prise en compte dans le cadre social (Assistance sociale)	Nécessite une attention particulière avec une aide appropriée qui devrait être accordée aux besoins des groupes défavorisés.	Une divergence entre les deux cadres même si cela est fait dans la pratique	Prévoir des mesures spécifiques d'aide destinée aux personnes vulnérables
Aide à la réinstallation	Non mentionné dans la législation Dans la pratique une assistance sociale est fournie	Sont éligibles à une aide à la réinstallation les occupants qui n'ont ni de droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent	Ecart important mais qui est compensé en pratique grâce à l'assistance social	Le programme n'induit pas de réinstallation physique
Date butoir d'éligibilité	A la clôture des travaux de la commission des acquisitions au profit des projets publics	A la fin de la période du recensement des personnes affectées, dans la zone du projet	Les politiques sont similaires	
Information et consultation des ayants-droit	Les PAPs sont informées durant la phase d'études (par la consultation publique) La publicité de l'intention d'exproprier se fait par affichage et par dépôt d'une liste descriptive (comportant les noms des propriétaires ou présumés tels, le plan parcellaire du projet, la valeur de l'indemnité provisoire des biens tels que fixées par l'expert désigné), aux sièges du gouvernement de la délégation, de la commune, de la direction régionale des domaines de l'Etat et des affaires foncières du lieu des biens et au siège des services régionaux de la partie concernée par le projet pour une période de deux mois	Les PAR doivent être fournies à temps, et dans une forme appropriée et compréhensible par les populations affectées, Information de la communauté d'accueil et des organisations de la société civile nationale pour contribuer à la validation et mise en œuvre des PAR. La consultation se fait selon des réunions mixtes et séparées.	Les politiques sont similaires en pratique	
Mesures de compensation	Plusieurs cas se présentent : <ul style="list-style-type: none"> Acquisition à l'amiable et la cession volontaire peuvent se faire à titre gratuit ou moyennant une indemnisation. En effet la gratuité de la cession pour de petites parcelles est compensée par un avantage apporté par le projet. L'expropriation se fait obligatoirement par consignation d'une indemnité juste et préalable. Si le projet est réalisé sur une terre domaniale agricole en exploitation par un bail, le bail est résilié sur la partie du bien nécessaire au projet. L'exploitant peut bénéficier d'une indemnité 	L'indemnisation doit être basée sur la valeur actuelle de remplacement des biens, ressources ou revenus perdus sans tenir compte de l'amortissement L'indemnisation foncière est la forme souvent préférée. De même, l'indemnisation en nature pourrait être envisagée	Les politiques sont similaires en pratique	Néant

	<p>pour la valeur résiduelle des investissements sur la partie objet de l'expropriation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les bâtiments dont une partie a été expropriée pour cause d'utilité publique seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent par une demande manuscrite dans un délai d'un mois à compter de la date d'affichage des plans parcellaires. ▪ De même, pour la propriété foncière que l'expropriation réduit au quart de la superficie première à la double condition que la superficie de la parcelle non expropriée soit inférieure à dix ares et que l'exproprié ne possède aucun terrain contigu à cette parcelle et formant avec celle-ci une superficie du moins égale à dix ares. ▪ L'échange des parcelles agricoles de même valeur est possible. ▪ Occupation temporaire (accessibilité au projet), les PAPs sont indemnisées par ▪ l'entrepreneur pour couvrir les dégâts causés (l'abattage d'arbres, démolition de la clôture) et il faut remettre la parcelle en état après l'achèvement des travaux. 			
Evaluation des pertes causées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cession volontaire de petites parcelles à titre gratuit : Pas d'évaluation des pertes. ▪ Acquisition à l'amiable : indemnisation est calculée par l'expert sur la base de la valeur agronomique et fiscale du bien ▪ Expropriation : La parcelle est évaluée au vu de rapports d'experts. L'évaluation est faite selon la consistance et l'usage effectif du bien par comparaison avec les prix pratiqués pour des biens comparables situés dans la même zone. ▪ Occupation temporaire : L'évaluation des dégâts aux cultures et aux arbres est faite par les services compétents si entente à l'amiable. Dans le cas contraire, les deux parties désignent chacune un expert chargé d'évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. ▪ L'indemnisation et la compensation des PAPs intègrent toutes les pertes dues au ▪ projet et prenant en compte les conditions de vie initiales des PAPs 	La compensation pour les pertes de biens doit se faire au coût intégral de remplacement de ces pertes.	Les politiques sont similaires en pratique. Le prix réel du bien est pris en considération pour le calcul de l'indemnisation	Néant

Pertes des moyens de subsistance	La législation tunisienne revoit des indemnisations pour la perte des moyens de subsistance .dans le cadre social	La perte de moyens de subsistance est également prise en compte.	Comparable	Mesures convenues avec les bailleurs : Eviter l'acquisition de plus de 10% des biens sources de moyens de subsistance
Prise de possession des biens expropriés	<p>La prise de possession des biens expropriés se fait suite à une demande de l'exproprié par ordonnance du président du tribunal de première instance territorialement compétent et après délivrance de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique, ▪ La preuve de la consignation de l'indemnité proposée par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne, ▪ La notification d'offre de l'administration à l'exproprié, ▪ Copie du rapport d'expertise élaboré par l'expropriant ▪ Copie du rapport de la commission 	L'acquisition des biens à exproprier ne peut se faire qu'après versement de l'indemnisation et, là où cela s'applique, la fourniture aux personnes déplacées de terrains de réinstallation et d'indemnités de déplacement.	<p>Les politiques sont similaires en pratique.</p> <p>Les indemnisations non encore payées sont consignées par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne,</p>	
Voies de recours	<p>Dans un premier temps, le certificat d'entente d'indemnisation est soumis à la signature de la personne affectée par le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'il y a accord, le certificat d'entente d'indemnisation est signé et mis dans le circuit pour les autres signatures et l'établissement des documents de paiement ; ▪ S'il y a désaccord, une négociation s'engage avec la commission régionale des acquisitions au profit des projets publics jusqu'à un aboutissement acceptable pour les deux parties, avec recours éventuel à un tiers expert ; <p>Les expropriées ne peuvent en aucun cas revenir sur leur consentement ou recourir au tribunal pour ré-expertiser ladite indemnité en cas ou l'indemnité est fixée à l'amiable Recours judiciaire : Les actions liées à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'exception du recours pour excès de pouvoir, sont de la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire avec ses différents degrés prévus au code des procédures civiles et commerciales. Les actions précitées relèvent en premier ressort de la compétence du tribunal de première instance du lieu de</p>	Le plan de réinstallation doit comprendre des procédures de règlement de différends qui doivent être suffisamment agiles pour trancher rapidement les litiges portant sur l'évaluation. A cette effet, des mécanismes de réclamation appropriés et accessible fonctionnant sous la forme de comités locaux constitués de façon informelles et composées de représentant des principaux groupes de parties prenantes devraient être créé pour résoudre tous différents survenant au cours des procédures d'expropriation	<p>Les politiques sont similaires en pratique.</p> <p>Différents procédures de négociation et de conciliation sont prévues</p>	<p>Mesures convenues avec les bailleurs : Finaliser et divulguer dans les petites communes une brochure pour informer les habitants sur leurs droits sur la base du modèle inclus dans les Procédures Environnementales, Sociales, Santé-Sécurité (ESSS).</p> <p>Mettre en place un mécanisme de réclamation accessible à toutes les personnes affectées par le sous</p>

	situation des biens expropriés.			projet.
Suivi- évaluation	La législation tunisienne ne prévoit pas le suivi-évaluation.	L'Emprunteur est responsable d'un suivi-évaluation adéquat des activités de réinstallation	Ecart important	Mesures convenues avec les bailleurs : Un rapport de suivi final sera émis a la BAD à l'achèvement de la procédure d'expropriation

5. ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES ET CATEGORIES D'ELIGIBILITE

5.1 Estimation des Personnes affectées par le projet (PAP)

Sur la base de l'analyse de la documentation disponible, des visites de terrain et des entretiens et consultations publiques tenues sur le terrain avec les principales parties prenantes, les bénéficiaires et les personnes pouvant être affectées par le projet, un triage préliminaire des besoins en réinstallation a été effectué selon le type de pertes/affections encourus aux PAPs pour les sous-composantes susceptibles de générer des expropriations et de réinstallations. Nous donnons, ci-après, les principales pertes/affections en fonction des aménagements et infrastructures dont la réhabilitation et/ou la construction est prévues dans le cadre du PDPFA-GZ.

Type de perte/affection	Périmètres irrigués	Pistes agricoles	Lacs Collinaires
Perte permanentes des terres et des cultures			
La perte permanente des terres	Non	Oui	Oui
Perte permanente d'arbres	Non	Oui	Oui
Perte permanentes de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Non	Non	Oui
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	Oui	Oui	Oui
Les dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Oui	Oui	Oui
Les groupes vulnérables			
Les groupes vulnérables	Non	Oui ²	Non

A ce stade, et sans être exhaustif, le nombre de personnes pouvant être affectées par le projet (PAP) s'élève à 190 répartis comme suit :

- Pistes rurales dont la réhabilitation est projetée : 104 PAP
- Piste rurales soumis à études : 70 PAP
- Lacs collinaires : 16 PAP

A noter qu'il n'y a pas de déplacement physique observé.

5.2 Critères d'éligibilité pour définir les différentes catégories de personnes affectées par le projet

La législation Tunisienne reconnaît la propriété officielle [avec titre] ainsi que la propriété informelle. Est considérée éligible aux indemnités prévues, toute personne affectée par le projet, propriétaire [légal ou informel] et qui a été recensée dans l'enquête PAR. Selon les règlements de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, les conditions générales et les dispositions d'éligibilité et de compensation sont :

² Gêne à la circulation et au déplacement des personnes notamment les handicapés, les femmes rurales et les scolaires

- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou par voie judiciaire. La prise de possession des immeubles expropriés peut se faire après consignation ou paiement d'une indemnité provisoire selon le cas.
- Exceptionnellement on peut conclure un accord avec le propriétaire de l'immeuble sous forme d'une compensation en nature, si l'expropriation concerne des terres agricoles soumises aux réglementations de protection et dans les limites des réserves disponibles.
- Et ce, tout en préservant le droit de l'exproprié de recourir à la justice selon les principes généraux du droit, l'indemnité d'expropriation précitée ne peut en aucun cas englober concerner les montants demandés à titre d'indemnisation des dommages indirects dus à la réalisation du projet public.
- Aucune indemnité ne sera octroyée à titre d'indemnisation des droits dus aux actes illégaux accomplis dans le but d'obtenir ladite indemnité.
- Les détenteurs de droits immobiliers ou mobiliers qui peuvent demander des indemnités séparées à celles dues aux propriétaires seront informés des propositions les concernant selon les mêmes procédures d'indemnités.
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par décret gouvernemental présenté au tribunal administratif pour avis, le décret devra mentionner la nature de l'immeuble et le projet à réaliser.
- Les bâtiments dont une partie a été expropriée pour cause d'utilité publique seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent par une demande manuscrite dans un délai d'un mois à compter de la date de notification énoncée par l'article 24 de la présente loi.
- Nonobstant toutes les situations ainsi que tous les cas pétoires, la propriété est transférée à l'expropriant par l'effet du décret d'expropriation tout en tenant compte des dispositions de l'article 305 (nouveau)³ du code des droits réels pour les immeubles immatriculés soumis à l'effet constitutif de l'inscription.
- La prise de possession des immeubles expropriés par l'expropriant ne peut se faire qu'après consignation ou paiement de l'indemnité provisoire fixée par l'expert des domaines de l'Etat ou par l'expert judiciaire chargé par la partie concernée du projet.

Pour sa part, la Politique en matière de déplacement involontaire de population de la Banque décrit comme suit les critères d'éligibilité pour la définition des catégories de personnes affectées par un projet :

1. Les personnes qui ont des droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens, reconnus par les lois du pays.
2. Les personnes n'ayant pas de droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver leurs droits en regard des lois coutumières du pays. Dans le cadre du projet, les propriétaires coutumiers englobent deux types de propriété : la propriété acquise sur la base de droits ancestraux sur la terre ; et, la propriété acquise à travers des actes de vente reconnus par la communauté.
3. Les personnes qui n'ont pas de droits, légaux ou autres, susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent, et qui ne sont pas incluses dans les deux catégories décrites ci-dessus.

Ces personnes ont droit à une aide à la réinstallation pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie [indemnisation pour la perte d'activités génératrices de revenus, de moyens de subsistance, de propriété sur des ressources communes ou privées, de cultures, etc.], à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant la date butoir prévue par le projet.

La date butoir doit clairement être communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête. De plus, une annonce au public doit être faite par les gouvernorats. Les personnes qui s'installent ou qui investissent en immeubles dans la zone à acquérir après la date butoir ne sont pas éligibles à une compensation pour les investissements ayant eu lieu après la date butoir.

Les personnes ressentant qu'elles ont le droit à une compensation ou assistance, présentes avant la date butoir, peuvent porter réclamation auprès de l'administration par le mécanisme de gestion des plaintes.

Ainsi, la politique de la Banque s'applique à toutes les personnes affectées, quel que soit leur statut, qu'elles aient ou non des titres formels, des droits légaux ou des droits coutumiers, pourvu qu'elles occupassent les lieux avant la date limite d'éligibilité.

5.3 Date butoir d'éligibilité

Fixer la date butoir est cruciale car seules les personnes présentes dans la zone d'intervention du projet lors de la date butoir. Cette date correspond à la date de recensement qui sera réalisé une fois que les études techniques complètes seront validées. La date butoir doit être clairement communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête. De plus, une annonce au public sera faite par les gouvernorats. Les personnes qui s'installent ou qui investissent en immeubles dans la zone à acquérir après la date butoir ne sont pas éligibles à une compensation pour les investissements ayant eu lieu après le date butoir.

6. METHODES D'EVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTES

6.1 Evaluation des dommages

Conformément aux dispositions des articles 11, 12, 13,14 et 15 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, le promoteur du projet charge l'expert des domaines de l'Etat afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, et elle peut charger un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. Et pour cela l'administration concernée peut obtenir les ordonnances judiciaires nécessaires pour accéder à toutes les parties de l'immeuble à exproprier. L'expertise tiendra compte surtout de : (i) La nature de l'immeuble, (ii) L'utilisation effective de l'immeuble à la date de la publication de décret d'expropriation, (iii) La comparaison avec les prix courants dans à ladite date pour les immeubles similaires situés dans la même région de l'expropriation ; (iv) La valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet public, quel que soit leurs vocations ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, est fixée en référence à leurs natures, leurs exploitations et leurs situations urbaines en vue des révisions en cours des outils de planification urbaine selon le cas. Une commission nationale présidée par le ministre chargé des domaines de l'Etat fixe les critères déterminants la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publiques, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que son actualisation tous les cinq ans et quand cela est nécessaire. L'approbation de grille des critères se fait par décret gouvernemental et sur proposition du ministre chargé des domaines de l'Etat et après avis de ladite commission.

6.2 Modes de compensations prévus

6.2.1 Modalités règlementaires

La loi prévoit plusieurs modalités d'acquisition de terres privées pour utilité publique :

- **Acquisition amiable** : Dans le cas des acquisitions faites à l'amiable, deux cas de figures se présentent: (i) acquisition à titre gratuit (au dinar symbolique) ; (ii) acquisition moyennant une indemnisation.
- **Cession volontaire** : La cession volontaire de parcelles de petite taille se fait à titre gratuit dans le cadre de *projets d'utilité publique*. Pour ces petites superficies, le propriétaire peut accepter cette gratuité dans la mesure où le Projet lui apporte quelque chose en contrepartie, un avantage autre que financier.
- **Expropriation**: L'indemnité d'expropriation est fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté à la date de publication du décret d'expropriation et, par comparaison, avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables situés dans la même zone.

Pour chaque acquisition l'on prévoit une modalité d'évaluation des biens tel qu'indiqué ci-après. Lorsqu'il s'agit d'une entente à l'amiable avec le propriétaire ou l'exploitant, l'évaluation des dégâts aux cultures et autres dommages causés aux arbres dans le cadre de l'occupation temporaire d'une parcelle est faite par les services compétents du *Commissariat régional de Développement agricole* (CRDA) et de l'*Agence Foncière Agricole* (AFA). Dans le cas contraire, les deux parties désignent chacune un expert chargé d'évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. L'*Autorisation d'Occupation Temporaire* (AOT) s'accompagne également de la nécessité de remettre la parcelle en état à la fin des travaux ou du chantier.

L'évaluation des biens affectés s'opère selon les modalités d'acquisition comme suit :

- **Acquisition amiable** : Dans le cas des acquisitions faites à l'amiable, deux cas de figures se présentent : (a) acquisition à titre gratuit (au dinar symbolique) ; (b) acquisition moyennant une indemnisation. De plus, la loi permet également que l'acquisition d'une parcelle pour un Projet d'utilité publique puisse faire l'objet d'un échange avec une parcelle de même valeur située dans le domaine privé de l'Etat. Cette option peut être proposée au propriétaire cédant dans la mesure où la disponibilité en terre le permet. L'évaluation des biens n'a pas lieu pour une cession à titre gratuit. Si l'acquisition se fait à l'amiable et sur la base d'une indemnisation, la *Commission d'Evaluation des Terrains (CET)* - située dans chaque région, présidée par un juge et regroupant un représentant des Ministères de l'agriculture, des domaines de l'Etat et de l'agence foncière agricole - fixe le prix de la parcelle sur la base de sa valeur agronomique et fiscale.³ Un contrat administratif écrit signé par les deux parties mentionne la superficie de la parcelle acquise, la nature du projet réalisé, le montant de l'acquisition et le transfert de propriété qui en découle. L'indemnité est consignée sur un document comptable et versée généralement avant le démarrage des travaux (l'exploitant qu'il soit propriétaire ou pas est la personne indemnisée). L'indemnité d'expropriation est fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté à la date de publication du décret d'expropriation et par comparaison avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables situés dans la même zone
- **Occupation temporaire** : Pour la réalisation de certains travaux, la loi prévoit une indemnisation afin de couvrir les dégâts faits aux cultures, aux arbres et pour compenser l'abattage d'arbres et les ouvrages de conservation des eaux et du sol. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) s'accompagne également de la nécessité de remettre la parcelle en état à la fin des travaux ou du chantier. Pour un règlement à l'amiable, l'indemnité est consignée sur un document comptable et versée généralement avant le démarrage des travaux (l'exploitant qu'il soit propriétaire ou pas est la personne indemnisée). Autrement, dans le cas où il n'y a pas d'accord à l'amiable, un état des lieux est dressé avant les travaux et est ensuite rapproché de celui réalisé après travaux. Sur cette base seront estimés les dommages et sera fixée l'indemnisation. Les autorisations d'occupations temporaires concédées à l'amiable sont généralement des ententes orales entre le propriétaire ou l'exploitant et l'administration ou l'entreprise qui réalise les travaux. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, ou si celle-ci n'est pas conforme aux termes du contrat, ou si l'occupation temporaire se prolonge, alors le propriétaire peut intenter un procès à l'administration auprès des *tribunaux de droit commun*. Le tribunal ordinairement exige que le terrain soit restitué au propriétaire et fixe même le montant de l'indemnisation.
- **Cession volontaire** : La procédure de cession volontaire de parcelles agricoles pour des projets d'utilité publique se fait en deux temps et donne lieu à la rédaction de deux actes : (i) un premier acte légalisé écrit dans lequel le propriétaire mentionne qu'il s'engage à céder gratuitement la parcelle dont la superficie est mentionnée au profit de l'administration concernée pour la réalisation du projet ; et (ii) un deuxième acte administratif qui fait mention de l'accord entre les parties, précise le désistement du propriétaire de la parcelle et le transfert de propriété qui en découle. La cession volontaire de parcelles

³ La loi tunisienne permet également que l'acquisition d'une parcelle pour un projet d'utilité publique puisse faire l'objet d'un échange avec une parcelle de même valeur située dans le domaine privé de l'Etat. Cette option peut être proposée au propriétaire cédant dans la mesure où la disponibilité en terre le permet.

de petite taille se fait à titre gratuit dans le cadre de Projets d'utilité publique. Pour ces petites superficies, le propriétaire peut accepter cette gratuité dans la mesure où le Projet lui apporte quelque chose en contrepartie, un avantage autre que financier.

- **Expropriation** : S'il n'y a pas eu d'entente sur le prix fixé, la valeur de la parcelle est évaluée au vu de deux rapports : l'un établi par l'expert de l'Etat, l'autre par un expert inscrit sur la liste des experts judiciaires que les ayants-droit peuvent choisir. Au cas où il n'y ait toujours pas d'accord entre l'expropriant et l'exproprié, l'indemnité d'expropriation sera fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté à la date de publication du décret d'expropriation et par comparaison avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables.
- **Acquisition amiable et expropriation**: Si le propriétaire n'accepte pas les modalités de l'acquisition alors la procédure d'expropriation se déclenche. Les propriétaires qui contestent l'indemnité proposée par l'expropriant peuvent saisir les tribunaux pour une nouvelle fixation des prix. La *Cour d'Appel* est obligée de statuer sur le recours intentés dans les 3 mois qui suivent la date de sa saisine. La *Cour de Cassation* statue également dans les 3 mois qui suivent la date de sa saisie. En définitive, le délai extrême de clôture d'une affaire est de 10 mois et 10 jours. S'ils sont affectés par un projet d'utilité publique, les locataires de terrain ont également la possibilité d'avoir recours aux tribunaux de droit commun.

En résumé le paiement de l'indemnité d'expropriation fixée à l'amiable est subordonné à l'inscription préalable de la mutation de la propriété des immeubles expropriés ou à l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas. Quant au paiement de l'indemnité d'expropriation fixée judiciairement, il est subordonné à l'obtention d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. En cas d'échec sur un accord amiable sur la valeur de l'indemnité et en l'attente d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, l'exproprié peut demander au tribunal de première instance saisi de lui accorder le retrait du montant consigné à son profit dans la limite de l'offre de l'expropriant, à condition d'accomplir au préalable les formalités d'inscription ou de publicité indiquées au article 36 et 38 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016⁴.

6.2.2 Paiement de l'indemnité

Le paiement de l'indemnité d'expropriation fixée à l'amiable est subordonné à l'inscription préalable de la mutation de la propriété des immeubles expropriés ou à l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas. Quant au paiement de l'indemnité d'expropriation fixée judiciairement, il est subordonné à l'obtention d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. En cas d'échec sur un accord amiable sur la valeur de l'indemnité et en l'attente d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, l'exproprié peut demander au tribunal de première instance saisi de lui accorder le retrait du montant consigné à son profit dans la limite de l'offre de l'expropriant, à condition d'accomplir au préalable les formalités d'inscription ou de publicité indiquées au article 36 et 38 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016⁴. Conformément à la loi tunisienne, les paiements des compensations sont faits par le CRDA et le Ministère des finances, ce paiement doit être mis en œuvre avant les travaux. Une fois le montant déterminé, le PAP ouvre un compte courant (postal ou bancaire) pour le virement des indemnités. Nonobstant leur situation foncière ou leur contenance, la prise de possession des immeubles expropriés se fait suite à une demande de l'exproprié par ordonnance du président du tribunal de première instance territorialement compétent et après délivrance de : une copie du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique ; la preuve de la consignation de l'indemnité proposée par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne ; la notification d'offre de l'administration à l'exproprié ; la copie du rapport d'expertise élaboré par l'expropriant avec le rapport prévu à l'article 20 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 ; la copie du rapport de la commission des acquisitions au profit des projets publics.

L'indemnité est fixée à l'amiable si les propriétaires ou les expropriés acceptent l'offre de l'expropriant et ils ne peuvent en aucun cas revenir sur leur consentement ou recourir au tribunal pour ré expertiser ladite indemnité. Si l'exproprié n'a pas accepté l'offre de l'expropriant ou n'en a pas été informé, ou encore s'il y a un litige sur le fond du droit ou de la qualité des requérants, l'indemnité sera fixée par voie judiciaire sur demande de la partie la plus diligente.

7. PARTICIPATION ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

7.1 Procédure de notification

En termes de participation et consultations publiques dans le cadre de l'indemnisation et la réinstallation des personnes affectées par le projet, conformément aux procédures prévues dans le cadre de la SO2 du SSI de la Banque, les étapes suivantes sont entreprises: (i) Diffusion du PCR aux parties prenantes ; (ii) Information sur l'élaboration du PAR par sous-projet ; (iii) Restitution des données de bases au démarrage de la préparation du (des) PAR ; (iv) Diffusion de la date butoir d'éligibilité au public ; (v) Diffusion des principes et barèmes d'indemnisation tels qu'ils sont prévus; (vi) Enquête socio-économique participative auprès des PAPs, pour permettre de mieux les connaître, de poursuivre la démarche d'information personnalisée, de recueillir les avis, doléances et souhaits de la population sur le Projet ; (vii) Entretiens avec les autorités locales et autres intervenants locaux; (viii) Restitution et recueil des avis, préoccupations des populations riveraines et PAPs sur le PAR élaboré à la suite des instructions du PCR ; (ix) Diffusion publique du résumé du PAR adopté. Toutes les réunions publiques et autres réunions de consultation seront correctement documentées.

7.2 Consultations publiques

L'approche opérationnelle retenue – conjointement par le CRDA et la Banque- pour la conduite du projet est une approche basée sur les résultats et visant l'inclusion et la durabilité environnementale et sociale. Ainsi, pour atteindre les résultats escomptés et assurer la durabilité des investissements, le projet sera exécuté selon une approche « participative, partenariale et inclusive » aux fins d'associer l'ensemble des parties prenantes, notamment les institutions de l'Etat, les acteurs non étatiques du secteur agricole, les organisations professionnelles, les institutions spécialisées, la société civile incluant les organisations féminines et le secteur privé. Ainsi, la mise en œuvre du PDPFA-GZ nécessite la mobilisation et la participation de toutes les parties prenantes y compris les bénéficiaires et les personnes affectées par le projet sous l'égide des autorités concernées.

Dans le cadre de la préparation de la NIES, du PGES et du PCAR de mars à mai 2019, des consultations Publiques ont été organisées avec l'appui du CRDA et des entretiens avec des Parties Prenantes ont été effectués. Cela a permis d'informer les parties prenantes sur le contenu du projet, de négocier ces contenus, de prendre en compte leurs avis, leurs préoccupations et leurs attentes. Ces consultations ont fait l'objet de PV consignés en annexe des rapports initiaux du NIES et du PCAR.

Les consultations ont permis de constater l'adhésion et l'appui de la population concernée à la réalisation de ce projet. Toutefois, il serait utile lors du démarrage du projet de procéder à des séances formelles d'information et de consultation du public afin d'écouter leurs doléances et les mettre à jour sur les détails d'exécution du projet. Pour atteindre les bénéficiaires directs, ces séances seront organisées sur les sites des travaux en présence des autorités locales, administratives et traditionnelles, et seront ouvertes à toutes les populations désireuses d'être informées, ainsi qu'aux ONG intervenant dans la zone. L'objectif est d'informer et de sensibiliser les bénéficiaires sur les activités à mener, la durée des travaux, les potentiels impacts, les mesures environnementales et sociales, et l'implication des populations dans la gestion et l'entretien des infrastructures aménagées. Dans le cadre de la validation du NIES et du PGES par l'ANPE, il est également prévu une enquête publique consistant à informer les parties prenantes y compris les populations locales et personnes affectées par le projet, sur les impacts environnementaux et sociaux du projet et à traiter les réclamations et plaintes éventuelles.

7.3 Diffusion du PCAR / PAR

Les résumés du PGES et du PCAR du projet seront publiés sur le site intranet de la Banque 30 jours avant le passage du dossier au Conseil de la Banque. Le CRDA est tenu de diffuser le PCAR et ensuite le PAR à toutes les parties prenantes avant sa mise en œuvre.

7.4 Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP)

Le bureau d'étude / ONG, recruté pour produire et aider à la mise en œuvre du PAR, sera également chargé de produire et mettre en œuvre le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) ayant pour objectif d'identifier et de mobiliser l'ensemble des individus, groupes d'individus et institutions concernées par les aspects liés à la réinstallation involontaires des populations. En matière de réinstallation le PEPP y dédié est un outil qui permettra de clarifier pour mieux gérer les intérêts, les craintes, les motivations, et attentes des

différentes parties prenantes du PDPFA-GZ. Il débouche sur l'élaboration d'un système de communication structuré et sur des propositions de collaborations en fonction des motivations et compétences présentes localement. Le PEPP participe également à la multiplication et à la structuration des interactions entre les différentes parties prenantes et assoit la légitimité sociale du projet. Il constitue un instrument de gouvernance essentiel afin de prévenir les tensions et conflits et de favoriser les collaborations autour d'activités en lien avec le projet.

7.5 Mécanismes de gestion des plaintes et litiges

L'établissement et la publication d'un mécanisme de recours et de réparation des plaintes (ou griefs) des PAPS et autres parties prenantes est une exigence fondamentale de la SO2 du SSI de la Banque. De ce fait, il est prévu que le CRDA mette en place un Mécanisme de Gestion des Plaintes et Litiges (MGPL) permettant de recevoir et de faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes sur la performance du projet. Ce dispositif de recours est un système efficace, transparent, opportun, équitable et non discriminatoire qui permet aux personnes lésées de s'informer, de se plaindre et d'éviter les litiges, de régler à l'amiable des plaintes et éviter le mieux que l'on peut à faire recours à la justice, et minimiser la mauvaise publicité, éviter / minimiser les retards dans les travaux d'infrastructure, et enfin d'assurer l'atteinte des résultats du PDPFA-GZ et de la durabilité des interventions prévues.

Le bureau d'étude / ONG, recruté pour produire et aider à la mise en œuvre du PAR, précisera les procédures, les règles et les rôles et responsabilités des acteurs, notamment en ce qui concerne les méthodes et les canaux de communication, incluant des options verbales et écrites, pour que des groupes, des individus et/ou des organisations ou structures socioprofessionnelles et autres, puissent manifester (i) leur doléance, insatisfaction ou préoccupation concernant la nature et la portée des impacts des projets et activités du programme et/ou des situations (imprévues/non anticipées) pouvant y résulter, (ii) les procédures organisant et réglant la façon dont le personnel du programme et des projets ou des contractants enregistre, documente et communique en temps opportun les griefs, et qui garantiront que les femmes et les autres groupes vulnérables soient consultés et incités et encourager leurs griefs de façon distincte, (iii) Des critères, règles et procédures qui guideraient le CRDA à considérer et former une opinion sur la validité des plaintes et griefs reçus et pour transmettre une réponse formelle aux parties externes (y compris la source des griefs), (iv) les organes à mettre en place pour la médiation et la résolution à l'amiable des griefs, (v) les méthodes et responsabilités de suivi et évaluation du mécanisme de règlement des griefs.

Ce même bureau d'études/ONG sera également chargé de l'animation et de la coordination de ce mécanisme.

8. ESTIMATION DU BUDGET INDICATIF DE MISE EN ŒUVRE DU PCAR / PAR

8.1 Estimation du cout d'indemnisation

Pour les 9 pistes totalisant 31,5 km dont la réhabilitation est projetée nécessitent l'acquisition d'environ 112.000 m². Le prix de m² de terres pratiqué dans la zone d'intervention est estimé à 30 TND, ce qui fait un coût requis pour l'acquisition 3 360 000 TND. A ce montant, il faut rajouter 10 % pour couvrir les frais généraux et les coûts d'enregistrement. Les coûts totaux de l'acquisition des terres seraient donc d'environ. 3 700 000 TND. Par ailleurs si nous estimons la possibilité de dessouchage d'au moins 1.000 oliviers ou arbre fruitiers dont le coût unitaire est estimé à 500 TND. Le coût total pour l'indemnisation des arbres arrachés est de 500 Mille TND. Le montant global de la réinstallation pour les pistes rurales programmées est de **4 200 000 TND.**

En ce qui concerne les pistes qui vont faire l'objet d'études postérieures, les superficies requises pour la réhabilitation de ces pistes totalisent 48.000 m². Sur la base de prix unitaire 30 TND/m² de terre. Les coûts d'acquisition de terres pour les pistes, -dont les études seront réalisées -, est : 1 440 000 TND soit avec les frais généraux et d'enregistrement environ 1 550 000 TND. Pour le dessouchage d'oliviers et autres arbres fruité dont le nombre est estimé à 400 et le prix unitaire est de 500 TND, le montant de compensation requis est estimé à 200 000 TND. Le montant global de la réinstallation pour les pistes rurales feront l'objet d'études subséquentes est de **1 750 000 TND.**

Pour les lacs collinaires, parmi 42 bénéficiaires de la création des lacs collinaires, 16 PAP se voient en perte définitive de terres. Les indemnisations induites par cette perte de terre seraient de l'ordre de 960 000 TND. A souligner aussi que la décision d'aménager ces lacs collinaires est prise à la demande des bénéficiaires y

compris. Les coûts pour l'indemnisation des terres requises pour l'aménagement des lacs collinaires, y compris 10% des frais généraux et d'enregistrement s'élèvent à 960 000 TND. Pour le dessouchage d'oliviers et autres arbres fruité dont le nombre est estimé à 100 et le prix unitaire est de 500 TND, le montant de compensation requis est estimé à 50 000 TND. Le montant global de la réinstallation pour les lacs collinaires programmé est de 1 010 000 TND.

Prenant en compte un imprévu de 7% du montant des indemnisations soit 487 200 TND, **le cout d'indemnisation total est estimé à ce stade à 7 447 200 TND**

8.2 Autres composantes du budget de mise en œuvre du PCAR et du PAR

Le budget de PCAR / PARs prendra aussi en compte :

- Le cout de recrutement d'un bureau d'études/ONG pour produire et mettre en œuvre le PAR ;
- Le coût des frais de fonctionnement relatif à la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût du renforcement des capacités des organes en charge de la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût du plan de communication ;
- Le coût des actions d'accompagnement social des PAPs ;
- Le coût relatif au suivi et à la supervision de la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût de l'évaluation d'impact de la mise en œuvre du PAR.

Ces coûts sont estimés à 10% du cout d'indemnisation soit **744 720 TND**.

Ainsi, le budget estimatif du présent Plan Cadre d'Action de Réinstallation du PDPFA-GZ pour la mise en œuvre des PAR est de **8 191 920 TND soit environ 2 395 298 Euros (1 euro = 3.42 TND)**.

9. CALENDRIER D'EXÉCUTION DU PCAR / PAR

Le PCAR et le PAR seront exécutés selon le calendrier indicatif ci-dessous :

Phases d'études & Tâches	Années											
	2019			2020			2021			2022		
Elaboration et approbation du PCAR												
Préparation de l'État parcellaire / OTC												
Recrutement du bureau d'études/ONG - Production du PAR/ Accompagnement mise en œuvre PAR par CRDA												
Consultation publique / autorités régionales et locales lancement du PAR abrégé ou complet												
Exécution de l'étude PAR sur terrain												
Remise du Rapport PAR provisoire												
Consultation publique / autorités régionales et locales sur le PAR												
Remise du Rapport PAR final												
Mise en place et suivi du mécanisme de gestion des plaintes												
Travaux du CRAP au siège du gouvernorat de Zaghouan												
Mise en œuvre du PAR												
Fixation des indemnités par la CRAP en accord avec les PAPs												
Établissement des arrêtés de consignation et consignation des indemnités												
Rapport défini des travaux de la CRAP												
Promulgation du décret expropriation												
Possession des terres												

- Conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la politique de la Banque,
- Rapidité du processus suivi pour les indemnisations, le déplacement, la réinstallation,
- Satisfaction des PAP quant aux indemnisations et des mesures de réinstallation reçus par rapport aux pertes subies,
- Viabilité de réhabilitation économique et socio-économique
- Viabilisation des sites
- Indemnisation des groupes vulnérables ;
- Les indicateurs d'impacts liés aux objectifs globaux du programme : Il s'agit des indicateurs d'évaluation d'impact qui sont liés aux objectifs globaux et sectoriels du programme et dont l'appréciation reflète la résultante des réalisations de plusieurs actions de réinstallation:
 - Indicateurs d'amélioration des conditions de vie des populations tel que l'évolution du revenu ; l'accès aux services socio-économiques de base
 - Indicateurs de préservation des ressources naturelles et de l'environnement résultant la réinstallation : viabilisation des nouveaux sites en terme environnemental

Cette liste des indicateurs de performances est présentée à titre indicatif et non limitatif.

11. REFERENCES ET CONTACTS

11.1 Références

Le résumé a été élaboré sur la base des documents suivants :

TITRES	AUTEUR
Notice d'impact environnemental et social, Mars-Avril 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste
Plan de gestion environnementale et sociale, Mars-Avril 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste
Plan Cadre d'action de Réinstallation (PCAR), Mai 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste

11.2 Contacts

Pour d'autres informations complémentaires, s'adresser à :

Pour le CRDA de Zaghuan

- M. HAMZA Bahri, Directeur Général, Commissariat régional de développement agricole (CRDA) de Zaghuan, Email: crda.zaghuan@iresa.agrinet.tn

Pour la Banque Africaine de Développement (BAD)

- Jalel EL FALEH, Chargé du projet, Email: elfaleh@afdb.org
- Pierre Hassan SANON, Spécialiste Principal en Développement Social, Email: h.sanon@afdb.org

IV. INTRODUCTION

Le Projet de Développement et de Promotion des Filières Agricoles du Gouvernorat de Zaghouan (PDPFA-GZ) est un projet d'envergure et innovant qui demandera des changements importants dans les actions de gestion de l'eau dans les périmètres publics irrigués (PPI) et qui s'attellera à la promotion des filières agricoles en apportant un appui aux organisations professionnelles des agriculteurs en vue d'améliorer, qualitativement et quantitativement, la production et d'accéder à des marchés rémunérateurs. Le projet génèrera donc de multiples impacts positifs sur les plans social mais aussi sur le plan environnemental notamment en rationalisant l'utilisation des ressources en eaux, en consolidant la conservation des eaux et des sols, en contribuant à la défense et la restauration des sols et en promouvant et développant les services agroenvironnementaux.

Néanmoins, il convient de souligner qu'en plus des impacts environnementaux négatifs, les projets de réalisation d'infrastructures et d'aménagement agricoles, hydroagricoles et ruraux génèrent potentiellement des réinstallations involontaires. Ces réinstallations engendreraient souvent des problèmes sociaux sévères quand ils ne sont pas atténués et/ou compensés de façon anticipative. De surcroît, certains impacts économiques qui résultent du démantèlement de systèmes de production des personnes conduisent celles-ci à un appauvrissement lié à la perte de leurs biens immeubles ou de production et/ou leurs sources de revenus.

Certaines personnes seraient déplacées dans des environnements où leurs techniques de production risquent d'être moins performantes et/ou confrontées à une plus forte compétition sur les ressources. Aussi, ces populations risquent d'être déplacées là où l'accès à des structures, des réseaux et des services sociaux de base est faible. Parfois, l'organisation sociale, l'autorité traditionnelle et les possibilités d'entraide seraient bouleversées ou amoindries. Tout ceci peut constituer pour les personnes déplacées et/ou réinstallées une forme d'insécurité, de perte des conditions de jouissance des activités économiques, de réduction de la qualité de vie et d'exaspérations sociales.

En ce qui concerne le PDPFA-GZ, ce projet comporte 4 composantes dont seulement la composante **A-Appui aux Infrastructures Rurales** risque d'entraîner des réinstallations physiques et/ou économiques car certaines activités ou actions projetées nécessiteraient l'acquisition de terres. Des personnes peuvent y être affectées parce qu'elles possèdent et/ou cultivent cette terre. Ces populations peuvent y posséder des biens immeubles/bâtiments qui l'utilisent d'une manière économique, sociale, spirituelle ou de toute autre manière et que cette utilisation ne serait plus possible pendant ou/et après la fin de travaux de construction ou de réhabilitation de infrastructures et/ou aménagements agricoles, hydroagricoles et/ou ruraux.

A cet effet, le déclenchement de la politique et des procédures de réinstallation involontaire est obligatoire.

Toutefois, il convient de souligner qu'en ce qui concerne les sous-composantes (et/ou actions prévues) de la composante **B-Développement agricole durable** et chaînes de valeurs et la composante **C-Coordination et Gestion du projet** aucun besoin en terme d'acquisition des terres n'est nécessaire. Ces composantes ne déclencheront pas des réinstallations et des déplacements physiques des personnes et aucune perte de logements, d'habitations ou de bâtiments abritant des activités économiques (agricoles, commerciales ou artisanales) et/ou des services sociaux n'est à prévoir.

En Tunisie l'expropriation pour utilités publique est régie par des textes réglementaires dont les plus récents ont été décrétés en 2016⁴ et 2017 en vue d'améliorer la performance de cette procédure. L'analyse fonctionnelle de ces nouveaux textes démontre qu'il y a plusieurs convergences avec la Sauvegarde Opérationnelle SO2 (Réinstallation involontaire - acquisition de terres, déplacement et indemnisation des personnes) du Système de Sauvegarde Intégrée (SSI)⁵ de la Banque. Mais ces textes ne répondent pas entièrement à certaines exigences de la SO2. Cela concerne notamment ce qui a trait (i) à la compensation des personnes sans droit et titre foncier, (ii) à l'utilisation de la valeur du marché pour le calcul des

⁴ La Loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique qui remplace La loi 2003-26 du 14 avril 2003

⁵ Système de Sauvegarde Intégrée de la Banque africaine de développement, Déclaration de politique et sauvegardes opérationnelles, Groupe AfDB, Juin 2013

compensations, (iii) à la mise en place d'un processus de consultation à différentes étapes et, enfin, (iv) à l'existence et au fonctionnement du dispositif de recours et de réconciliation.

De ce fait, certains éléments de la procédure nationale devraient être adaptés pour répondre à ces exigences. Pour s'assurer que l'ensemble des principes de la SO2 du SSI de la Banque sont pris en compte, un Plan Cadre d'Action de Réinstallation (PCAR) est préparé afin de déterminer les contours et les fondements des droits et exigences en matière d'indemnisation et les différents types de personnes affectées. Le présent document II fait l'objet du PCAR

Ce PCAR s'insère dans le processus d'évaluation du projet et d'approbation du crédit par la Banque et des préparatifs requis avant le lancement des activités du projet où il est exigé de CRDA de préparer et d'exécuter des Plans d'Action de Réinstallation (PAR). La présente mission qui vise d'élaborer le PCAR apportera le conseil et l'appui méthodologique nécessaires au CRDA en vue de s'acquitter de ses obligations eu égard l'acquisition et l'utilisation dudit crédit.

V. DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet de Développement et de Promotion des Filières Agricoles du Gouvernorat de Zaghuan (PDPFA-GZ) s'inscrit dans le programme prioritaire du gouvernement tunisien visant à éradiquer la pauvreté à travers l'amélioration des conditions de vie de la population cible et son implication directe dans la préservation et gestion durable des ressources naturelles.

C'est dans cet objectif global que le PDPFA-GZ a été formulé pour développer les quatre filières prioritaires (huile d'olive, tomate, agriculture biologique et lait) à travers (i) la mobilisation des ressources en eau disponibles et leur usage optimal pour soutenir la mise en valeur durable des périmètres irrigués, (ii) l'adoption de systèmes de production améliorés et résilients au changement climatique, (iii) la promotion des chaînes de valeur, avec perspective de genre, par l'amélioration de la transformation et l'accès aux marchés, et (iv) le renforcement des capacités entrepreneuriales, notamment des jeunes et des femmes rurales.

Préparé dans le cadre d'un don PRI de 412.000 UC octroyés par la Banque en 2014, le coût total du PDPFA-GZ de 36,30 millions d'euros, dont 23,52 millions euros financés par la BAD. Le projet sera mis en œuvre dans le gouvernorat de Zaghuan.

Le Maître d'Ouvrage Délégué dudit projet est le Commissariat Régional du développement Agricole (CRDA) du Gouvernorat de Zaghuan.

Le PDPFA-GZ intervient dans les six délégations de Zaghoun, Zriba, Saouef, Nadhour, El Fahs et Bir Mcherga et il comporte trois composantes et bénéficiera à plus de 90650 personnes (18.200 ménages) dont 50,2% de femmes des 44 secteurs administratifs (sur les 47 du gouvernorat), en améliorant leurs revenus, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'accès aux marchés national et international.

III.1 COMPOSANTES DU PROJETS

Les composantes décrites ci-dessous du PDPFA-GZ sont au nombre de trois tel qu'indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°1 : Composantes et activités du PDPFA-GZ

<i>Composantes</i>	<i>Description</i>
A. Appui aux Infrastructures Rurales	<p>A1. Aménagements hydro-agricoles : (i) réhabilitation et équipement de 1158 ha d'anciens périmètres publics irrigués (PPI) avec 4.000 ml de conduites en amiante ciment remplacées par d'autres en polyéthylène PEHD ; (ii) aménagement de 350 ha de nouveaux périmètres irrigués (PI).</p> <p>A2. Création des Forages et puits de Surface : (i) réalisation de 12 forages (150-200 m) ; (ii) création de 50 nouveaux puits de surface dotés de sources d'énergie propre (solaire) ; (iii) étude d'actualisation des bilans d'exploitation des nappes ; (iv) renforcement du réseau de mesures piézométrique pour le suivi et le contrôle du niveau des nappes.</p> <p>A3. Conservation des eaux et sols (CES) : (i) confection et consolidation de banquettes mécaniques et manuelles sur 9430 ha, de cordons en pierres sèches sur 570 ha, aménagements de 600 seuils en pierres sèches, de 25 unités d'Epis de protection des Oueds ; (ii) aménagement de 8 lacs collinaires et 120 ouvrages de recharge; (iii) curage et reprofilage des Oueds sur 47 km, et assainissement de 600 ha de plaine.</p> <p>A4. Aménagements forestiers et conservation de la biodiversité : (i) aménagement sylvicole et pastorale sur 200 ha, assainissement foncier sur 13000 ha ; (ii) ouverture/entretien de 345 km de pistes forestières et tranchées pare-feu; (iii) Aménagement du Parc national de Djebel Zaghuan et de son Ecomusée.</p> <p>A5. Pistes rurales : (i) aménagement de 52.5 km de pistes rurales.</p>
B. Développement agricole durable et chaines de valeurs	<p>B1. Développement agricole,</p> <p>B2. Promotion des Chaines de valeurs agricoles,</p> <p>B3. Accès aux marchés,</p> <p>B4. Entrepreneuriat agricole et employabilité des femmes et des jeunes ;</p> <p>B5. Renforcement des capacités des parties prenantes.</p>
C. Coordination et Gestion du projet	<p>C1. Unité de Gestion du Projet : Planification, Coordination des activités du projet, Gestion administrative, comptable et financière, Acquisition des biens, travaux et services, Mise en place d'un plan de communication, Suivi-évaluation de l'exécution du projet</p> <p>C2. Comité de pilotage</p>

IV.2 DESCRIPTION DES SOUS-COMPOSTES POTENTIELLEMENT GENERATRICES DE REINSTALLATION

Sachant qu'il est requis au préalable d'arrêter de façon définitive le type et la nature de chaque activité du projet ainsi que le design et les dimensions exactes de chaque sous-composante proposées (tel que la largeur des pistes rurales et leurs emprises, la superficie des lacs collinaires, etc.) les sous-composantes (ou actions prévues) susceptibles d'engendrer des réinstallations involontaires sont celles de la composante **A : Appui aux Infrastructures Rurales** qui comporte les sous-composantes suivantes :

- **A1. Aménagements Hydroagricoles (AHA) :** (i) Réhabilitation et équipement de 1158 ha d'anciens périmètres publics irrigués (PPI) avec 4.000 ml de conduites en amiante ciment remplacées par d'autres en polyéthylène PEHD ; (ii) Aménagement de 350 ha de nouveaux périmètres irrigués (PI).
- **A2. Création des Forages et puits de Surface :** (i) Réalisation de 12 forages (150-200 m) ; (ii) Création de 50 nouveaux puits de surface dotés de sources d'énergie propre (solaire).

- **A3. Conservation des eaux et sols (CES)** : (i) confection et consolidation de banquettes mécaniques et manuelles sur 9430 ha, de cordons en pierres sèches sur 570 ha, aménagements de 600 seuils en pierres sèches, de 25 unités d'Epis de protection des Oueds ; (ii) **Aménagement de 4 lacs collinaires** et 120 ouvrages de recharge.
- **A5. Pistes rurales** : (i) Aménagement de 51.5 km de pistes rurales.

Les sous-composantes (ou actions prévues) de deux composantes **B. Développement agricole durable** et chaînes de valeurs et **C. Coordination et Gestion du projet** n'impliquent pas des besoins en réinstallation.

Dans le cadre de cette mission et sur la base de l'analyse sur la documentation disponible et des entretiens et consultations publiques tenues sur le terrain avec les principales parties prenantes, les bénéficiaires et les personnes pouvant être affectées par le projet, un triage préliminaire des besoins en réinstallation a été effectué selon le type de pertes/affections encourus aux PAPs pour les sous-composantes susceptibles de générer des expropriations et de réinstallations. Nous donnons, ci-après, les principales caractéristiques des aménagements et infrastructures dont la réhabilitation et/ou la construction est prévues dans le cadre du PDPFA-GZ.

Tableau n°2 : Composantes et activités du PDPFA-GZ

Type de perte/affection	Périmètres irrigués	Pistes agricoles	Lacs Collinaires
Perte permanentes des terres et des cultures			
La perte permanente des terres	Non	Oui	Oui
Perte permanente d'arbres	Non	Oui	Oui
Perte permanentes de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Non	Non	Oui
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	Oui	Oui	Oui
Les dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Oui	Oui	Oui
Les groupes vulnérables			
Les groupes vulnérables	Non	Oui ⁶	Non

⁶ Gêne à la circulation et au déplacement des personnes notamment les handicapés, les femmes rurales et les scolaires

VI. OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE D'ELABORATION DU PCAR

V.1. OBJECTIFS DU PLAN CADRE D'ACTION DE REINSTALLATION

Dans le cadre du PDPFA-GZ, des impacts sociaux, temporaires ou non, seront liés aux travaux de construction/réhabilitation des infrastructures et aménagement agricoles, hydroagricoles et ruraux. Certains de ces impacts ont été identifiés dans le cadre de la Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) relative au projet (voir résumé de la NIES sur le site de la Banque <https://www.afdb.org/fr/documents/>) Le processus d'approbation du crédit et les préparatifs requis avant le lancement des activités du projet exigent du CRDA de préparer pour toute réinstallation involontaire des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) qui seront exécutés avant le démarrage des travaux.

Cependant, la documentation technique disponible au niveau des études de faisabilité et des études APS et APD n'a pas relaté de façon suffisante les besoins en expropriation et/ou réinstallation. Il n'en demeure pas moins nécessaire de clarifier de façon définitive et d'étoffer l'examen des questions relatives à des expropriations potentielles, temporaires ou non. Si cela s'avère nécessaire des PAR devraient être préparés et exécutés par le CRDA. Les coûts de la mise en œuvre seront donc supportés par l'état emprunteur.

Pour cela, la présente mission a été organisée afin d'élaborer un document de Plan Cadre d'Action de Réinstallation (PCAR) et apporter au CRDA le conseil et l'appui méthodologique nécessaires pour élaborer et exécuter les PAR qui s'avèraient exigibles. La préparation du PCAR a donc pour objectif est de fournir au CRDA, les principes et les orientations guidant la réinstallation, les éléments et approches méthodologiques, les critères conceptuels et les dispositions organisationnelles, opérationnelles et financières devant être appliqués aux sous-projets et préparés et exécutés dans le cadre des PAR avant le démarrage du PDPFA-GZ.

Le PCAR sera donc conçu comme un document opérationnel qui traite des démarches et actions à entreprendre en matière de réinstallations pour chaque catégorie d'actions, d'activités et composantes et/ou sous-projet du PDPFA-GZ susceptible d'en engendrer. Il décrira les objectifs, principes et procédures qui encadrent le régime de l'acquisition des terrains pour la mise en place d'infrastructures d'utilité publique. Il clarifie les règles applicables à l'identification des personnes qui sont susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre du PDPFA-GZ et prend en compte à la fois le cadre juridique tunisien relatif à l'expropriation de terres agricoles et de compensation des personnes affectée et la politique et les sauvegardes de la Banque relatives au déplacement involontaire des populations.

Enfin, il convient de souligner que le présent PCAR veillera à ce que le PAR régissant la réinstallation des populations et l'expropriation dans le cadre du PDPFA-GZ applique les différents principes majeurs qui guident le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique :

- Le recours à l'expropriation n'est accessible que pour l'Etat et les établissements subordonnés et pour cause d'utilité publique et à titre exceptionnel ;
- L'acquisition à l'amiable est la solution principale. Celle-ci, consiste en un contrat par lequel l'exproprié transmet la propriété d'un bien et s'engage à livrer celle-ci à l'expropriant. Ce dernier s'oblige à lui en payer le prix en vertu du seul consentement (mutuel) des parties. Une juste et préalable indemnité doit être remise de l'expropriant à l'exproprié et accepté par l'exproprié ;
- L'expropriation devrait être considérée en dernier recours, « lorsque toutes les procédures de règlement à l'amiable et de conciliation n'ont pas abouti et ceci conformément aux garanties constitutionnelles de droit de propriété dont jouit l'individu et en vue de soumettre l'administration au contrôle judiciaire ». Elle constitue donc l'exception à la règle, (qui est l'acquisition à l'amiable), puisqu'elle n'est exercée que dans des cas et conditions précises et limitée par la loi d'expropriation.

V.2. ENCADREMENT DE LA REINSTALLATION POUR LE CAS DU PDPFA-GZ

Dans le cadre du PDPFA-GZ, il n'est pas envisagé de voir des personnes déplacées physiquement, et des efforts seront fait pour réduire le nombre de personnes contraintes à ne plus utiliser des terres sur lequel elles avaient des droits du fait du projet dans la mesure où ce dernier vise l'intégration dans les PPI des agriculteurs individuels ou en groupement.

A souligner que l'objectif ici n'est pas de déloger les populations de leur terre, mais bien de développer des investissements qui améliorent la rentabilité des terres qui sont à leur usage

En d'autres termes, il ne faudrait pas que le PDPFA-GZ devienne un moyen d'extraire du terrain aux populations locales pour en faire des zones privées de production agricole : Aucune conversion de terres ne sera effectuée dans le cadre du projet, toutes les terres sont des terres agricoles. 95 % de la superficie du projet couvre des zones déjà irriguées, pour lesquelles on ne prévoit qu'une amélioration du service et aucun changement de régime foncier. Les 5 % restants sont des terres actuellement non irriguées, qui auront accès à des services d'irrigation à la demande. Aussi, aucun changement de régime foncier ne sera déclenché par le projet : les zones d'extension couvrent des parcelles pour lesquelles les propriétaires ont été correctement identifiés, consultés et qui ont exprimé le besoin d'accéder aux services d'irrigation.

Bien que des acquisitions de terres ne soient pas souhaitables, si exceptionnellement cela s'avérait nécessaire, il est prévu un outil de gestion qui permettra, selon les actions à mener, de procéder à une évaluation des personnes qui pourront être confrontées au processus de déplacement involontaire ou qui devront bénéficier d'une compensation, de déterminer les coûts qui y seront reliés, de préparer et de mener à bien le processus de déplacement et de compensation.

Le PAR complet (ou le PAR abrégé) apparaît ainsi comme un plan de travail à utiliser chaque fois que la localisation d'un Toute réinstallation sera opérée en obéissant aux principes de réinstallation involontaire et de compensation, les arrangements organisationnels et les critères de conception qui devront être appliqués avant toute activité retenue dans le cadre du projet et en accord avec la réglementation tunisienne en la matière et la SO2 du SSI de la Banque. Le cadre donne les orientations pour la préparation d'outils opérationnalisant la réinstallation.

Au titre de Maître d'Ouvrage Délégué, le CRDA de Zaghouan s'assurera que toute personne ou entité qui serait affectée négativement par les investissements dans le cadre du PDPFA-GZ (perte de bien totale ou partielle, perte d'accès totale ou partielle à la terre et déplacement involontaires temporaires ou définitifs, perte de revenu, etc.) soit compensée selon la législation nationale et les exigences de la SO2 du SSI de la Banque. Le CRDA de Zaghouan veillera également à ce que les parties prenantes concernées établissent des arrangements institutionnels qui permettront de réaliser la réinstallation en conformité avec la SO2 de la Banque. Pour réaliser les indemnités, des outils opérationnels, ou instruments de sauvegardes sont disponibles dans le cadre de la SO2 du SSI de la Banque. Ils sont liés au nombre de personnes affectées. Plus le nombre de personnes est important plus l'opération est complexe.

Dans le cadre du PDGPFA-GZ, des Plans de Réinstallation abrégés (PAR abrégé) seront préparés ou les investissements du projet dans un PPI toucheront **moins de 200 Personnes** Affectées par le Projet (PAPs). Dans le cas où les populations affectées dépassent la cinquantaine (**+de 200 personnes affectées**), des plans d'action de réinstallation complets (PAR complet) devront être préparés. En tant qu'instruments de sauvegardes, les PAR complets ou abrégés seront assujettis et accompagnés des consultations publiques et seront soumis à l'approbation par la BAD. Ils seront rendus publics sur les sites web du CRDA, du Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche et du Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières, et de la Banque, et seront mis à disposition des personnes affectées dans les bureaux locaux. Le plan d'Action de réinstallation PAR abrégé (moins de 200 personnes affectées) et le Plan d'action de Réinstallation PAR (plus de 200 personnes PAP touchées) ne doivent être que des situations exceptionnelles. Le PSR (ou PAR) doit être préparé, validé et mis en œuvre et l'ensemble des personnes indemnisées et déplacées avant le lancement des travaux retenus dans le cadre d'un investissement. Ils devront être effectués selon les règles nationales en matière d'expropriation à des fins d'utilité publique et conformément au présent PCAR.

V.3. CONDITIONS DE BASE

V.3.1. S'aligner sur les objectifs de la politique de la Banque en matière de déplacement involontaire des populations⁷

Il convient à cet égard de rappeler que la politique de la Banque en matière de déplacement involontaire des populations a été élaborée pour répondre aux problèmes posés par le déplacement involontaire et la réinstallation de populations causés par des projets ou des opérations financées par la Banque. Cette politique s'applique en cas de déplacement, de perte de logement ou d'autres biens par les personnes résidant dans la zone du projet (ou de son impacts), ou de préjudice à leurs moyens de subsistance. La finalité de la politique de la Banque en la matière est de faire en sorte que lorsque les populations doivent quitter leurs biens, elles soient traitées d'une manière équitable et aient leur part des retombées du projet à l'origine de leur déplacement.

La politique de la Banque en matière de réinstallation involontaire des populations stipule des orientations explicites à donner au personnel de la Banque et aux emprunteurs sur les conditions que doivent remplir les opérations de la Banque, afin de réduire les impacts négatifs du transfert et du déplacement involontaire de populations. Ces conditions s'articulent autour des axes prioritaires suivants :

- Appliquer le principe d'évitement dans la mesure du possible, ou, lorsque celui-ci est inévitable, en réduire les conséquences au minimum, en explorant toutes les autres voies alternatives réalisables dans la conception du projet ou la réduction de son envergure (redimensionnement des ouvrages, de la largeur des pistes agricoles et de leurs emprises, etc.) ;
- Accorder une attention particulière aux considérations autres que matérielles à savoir les conditions socioculturelles comme la valeur culturelle ou religieuse de la terre, la vulnérabilité des populations affectées (Genre, Handicap, etc.), ou la disponibilité de biens de remplacement ;
- Quand un grand nombre de personnes ou une fraction importante de populations risque d'être déplacée ou de subir des dommages difficiles à quantifier et à indemniser, il faudrait envisager sérieusement de ne pas poursuivre le projet surtout lorsque la perte des actifs à remplacer a des incidences tangibles importantes ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une compensation à la réinstallation, de préférence dans le cadre du projet lui-même, qui permet d'améliorer leurs conditions de vie, leur capacité à gagner leur vie et leurs niveaux de production ;
- Faire en sorte que les personnes subissant des expropriations minimales ou modérées qui expriment volontairement leur attitude de ne réclamer aucune indemnisation, - eu égard de l'intérêt portée au projet et à ses bénéfices auxquels ils seront associés -, soient eux-mêmes (ou leurs organisations professionnelles et/ou les membres associations ou familles) positivement discriminées en matière de mesures d'accompagnement et d'appui technique ou financier envisagées par le projet ;
- Mettre en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution des programmes de réinstallation dans les opérations de la Banque et de résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent afin de se prémunir contre des plans d'installation mal préparés ou mal exécutés ; aussi, mettre en place un mécanisme de Gestion de Plaintes des PAP.

V.3.2. Appliquer la réglementation et les procédures nationales tangibles pour le projet

Les principes et règles issues de la réglementation et les procédures nationales relatives à l'expropriation et les indemnisations à appliquer sont à titre non exhaustifs :

⁷ POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉPLACEMENT INVOLONTAIRE DE POPULATIONS, PSDU, BAD, Novembre 2003

- Les personnes dont les biens et/ou les sources de revenus sont affectés par le projet auront droit à une compensation juste, équitable et préalable au déplacement,
- Les modes de compensation pratiqués sont la compensation en nature et/ou en numéraire,
- Le déplacement des personnes affectées s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit à ce titre se faire dans le cadre de la réglementation tunisienne en vigueur,
- Le déplacement des personnes affectées doit faire l'objet d'un Paiement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens,
- Le coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté,
- Les compensations peuvent se faire à titre individuel et de façon collective,
- Les populations seront consultées au préalable et négocieront les conditions de leur réinstallation ou de leur compensation de manière équitable et transparente au début de la procédure,
- Le projet assistera en priorité les personnes les plus vulnérables (les pauvres, les femmes, les enfants, les vieillards, les malades),
- Le PCAR et les PARs en cas de nécessité, doivent mettre en exergue les impacts économiques directs d'une opération de réinstallation involontaire de la totalité des personnes affectées,
- Chaque PAR doit présenter en détail toutes les approches adoptées pour minimiser la réinstallation, avec une analyse des alternatives considérées et les actions à entreprendre ;
- Les PAPs doivent être impliquées à toutes les étapes du processus (consultations publiques, communication, planification, mise en œuvre, suivi-évaluation, gestion des plaintes),
- Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier, en plus de l'indemnité de déménagement, d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation, en prenant en compte des mesures d'assistance à la restauration des revenus.

V.3.3. Appliquer les principes guides de préparation et mise en œuvre du PCAR et des PARs

Un certain nombre de principes devraient guider la préparation et la mise en œuvre du présent PCAR ainsi que des PARs qui vont s'ensuivre. Tel que mentionné plus haut, et dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres devraient être évitées ou minimisées en explorant toutes les alternatives viables. Les principes guides à respecter sont les suivants :

- Assurer la transparence et des consultations éclairées : veiller à ce que les personnes touchées soient consultées et acceptent clairement le plan de réinstallation, appliquer les meilleures pratiques en matière de divulgation d'informations aux PAP en utilisant les médias disponibles les plus suivis et assurer à ce que le processus soit guidé par des consultations publiques directes et la planifiées de façon participative ;
- Viser la durabilité en assurant l'appropriation et l'inclusion : Etant donné que la durabilité des résultats et des impacts dépend fortement de l'appropriation et de l'implication inclusive des PAP, adopter des stratégies et des approches permettant d'engager de façon inclusive, proactive, interactive et permanente –durant tout le cycle des PAR - toutes les catégories des PAPs et des parties prenantes pour le projet et ses activités ;
- Appliquer la SO2 (Réinstallation involontaire - acquisition de terres, déplacement et indemnisation des population) et maintenir les normes du SSI de la Banque sur les réinstallations involontaires et notamment (i) appliquer la politique de déplacement involontaire des populations aux personnes déplacées ou touchées indépendamment du nombre total de personnes impliquées, de la gravité de l'impact, qu'elles aient ou non des droits légaux et de la législation nationale, (ii) Eviter à ce que l'absence de titre légal de propriété de la terre (ou du bien) ne constituer un motif de refus d'indemnisation et d'aide à la réinstallation, et enfin (iii) Outre l'indemnisation, ces mesures devraient

inclure la fourniture d'une autre assistance nécessaire à la réinstallation, avant le déplacement, ainsi que la préparation et la fourniture de sites de peuplement dotés d'installations de base adéquates ;

- Appliquer en matières de compensation, les principes opérationnels suivants :
 - Compenser avec la valeur de remplacement moderne et restaurer les moyens de subsistance, avec un minimum de perturbations et de bénéfices durables et faire en sorte que le déplacement s'effectue dans le cadre de règlements négociés avec les PAPS ;
 - Assurer qu'en cas de réinstallation ou de perte de logement, les mesures d'assistance aux personnes déplacées soient mises en œuvre strictement en conformité à un plan d'action pour la réinstallation et l'indemnisation ;
 - Veillez à ce que le déplacement ou la restriction d'accès n'aurait lieu avant que les mesures nécessaires pour la réinstallation et l'indemnisation soient en place et parachevée sur la base des rapports et de documents actés et légalisés.
 - Veillez à ce que les personnes déplacées doivent être réinstallées dans des zones dotées d'équipements de base tels que des écoles, de l'eau potable, des établissements de santé, etc.
 - Toutes les personnes et tous les entrepreneurs ou institutions affectés devraient être aidés à rétablir leurs revenus et leurs sources de revenus au moins jusqu'au niveau de pré-réinstallation. Une attention particulière sera accordée aux besoins des personnes âgées, des femmes et des enfants, des personnes handicapées et des paysans sans terre, entre autres groupes vulnérables.
 - Dans la mesure du possible, les personnes touchées par une réinstallation involontaire devraient être considérées pour un emploi dans diverses activités du projet, y compris les travaux de construction et la fourniture d'autres services.
- **Assurer l'intégration du Genre et inclusion Sociale** : selon ce principe le CRDA veillera à ce qu'il soit pris en compte les opinions aussi bien de la population féminine que de la population masculine et les préoccupations et priorités divergentes des hommes et des femmes en ce qui concerne le déplacement involontaire des populations. Pour cela, le CRDA veillera à assurer : (i) Une représentation suffisante des femmes des jeunes et des groupes vulnérables dans les processus consultatifs, (ii) Des réunions de consultation spécifiques avec les femmes et les groupes vulnérables, - surtout s'ils sont sous-représentés ou passifs lors de réunions de consultation multipartites -, (iii) Des évaluations différenciées selon le sexe pour documenter les indicateurs spécifiques du genre en ce qui concerne la réinstallation involontaire. Enfin veillez à ce que les groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les orphelins et les ménages dirigés par une femme devraient avoir droit à un ensemble de prestations spéciales en plus du droit à indemnisation.

V.4. ETAPES PROPOSEES

Le CPAR indiquera les références réglementaires nationales et les sauvegardes dédiées de la Banque auxquelles il fera référence (tout en analysant les concordances et les gaps) et définit toutes les étapes à suivre et les activités et actions ayant trait à chaque étape ; à savoir :

1. Faire état de la situation foncière sur la base des plans parcellaires (ou cadastre parcellaire) des toutes les parcelles et les titres fonciers qui devraient être touchés par les activités du PDPFA-GZ et de ses impacts (en phase de construction et en phase d'exploitation)
2. Identifier individuellement les propriétaires concernées pour tout type de réinstallation (physique, économique, temporaire, définitive, etc.) et établir une liste exhaustive des Personnes pouvant être Affectées par le Projets (PAP) ;
3. Informer et communiquer avec les PAP de façon anticipative, éclairée, participative, inclusive et responsable et recueillir leurs attentes et doléances ;
4. Evaluer les coûts (matériels et immatériels) de chaque type de réinstallation identifiée :

5. Partager avec les PAP les propositions financières d'indemnisation et rapporter de façon formelle, actée et documentée leur accord avec les propositions faites ; le cas échéant informer le PAP des procédures de recours et traitement des griefs offertes par le projet et dans le cadre des projets ou des opérations financées par la Banques ;
6. Dans le cas où des PAP décident volontairement de ne pas réclamer des indemnisations (pour impact minimales ou intérêt particulier au projet et/ou ses résultats futurs), acter et documenter cet accord tout en indiquant le montant d'indemnisation requis.
7. Elaborer et publier les plans d'action complets (ou sommaires) pour chaque sous-composantes (ou actions prévues) qui sont susceptibles d'engendrer des réinstallations involontaires.

Le CPAR apportera les éléments de conseils et méthodologiques pour élaborer et mettre en œuvre les PAR qui s'avèreraient nécessaires.

La préparation d'un document du PCAR a pour objectif est de fournir au CRDA, les principes et les orientations guidant la réinstallation, les critères conceptuels et les dispositions organisationnelles, opérationnelles et financières devant être appliqués aux sous-projets et préparés et exécutés dans le cadre des PAR avant le démarrage du PDPFA-GZ.

Le CPAR décrira les objectifs, principes et procédures qui encadrent le régime de l'acquisition des terrains pour la mise en place d'infrastructures d'utilité publique. Il clarifie les règles applicables à l'identification des personnes qui sont susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre du PDPFA-GZ et prend en compte à la fois le cadre juridique tunisien relatif à l'expropriation de terres agricoles et de compensation des personnes affectée et la politique et sauvegardes de la Banque relatives au déplacement involontaire des populations.

VII. PRINCIPES ET OBJECTIFS NATIONAUX MATIERE D'EXPROPRIATION

VI.1. PRINCIPES DE BASE D'EXPROPRIATION ET D'ACQUISITION DES TERRES

Le droit de propriété est un droit reconnu et protégé en Tunisie puisqu'il est garanti par la **nouvelle constitution signée le 24 janvier 2014** au travers de l'article 41 qui stipule que « *Le droit de propriété est garanti ; il ne peut y être porté atteinte que dans les cas et avec les garanties prévues par la loi.* ». Non seulement est-il protégé par la constitution mais aussi par la législation notamment via l'article 20 du Code des Droits Réels (2015) qui affirme que « *Nul ne peut être contraint de céder sa propriété sauf dans les cas prévus par la loi et moyennant une juste indemnité* ».

Viennent ensuite les lois formant le cadre réglementaire tunisien en matière d'expropriation. Remplaçant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 et la loi n° 2003-26 du 14 avril 2000, ***la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 sert de base législative à l'expropriation pour utilité publique***. Ce nouveau cadre juridique a mis l'accent sur « *la nécessité d'informer le public sur l'intention d'expropriation et sur l'enregistrement des oppositions, à travers la commission* » dans chacun des 24 gouvernorats tunisiens.

Les différents principes majeurs qui guident le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique :

- Le l'expropriation pour cause d'utilité publique intervient à titre exceptionnel et moyennant une juste indemnité et avec les garanties fixées par la nouvelle loi n 2016-53 du 11 juillet 2016 ;
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par un décret gouvernemental soumis au tribunal administratif pour avis. Le décret d'expropriation doit indiquer la nature de l'immeuble et le projet dont la réalisation est envisagée.
- En tant que maître de l'ouvrage de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le Ministère du domaine de l'État et des affaires foncières charge l'expert des domaines de l'état de réaliser une expertise afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, constructions et installations qu'ils contiennent, et il peut confier cette mission à un ou plusieurs experts judiciaires commis par ordonnance judiciaire.

- L'administration intéressée peut se faire délivrer les ordonnances judiciaires nécessaires en vue de pénétrer dans toutes les parties de l'immeuble dont l'expropriation est envisagée.

Pour l'exécution de ses projets le ministère en charge de l'équipement et de l'aménagement du territoire en coordination avec le ministère en charge des domaines de l'Etat et des affaires foncières figure la mission d'assurer l'acquisition des biens immobiliers pour cause d'utilité publique et applique les principes directeurs d'indemnisation et compensation. Pour ce faire, et après une préalable identification des terrains constituant l'emprise foncière du site de l'utilité publique projetée, une expertise domaniale déterminera la valeur vénale des dits terrains.

La valeur vénale ainsi fixée, sera notifiée sous forme d'offre administrative d'acquisition aux propriétaires selon le registre foncier pour les terrains immatriculés ou présumés tels pour les autres terrains (avec ou sans titre de propriété).

En vue de la compensation équitable des différentes personnes affectées, les directions d'expertise du MDEAF établissent des barèmes basés sur les prix du marché selon la région, les typologies des constructions, leurs surfaces, les aménagements, des plantations, les cultures et la vocation des terrains etc. Les compensations de chaque PAP seront précisées dans les PARs.

VI.2. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE D'EXPROPRIATION TUNISIENNE

Tel que matérialisé par la refonte du cadre réglementaire dédié (Promulgation de la Loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique et ses textes d'application) les objectifs de la politique d'expropriation tunisienne corroborent ceux de la Banque. Et ce dans la mesure où cette politique vise les objectifs suivants ;

- Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenu, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;
- Permettre des procédures de recours via un mécanisme de suivi permettant d'éviter des réinstallations et/ou expropriations mal préparées et mal exécutées et non équitables.

Ainsi, pendant la planification détaillée des interventions des sous-projets, susmentionnés, un effort sera fourni pour faire des efforts réduisant au maximum le nombre de personnes affectées par un déplacement physique ou économique ou par une perturbation liée à une modification de l'allocation des ressources foncières ou issues de l'exploitation des ressources naturelles en général. Il s'agit de compenser les pertes liées au déplacement de façon à ce que les personnes affectées de façon temporaire ou permanente puissent recouvrir pleinement et durablement leur moyen d'existence au niveau de départ ou à un niveau supérieur à celui-ci.

VI.3. REVUE ET ANALYSE DE LA LEGISLATION TUNISIENNE QUI REGIT L'ACQUISITION DES TERRES ET LA REINSTALLATION

Nous donnons ci-après une revue et une analyse des principaux textes de loi relatifs à la gestion du foncier et des processus de réinstallation en Tunisie

VI.3.1 Cadre Législatif et Normatif de la Réinstallation

Le socle du cadre réglementaire tunisien en matière d'expropriation pour utilité publique est la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016. Elle sert de base législative à l'expropriation, remplaçant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 et la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003. La loi n°2016-53 a été accompagnée en 2017 de ses textes applicatifs, notamment l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition

de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement, et l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation des documents du dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi a pris des mesures correctives afin d'approcher aux normes et politiques internationales.

De ce fait, cette loi a fixé les principes, les règles et les procédures administratives et juridiques en matière d'expropriation des immeubles pour réaliser des projets ou exécuter des programmes ayant un caractère d'utilité publique. Ce nouveau cadre juridique a mis l'accent sur la nécessité d'informer le public sur l'intention d'expropriation et sur l'enregistrement des oppositions, à travers la commission » dans chacun des 24 gouvernorats tunisiens. Cette loi a décrit les méthodes d'évaluation et d'indemnisation des biens affectés. Une commission nationale présidée par le ministère des domaines de l'état fixe les critères adoptés dans la détermination de la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics et leurs composants, et les modalités de révision et d'actualisation de ces critères, tous les cinq ans et autant que de besoins.

Le Décret gouvernemental n°2017-332 du 28 février 2017 établit la composition et le fonctionnement de la commission nationale chargée de fixer les critères déterminant la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que leur actualisation. Cette commission, présidée par le ministre du Domaine de l'État et des affaires foncières, n'est qu'une commission chargée pour donner aux experts de l'État les modalités de valorisation des immeubles d'une façon générale.

En résumé le cadre normatif de l'expropriation pour cause d'utilité publique comporte les textes suivants :

- La loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976
- Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation des documents du dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique.
- Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement.
- Arrêté du chef du gouvernement du 1er mars 2017, fixant le montant de la valeur des acquisitions d'immeubles au profit de l'Etat soumis à l'autorisation du chef du gouvernement.
- Pour la prescription de l'indemnité la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 et les textes qui l'ont modifiée et complétée qui définit la terre collective
- Pour la prescription de l'indemnité la loi n° 76-85 du 11 août 1976, relative à la refonte de la législation de l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003,
- L'article 305 (nouveau) du code des droits réels pour les immeubles immatriculés
- Les articles 96 et 108 du code des procédures civiles et commerciales.

VI.3.2 Type de Propriété de Terres en Tunisie

La Tunisie définit différents types de propriétés qui sont résumés dans les sections suivantes.

Les terres domaniales : Les domaines public et privé de l'État sont gérés par le Ministère des domaines de l'État et des Affaires foncières. Les terres agricoles domaniales appartiennent au domaine privé de l'État.

Les terres privées : Les terres privées appartiennent à des particuliers qui exercent un plein droit de propriété. Parmi ces terres, on distingue les terres immatriculées, les terres objets d'actes notariés et les terres objets de certificats de possession :

- Les terres immatriculées : Le régime d'immatriculation des terres au Livre foncier a été institué par la loi foncière du 1er juillet 1885, et refondu par le Code des droits réels (loi du 12 février 1965). L'immatriculation permet de préciser la consistance juridique et matérielle des immeubles

immatriculés. Elle s'accompagne d'une publicité foncière par la mise à la disposition du public de l'ensemble des titres fonciers qui constituent le Livre foncier. Ce régime couvre actuellement moins de la moitié du potentiel à immatriculer. Cependant près de 60 % de ces titres ne sont pas à jour, car ils n'ont pas fait l'objet d'inscriptions successives des transferts de propriété en cas d'héritage ou de vente. Ce qui génère un décalage entre la situation réelle du terrain et celle inscrite sur le titre.

- Les terres objet d'actes notariés : Ce sont les terres dont les documents sont des actes notariés qui mentionnent l'origine de la propriété et les différentes transactions concernant l'immeuble et qui attestent du droit de propriété du titulaire.
- Les terres objet de certificat de possession : Le certificat de possession est un document administratif délivré aux exploitants propriétaires de terres agricoles dépourvus de titre et qui n'ont pour seule preuve de leur qualité que la possession. Ce régime stipule que tout agriculteur qui exerce sur un bien rural immeuble pendant cinq années consécutives, de bonne foi et à titre de propriétaire, une possession paisible, publique, continue, non interrompu et non équivoque, peut se faire délivrer une attestation appelée certificat de possession. Ce certificat constitue un moyen pour l'obtention des crédits agricoles auprès des banques et donne, en outre, à l'agriculteur le droit de préemption en cas d'une éventuelle immatriculation.

Les évaluations des impacts du projet indiquent que toutes les terres de l'empreinte écologique du projet sont classées comme terres agricoles et qu'aucune conversion ne sera déclenchée par le projet. 95 % de la superficie du projet couvre des zones déjà irriguées, pour lesquelles on ne prévoit qu'une amélioration du service et aucun changement de régime foncier. Les 5 % restants sont des terres actuellement non irriguées, qui auront accès à des services d'irrigation à la demande. Aucun changement de régime foncier ne sera déclenché par le projet - les terres bénéficiant d'une meilleure irrigation resteront aux mains des utilisateurs actuels.

Les terres collectives : Traditionnellement ces terres étaient utilisées collectivement et étaient la propriété de tribus ou de collectivités ethniques. Depuis les années 60, la privatisation des terres collectives en a considérablement réduit la superficie. Les terres collectives ne sont plus sous l'autorité du ministère de l'agriculture depuis 1992 par la loi n° 92-44 du 4 mai 1992. La Loi n° 2016-69 du 10 août 2016, modifiant et complétant la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixe le régime des terres collectives, et est complétée par le Décret gouvernemental n° 2017-460 du 13 avril 2017, fixant la composition des conseils de gestion et des conditions de candidature et procédures relatives à l'organisation et au déroulement des opérations du vote et de la composition et fonctionnement du conseil de tutelle régional. Chaque groupe possédant une terre collective est représenté par un conseil de gestion composé de membres élus par la collectivité et de membres désignés par le gouverneur. Les conseils de tutelle locaux et régionaux coordonnent et contrôlent les conseils de gestion.

Les terres Habous : Il s'agit de terres cédées à titre définitif aux Habous (institutions religieuses musulmanes) qui devenaient dès lors insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'abolition de ces biens fut prononcée par décrets en 1956 et 1957. La liquidation des terres Habous s'est faite au profit des terres domaniales.

VI.3.3 Description de l'immeuble à exproprier selon la réglementation

Les sections suivantes donnent les informations sur le processus national d'expropriation. Suivant les dispositions combinées de l'article 4 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriation peut porter sur :

- Les immeubles nécessaires pour le projet public à réaliser, ainsi que les immeubles nécessaires à assurer la valeur de ce projet et de sa bonne exploitation, et l'installation des aménagements, des bâtiments réservés aux services chargés de l'entretien et du maintien de sa durabilité,
- Les terrains voisins au projet, qui peuvent être exploités à l'aménagement de son environnement et sa protection contre l'étalement urbain,

- Les immeubles nécessaires à l'exécution des programmes d'aménagement, d'équipement, de réhabilitation, d'habitat, ainsi que ceux nécessaires à la création de réserves foncières prévus par l'Etat ou les collectivités locales ou attribués aux établissements ou entreprises publiques au sein ou hors des zones urbaines conformément aux lois et règlements en vigueur,
- Les immeubles nécessaires pour assurer l'exécution des programmes et des plans d'aménagements approuvés,
- Les constructions menaçant la ruine que les occupants ou les propriétaires n'ont pas démolie et représentent une menace pour la santé ou pour la sécurité publique
- Les immeubles menacés de catastrophes naturelles dont il faut transférer leurs propriétés au profit de l'Etat ou des collectivités locales ou ceux affectés à la réalisation des établissements de protection,
- Les immeubles ayant un caractère archéologique ou patrimonial ou historique.

VI.3.4 Cadre réglementaire de l'occupation temporaire, de l'échange, de l'acquisition amiable et de l'expropriation pour cause d'utilité publique

D. L'occupation temporaire

L'occupation temporaire est régie par le décret du 20 août 1888 qui précise que l'Occupation Temporaire (OT) d'un terrain est autorisée par un arrêté indiquant le territoire où le terrain est situé, le nombre et la nature des parcelles dont il se compose, leur contenance, le nom et le domicile du propriétaire ou présumé tel. Les autorités locales notifient l'arrêté d'OT au propriétaire du terrain ou à son représentant.

En cas d'arrangement à l'amiable entre le propriétaire et l'entrepreneur, ce dernier est tenu de présenter le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a passé avec lui. - A défaut de convention amiable, l'agent de l'administration fait connaître par écrit aux autorités locales du territoire concerné, le jour où l'entrepreneur compte se rendre sur les lieux. Celles-ci doivent informer le propriétaire et l'inviter à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui choisi par l'entrepreneur, à la constatation de l'état des lieux.

L'état des lieux est effectué par les deux experts de façon à ce qu'en rapprochant plus tard leur constat de celui qui sera fait après l'exécution des travaux, on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. Un procès-verbal est dressé et un exemplaire remis au propriétaire.

Une fois les constats réalisés, l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté. S'il existe sur le terrain des récoltes, des arbres fruitiers ou de haute taille qu'il soit nécessaire de couper ou d'abattre, l'entrepreneur doit les laisser subsister jusqu'à ce que l'estimation en ait été faite. - L'entrepreneur devra justifier, toutes les fois qu'il en sera requis, du paiement des indemnités dues aux propriétaires des terrains occupés.

Lorsque les travaux sont exécutés directement par l'Administration, il est procédé comme il a été dit ci-dessus.

E. Les mécanismes amiables : acquisition, donation et échange de parcelles

Les mécanismes amiables basés sur le consentement des parties seront privilégiés dans le cadre du PDPFA-GZ. De façon générale, la cession volontaire\donation et l'acquisition à l'amiable sont largement pratiquées. Toutefois, la loi tunisienne prévoit également la possibilité du recours à l'échange de parcelles.

L'acquisition amiable : Dans la mesure où le propriétaire du bien requis consent à la demande du CRDA, la transaction perd alors son caractère contraignant et le CRDA n'aura pas donc besoin pour le recours à l'expropriation. Les parties conviennent alors du prix et des modalités de transfert de propriété et établissent un contrat de vente. L'acquisition à l'amiable se traduit par un contrat de vente régi par le droit civil (Code des Obligations et des Contrats et le Code des Droits Réels). Il mentionne le montant de la vente et le transfert de propriété

La cession ou donation à titre gratuit : Cet outil juridique permet que la propriété d'un bien passe du patrimoine du cédant à celui du CRDA gratuitement. Le propriétaire du bien en cèdera une partie ou le tout de façon volontaire. Cet acte se traduira par un contrat de cession sous forme d'acte notarié. Comme pour l'acquisition, il sera régi par le droit civil tunisien.

L'échange de parcelles ou échange en nature : La loi n° 95-21 du 13 février 1995, relative aux terrains domaniaux agricoles a prévu la mise à la disposition de l'administration de terres domaniales à des fins de régularisation et d'échange. La loi mentionne qu'en cas de besoin, il peut être procédé à la cession de terrains domaniaux agricoles contre des terrains appartenant à des privés ou des collectivités locales.

L'échange se fait après détermination de la valeur des deux biens objets du contrat d'échange par deux experts des ministères de l'Agriculture et des domaines de l'Etat. Cette procédure peut intervenir soit avant l'expropriation ou pendant sa procédure, lorsque l'exproprié renonce à recourir aux tribunaux et se met d'accord avec l'administration pour procéder à l'échange de sa propriété contre un autre terrain qui serait domanial.

F. L'expropriation pour cause d'utilité publique

Les lois formant le cadre réglementaire tunisien en matière d'expropriation. La loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 sert de base législative à l'expropriation, remplaçant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 et la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003.

La loi La loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, est accompagnée de ses textes applicatifs, notamment l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement, et l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation des documents du dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La loi a pris des mesures correctives afin d'approcher aux normes et politiques internationales. De ce fait, cette loi a fixé les principes, les règles et les procédures administratives et juridiques en matière d'expropriation des biens pour réaliser des projets ou exécuter des programmes ayant un caractère d'utilité publique. Ce nouveau cadre juridique a mis l'accent sur la nécessité d'informer le public sur l'intention d'expropriation et sur l'enregistrement des oppositions, à travers la commission des acquisitions au profit des projets publics installée dans chacun des 24 gouvernorats tunisiens.

Selon la réglementation L'article 4 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 a décrit tous les biens qui peuvent être projet d'expropriation ; parmi elles :

- Les immeubles et superficies compris dans le périmètre des ouvrages projetés ;
- Tous ceux qui sont nécessaires pour assurer à ces ouvrages leur valeur ou pour permettre une exécution rationnelle du plan d'aménagement approuvé ;
- Terrains nus, complantés, insuffisamment bâtis comportant des constructions vétustes menaçant, ruine ou reconnues insalubres.

Le Décret gouvernemental n° 2017-332 du 28 février 2017 établit la composition et le fonctionnement de la commission nationale chargée de fixer les critères déterminant la valeur financière des biens nécessaires à la réalisation des projets publics. Cette commission nationale, présidée par le ministère des domaines de l'état, fixe les critères adoptés dans la détermination de la valeur financière des biens nécessaires à la réalisation des projets publics et leurs composants, et les modalités de révision et d'actualisation de ces critères, tous les cinq ans et autant que de besoins.

Le recours à l'expropriation ne se fait que de façon exceptionnelle et après avoir accompli toutes les mesures de conciliations prévues dans la loi.

En cas d'accord entre les parties, la procédure d'expropriation s'arrête et une transaction amiable la remplace. Il sera procédé à l'établissement d'un contrat de vente. A défaut et en cas de persistance du désaccord, le décret d'expropriation est promulgué. Les différents principes majeurs qui guident le processus d'expropriation pour cause d'utilité publique :

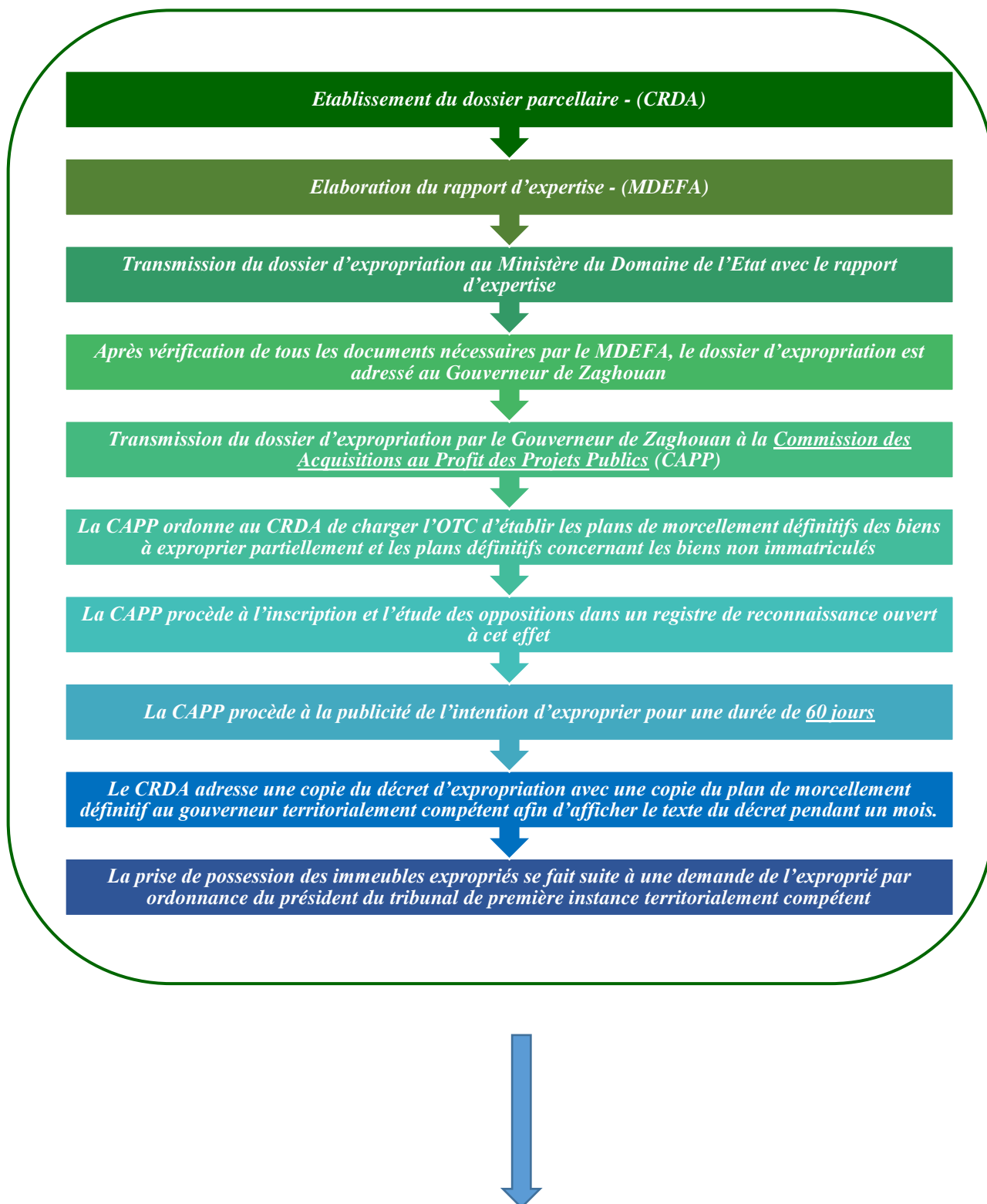
- L'expropriation pour cause d'utilité publique intervient à titre exceptionnel et moyennant une juste indemnité et avec les garanties fixées par la loi n 2016-53 du 11 juillet 2016 ;
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par un décret gouvernemental soumis au tribunal administratif pour avis.
- Le décret d'expropriation doit indiquer la nature des biens et le projet dont la réalisation est prévue.

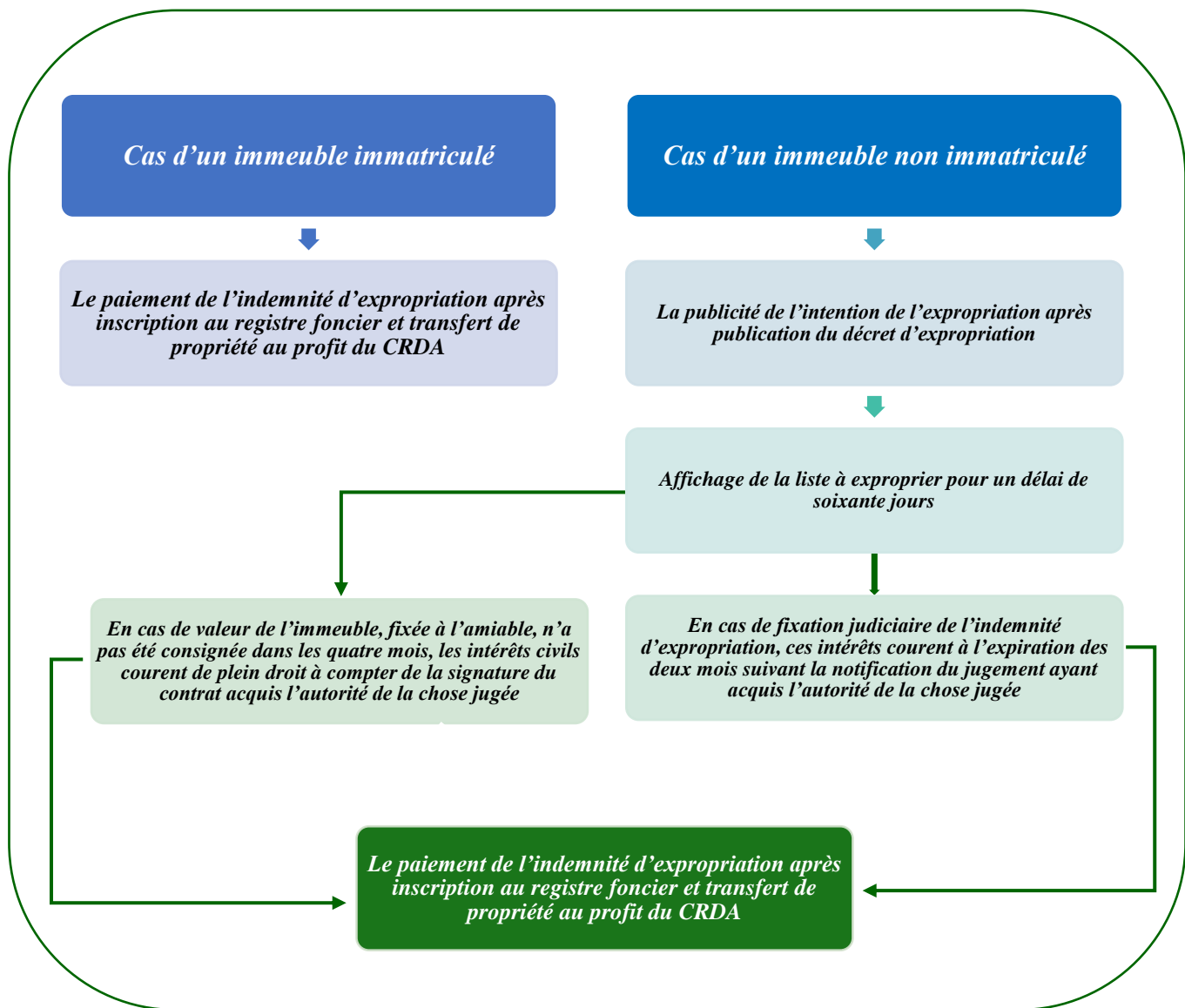
Les principaux processus d'acquisition de terrain sont :

- Préparation du dossier foncier (à la charge du CRDA qui engage l'OTC) ;
- Établissement du rapport d'expertise (à la charge du CRDA qui engage l'expert des domaines de l'état ou des autres experts) ;
- Envoi du dossier foncier et le rapport d'expertise au CRDA.
- Transmission du dossier foncier et le rapport d'expertises au gouverneur qui les transmet à la commission régionale d'acquisition et de limitation qui se charge du dossier ;
- La commission régionale d'acquisition procède à la publication de l'intention d'exproprier pendant soixante jours ;
- La commission d'acquisition de limitation ordonne le CRDA de charger l'OTC ou des géomètres d'établir les plans de morcellement définitifs des biens dont l'expropriation partielle est envisagée et les plans définitifs concernant les biens non immatriculés ;
- Établissement de l'expertise (à la charge de l'administration)
- La commission d'acquisition consigne sur le registre d'enquête l'identité de toute personne ayant accepté l'offre de l'administration et procède à la préparation des dossiers nécessaires pour la passation des contrats ;
- Publication du décret d'expropriation ;
- Pénétration dans toutes les parties du bien dont l'expropriation est envisagée après avoir les ordonnances judiciaires ;

La synoptique suivante présente la procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016.

Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016





VI.4 EXIGENCES DE LA BANQUE EN MATIERE DE REINSTALLATION FORCEE

VI.4.1 Politique en matière de déplacement involontaire des populations de la BAD

La **politique de la Banque en matière de déplacement involontaire de populations** qui a été élaborée en 2003 pour répondre au problème posé par le déplacement involontaire et la réinstallation de populations causés par des projets ou des opérations financées par la Banque, a été renforcée au travers de la **Sauvegarde Opérationnelle SO2** (Réinstallation involontaire - acquisition de terres, déplacement et indemnisation des population) du **Système de Sauvegarde Intégrée (SSI)**. En effet afin de mieux articuler ses politiques de sauvegarde tout en améliorant leur clarté et cohérence, la Banque a mis au point un Système de sauvegarde intégré. Ce système s'appuie pour l'essentiel sur les deux politiques antérieures de sauvegarde sur la réinstallation involontaire (2003) et sur l'environnement (2004), ainsi que sur les politiques et stratégies transversales, notamment le genre (2001), la stratégie de gestion du risque climatique (2009) et d'adaptation (2009), et le Cadre de participation de la société civile (2012).

Cette politique s'applique en cas de déplacement, de perte de logement ou d'autres biens par les personnes résidant dans la zone du projet (ou de son impacts), ou de préjudice à leurs moyens de subsistance. La finalité de la politique de la Banque en la matière est de faire en sorte que lorsque les populations doivent quitter leurs biens, elles soient traitées d'une manière équitable et aient leur part des retombées du projet à l'origine de leur déplacement. Les **objectifs majeurs** de la politique sont les suivants :

- Eviter dans la mesure du possible le déplacement involontaire de populations, ou, lorsque celui-ci est inévitable, en réduire les conséquences au minimum, en explorant toutes les autres voies alternatives réalisables dans la conception du projet.
- Accorder une attention particulière aux considérations socioculturelles comme la valeur culturelle ou religieuse de la terre, la vulnérabilité des populations affectées, ou la disponibilité de biens de remplacement, surtout lorsque la perte des actifs à remplacer a des incidences tangibles importantes.
- Quand un grand nombre de personnes ou une fraction importante de populations risque d'être déplacée ou de subir des dommages difficiles à quantifier et à indemniser, il faudrait envisager sérieusement de ne pas poursuivre le projet ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide à la réinstallation, de préférence dans le cadre du projet, afin d'améliorer leurs conditions de vie, leur capacité à gagner leur vie et leurs niveaux de production;
- Donner des orientations explicites au personnel de la Banque et aux emprunteurs sur les conditions que doivent remplir les opérations de la Banque en ce qui concerne le déplacement involontaire de populations, afin de réduire les impacts négatifs du transfert.
- Mettre en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution des programmes de réinstallation dans les opérations de la Banque et de résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent afin de se prémunir contre des plans d'installation mal préparés ou mal exécutés.

Lorsque les projets financés par la Banque entraînaient un déplacement involontaire de populations, la Banque suggère qu'ils soient préparés et évalués selon les **principes directeurs** ci-après :

- A.** Lorsqu'un déplacement physique de populations et une perte de bien économiques sont inévitables, l'emprunteur doit élaborer un plan de réinstallation. Ce plan doit : (i) Etre conçu de manière à réduire au minimum le déplacement et à fournir aux personnes déplacées une assistance avant, pendant et après la réinstallation physique ; (ii) Viser à améliorer les conditions de vie, la capacité de gagner leur vie et le niveau de production des personnes déplacées ; (iii) Etre conçu et exécuté dans le cadre d'un programme de développement. Des ressources et des possibilités suffisantes doivent être données aux personnes déplacées afin qu'elles puissent obtenir leur part des retombées du projet ;
- B.** En outre, les populations déplacées et les communautés d'accueil doivent être suffisamment consultées à un stade précoce du processus de planification et être encouragées à participer à celle-ci et à l'exécution du programme de réinstallation. Elles doivent être informées de leurs droits et des options qui leur sont

ouvertes. En plus des réunions mixtes, il faudrait envisager de tenir des réunions séparées pour les femmes et veiller à une représentation équitable des femmes-chefs de famille. En outre, il faut planifier minutieusement les modalités de diffusion des informations, les niveaux d'alphabétisation et les réseaux de relations pouvant varier en fonction du sexe ;

- C. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des groupes défavorisés parmi les populations déplacées, en particulier ceux dont le revenu est en deçà du seuil de pauvreté, les sans-terre, les personnes âgées, les femmes et les enfants, et les minorités religieuses, linguistiques et ethniques, ainsi que ceux qui n'ont pas de titres légaux sur des biens, et les femmes-chefs de famille ;
- D. Les personnes déplacées doivent être indemnisées au coût de remplacement plein, avant leur déplacement effectif, l'expropriation de leurs terres et des biens qui s'y trouvent, ou le démarrage des travaux du projet, le premier à survenir de ces événements étant retenu ; et
- E. Le coût total du projet doit intégrer le coût plein de toutes les activités de la réinstallation, c'est-à-dire tenir compte de la perte, par les personnes touchées, de moyens de subsistance et de possibilités de gain. Cette tentative de calculer le « coût économique total » doit également prendre en considération les conséquences sociales, sanitaires, environnementales et psychologiques du projet et du déplacement, qui peuvent perturber la productivité et l'intégration sociale.

VI.4.2 Sauvegarde opérationnelle SO2

La SO2 (Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation) vise à faciliter l'opérationnalisation de la Politique de la Banque sur la réinstallation involontaire de 2003 et d'intégrer les facteurs de la réinstallation dans les opérations de la Banque. Les objectifs spécifiques de cette SO reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation involontaire : (i) Éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque cela est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet aient été envisagées ; (ii) Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; (iii) Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés. La SO2 implique plusieurs exigences concernant notamment :

- **La conception du projet** : L'emprunteur ou le client considère des conceptions de projet alternatives réalisables, y compris le repositionnement et le réacheminement, afin d'éviter ou de minimiser le déplacement physique ou économique, tout en équilibrant les coûts et les avantages environnementaux, sociaux et financiers.
- **La consultation et la participation** : les PAPs doivent être consultées sur leurs préférences relativement à la réinstallation, et leur permet de choisir parmi les options de réinstallation techniquement, économiquement et socialement possibles. En particulier, elles doivent avoir la possibilité de participer aux négociations sur les indemnisations, ainsi qu'aux décisions sur l'aide à la réinstallation et sur les moyens d'amélioration des conditions de vie, de la capacité à générer un revenu, des niveaux de production, et de l'ensemble des moyens de subsistance, grâce au plan d'action de réinstallation. Elles sont également consultées sur les décisions relatives aux critères d'éligibilité, la convenance des sites de réinstallation proposés et le moment de réinstallation proposé.
- **L'enquête socioéconomique** : L'emprunteur ou le client (le CRDA) réalisera une enquête socioéconomique complète – en conformité avec les normes internationales pour les études sociales et économiques de base, telles que convenues dans le processus d'évaluation environnementale et sociale – comprenant un recensement de la population, un inventaire des actifs (dont les actifs naturels desquels les personnes affectées pourraient tirer une partie de leurs moyens de subsistance). Cette enquête identifiera les personnes qui seront déplacées par le projet, leurs caractéristiques pertinentes y compris les situations de vulnérabilité, et l'ampleur du déplacement physique et

économique prévu. L'enquête de référence inclut les informations ventilées sur le genre et l'âge en ce qui a trait aux conditions économiques, sociales et culturelles des populations affectées.

- **Le Plan d'Action de Réinstallation :** La SO2 exige que le client prépare un plan complet de réinstallation (PCR) pour (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus (selon la définition de la politique de réinstallation involontaire) ou (ii) tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables. L'ébauche d'un Plan de réinstallation abrégé (PAR) type se trouve à l'annexe A de la politique sur la réinstallation involontaire et de ce document. Dans le cadre du PDPFA-GZ, l'ampleur du déplacement devrait être très minime et un PAR sera donc un outil suffisant pour traiter toutes les questions liées au déplacement involontaire. Le CRDA, en tant que principal agent d'exécution du programme, soumettra le PAR en tant que document officiel aux organismes nationaux, locaux et / ou municipaux concernés et à la Banque. Habituellement, le PAR est finalisé en tant que document complémentaire au rapport d'évaluation de l'impact environnemental et social et le PAR est finalisé en tant que document complémentaire au Plan de gestion environnementale et sociale (PGES). Par conséquent, la Banque publiera le PAR dans son Centre d'information public et sur son site Web pour examen public et commentaires, conformément aux PEES de la Banque. Le PAR doit être rendu public au moins 30 jours avant la validation au niveau national.

VI.5. ECARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLE DE LA BANQUE

La politique de la Banque Africaine de Développement (BAD) en matière de déplacement involontaire de populations se ressemble en plusieurs points avec la Politique Opérationnelle (OP 4.12) de la Banque Mondiale. La comparaison des exigences de la BAD (comme celle de la Banque Mondiale) aux procédures légales et aux pratiques. Du pays lors de la réalisation de projets qui impliquent une expropriation et le déplacement involontaire de populations montre les mêmes points de divergence et de convergence. Le tableau n°, ci-après, fournit une analyse des convergences et écarts entre la loi nationale (loi n°2016-53 du 11 juillet 2016) sur l'expropriation pour utilité publique et la Politique et Procédures de Réinstallation de la Banque.

Tableau n°3 : Convergences et Ecart entre la réglementation nationale et la Politique et Procédures de Réinstallation de la Banque

Thème	Cadre Juridique national	Politique de la Banque	Ecart	Mesures Retenues
Cadre juridique	Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016	OS2 du SSI de la BAD		
Pertes de bâti/ perte permanente des terres,	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les propriétaires d'un immeuble immatriculé ; ▪ Les propriétaires d'un immeuble non immatriculé mais qui ont un acte de propriété ▪ Les présumés de propriété d'un immeuble non immatriculé s'il n'y a pas d'objection après la publicité de deux mois de la propriété (article 38 de la loi n°2016). ▪ Les occupants ou exploitants qui possèdent un contrat de bail, un fonds de commerce, un contrat de location, etc.) ▪ Les occupants informels d'un immeuble appartenant aux domaines de l'état (indemnité en surface après accord du MDEAF). 	<p>Sont éligibles à compensation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les détenteurs de droits formels sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation nationale). ▪ Les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment de recensement mais qui ont un titre foncier ou autres. ▪ Les personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent pour autant qu'elles occupaient les lieux avant la date d'éligibilité arrêtée. 	La politique nationale et la politique de la BAD se rejoignent en ce qui concerne les critères d'éligibilité.	Néant
La perte permanente des arbres et des cultures	<p>Toutes pertes de culture et de plantation sont compensées pour les exploitants formels.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les propriétaires du terrain ; ▪ Personnes qui ont un contrat de location ; ▪ Les exploitants d'un terrain appartenant au domaine de l'état ▪ Présumé propriétaire d'un terrain non-immatriculé (s'il n'y a pas d'objection après la publicité de deux mois de la propriété) 	Toutes pertes de cultures et de plantation sont compensées pour les exploitants du terrain.	Les politiques sont similaires	Néant

Dégradation des biens	<p>Tout dégât ou démolition des immeubles immatriculés, des immeubles non immatriculés qui sont justifiés de leurs propriétaires réels et tous bâtiments construits par les occupants informels du terrain appartenant à l'état sont compensés</p> <p>Tout dégât ou démolition des bâtiments construits par les occupants informels d'un terrain immatriculé privé sont compensés au propriétaire du terrain.</p> <p>Les locataires des immeubles à exproprier ne sont pas indemnisés sur la perte du bien mais plutôt le propriétaire qui possède le contrat de vente sera indemnisé sur cette perte. Ce dernier doit indemniser le locataire et respecter les délais de préavis.</p>	Tous dégâts ou démolition des immeubles, causés par la procédure d'acquisition du terrain, indépendamment de leurs aspects juridiques et fonciers, sont compensés.	Les politiques sont similaires	Néant
Groupes défavorisés et vulnérables	<p>Aucune attention particulière légale n'est réservée à cette catégorie après expropriation.</p> <p>Prise en compte dans le cadre social (Assistance sociale)</p>	Nécessite une attention particulière avec une aide appropriée qui devrait être accordée aux besoins des groupes défavorisés.	Une divergence entre les deux cadres même si cela est fait dans la pratique	Prévoir des mesures spécifiques d'aide destinée aux personnes vulnérables
Aide à la réinstallation	<p>Non mentionné dans la législation</p> <p>Dans la pratique une assistance sociale est fournie</p>	Sont éligibles à une aide à la réinstallation les occupants qui n'ont ni de droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent	Ecart important mais qui est compensé en pratique grâce à l'assistance social	Le programme n'induit pas de réinstallation physique
Date butoir d'éligibilité	A la clôture des travaux de la commission des acquisitions au profit des projets publics	A la fin de la période du recensement des personnes affectées, dans la zone du projet	Les politiques sont similaires	
Information et consultation des ayants-droit	<p>Les PAPs sont informées durant la phase d'études (par la consultation publique)</p> <p>La publicité de l'intention d'exproprier se fait par</p>	Les PAR doivent être fournies à temps, et dans une forme appropriée et compréhensible par les populations	Les politiques sont similaires en pratique	

	<p>affichage et par dépôt d'une liste descriptive (comportant les noms des propriétaires ou présumés tels, le plan parcellaire du projet, la valeur de l'indemnité provisoire des biens tels que fixées par l'expert désigné), aux sièges du gouvernorat de la délégation, de la commune, de la direction régionale des domaines de l'Etat et des affaires foncières du lieu des biens et au siège</p> <p>des services régionaux de la partie concernée par le projet pour une période de deux mois</p>	<p>affectées,</p> <p>Information de la communauté d'accueil et des organisations de la société civile nationale pour contribuer à la validation et mise en œuvre des PAR.</p> <p>La consultation se fait selon des réunions mixtes et séparées.</p>		
Mesures de compensation	<p>Plusieurs cas se présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Acquisition à l'amiable et la cession volontaire peuvent se faire à titre gratuit ou moyennant une indemnisation. En effet la gratuité de la cession pour de petites parcelles est compensée par un avantage apporté par le projet. ▪ L'expropriation se fait obligatoirement par consignation d'une indemnité juste et préalable. ▪ Si le projet est réalisé sur une terre domaniale agricole en exploitation par un bail, le bail est résilié sur la partie du bien nécessaire au projet. L'exploitant peut bénéficier d'une indemnité pour la valeur résiduelle des investissements sur la partie objet de l'expropriation. ▪ Les bâtiments dont une partie a été expropriée pour cause d'utilité publique seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent par une demande manuscrite dans un délai d'un mois à compter de la date d'affichage des plans parcellaires. ▪ De même, pour la propriété foncière que l'expropriation réduit au quart de la superficie première à la double condition que la superficie de 	<p>L'indemnisation doit être basée sur la valeur actuelle de remplacement des biens, ressources ou revenus perdus sans tenir compte de l'amortissement</p> <p>L'indemnisation foncière est la forme souvent préférée. De même, l'indemnisation en nature pourrait être envisagée</p>	Les politiques sont similaires en pratique	Néant

	<p>la parcelle non expropriée soit inférieure à dix ares et que l'exproprié ne possède aucun terrain contigu à cette parcelle et formant avec celle-ci une superficie du moins égale à dix ares.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'échange des parcelles agricoles de même valeur est possible. ▪ Occupation temporaire (accessibilité au projet), les PAPs sont indemnisées par ▪ l'entrepreneur pour couvrir les dégâts causés (l'abattage d'arbres, démolition de la clôture) et il faut remettre la parcelle en état après l'achèvement des travaux. 			
Evaluation des pertes causées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cession volontaire de petites parcelles à titre gratuit : Pas d'évaluation des pertes. ▪ Acquisition à l'amiable : indemnisation est calculée par l'expert sur la base de la valeur agronomique et fiscale du bien ▪ Expropriation : La parcelle est évaluée au vu de rapports d'experts. L'évaluation est faite selon la consistance et l'usage effectif du bien par comparaison avec les prix pratiqués pour des biens comparables situés dans la même zone. ▪ Occupation temporaire : L'évaluation des dégâts aux cultures et aux arbres est faite par les services compétents si entente à l'amiable. Dans le cas contraire, les deux parties désignent chacune un expert chargé d'évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. ▪ L'indemnisation et la compensation des PAPs intègrent toutes les pertes dues au ▪ projet et prenant en compte les conditions de vie 	La compensation pour les pertes de biens doit se faire au coût intégral de remplacement de ces pertes.	Les politiques sont similaires en pratique. Le prix réel du bien est pris en considération pour le calcul de l'indemnisation	Néant

	initiales des PAPs			
Pertes des moyens de subsistance	La législation tunisienne revoit des indemnités pour la perte des moyens de subsistance .dans le cadre social	La perte de moyens de subsistance est également prise en compte.	Comparable	Mesures convenues avec les bailleurs : Eviter l'acquisition de plus de 10% des biens sources de moyens de subsistance
Prise de possession des biens expropriés	<p>La prise de possession des biens expropriés se fait suite à une demande de l'exproprié par ordonnance du président du tribunal de première instance territorialement compétent et après délivrance de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique, ▪ La preuve de la consignation de l'indemnité proposée par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne, ▪ La notification d'offre de l'administration à l'exproprié, ▪ Copie du rapport d'expertise élaboré par l'expropriant ▪ Copie du rapport de la commission 	L'acquisition des biens à exproprier ne peut se faire qu'après versement de l'indemnisation et, là où cela s'applique, la fourniture aux personnes déplacées de terrains de réinstallation et d'indemnités de déplacement.	<p>Les politiques sont similaires en pratique.</p> <p>Les indemnités non encore payées sont consignées par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne,</p>	
Voies de recours	<p>Dans un premier temps, le certificat d'entente d'indemnisation est soumis à la signature de la personne affectée par le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'il y a accord, le certificat d'entente d'indemnisation est signé et mis dans le circuit pour les autres signatures et l'établissement des documents de paiement ; ▪ S'il y a désaccord, une négociation s'engage avec la commission régionale des acquisitions au profit 	Le plan de réinstallation doit comprendre des procédures de règlement de différends qui doivent être suffisamment agiles pour trancher rapidement les litiges portant sur l'évaluation. A cette effet, des mécanismes de réclamation appropriés et accessible fonctionnant sous la forme de comités locaux	<p>Les politiques sont similaires en pratique.</p> <p>Différents procédures de négociation et de conciliation sont prévues</p>	Mesures convenues avec les bailleurs : Finaliser et divulguer dans les petites communes une brochure pour informer les habitants sur leurs droits sur la base du modèle inclus dans les Procédures Environnementales,

	<p>des projets publics jusqu'à un aboutissement acceptable pour les deux parties, avec recours éventuel à un tiers expert ;</p> <p>Les expropriés ne peuvent en aucun cas revenir sur leur consentement ou recourir au tribunal pour ré-expertiser ladite indemnité en cas où l'indemnité est fixée à l'amiable Recours judiciaire : Les actions liées à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'exception du recours pour excès de pouvoir, sont de la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire avec ses différents degrés prévus au code des procédures civiles et commerciales. Les actions précitées relèvent en premier ressort de la compétence du tribunal de première instance du lieu de situation des biens expropriés.</p>	constitués de façon informelles et composées de représentant des principaux groupes de parties prenantes devraient être créé pour résoudre tous différents survenant au cours des procédures d'expropriation		<p>Sociales, Santé-Sécurité (ESSS).</p> <p>Mettre en place un mécanisme de réclamation accessible à toutes les personnes affectées par le sous projet.</p>
Suivi-évaluation	La législation tunisienne ne prévoit pas le suivi-évaluation.	L'Emprunteur est responsable d'un suivi-évaluation adéquat des activités de réinstallation	Ecart important	Mesures convenues avec les bailleurs : Un rapport de suivi final sera émis à la BAD à l'achèvement de la procédure d'expropriation

VIII. PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN CADRE D'ACTION DE REINSTALLATION

VII.1 AGENCE D'EXECUTION DU PCAR ET DES PARs

L'opération de réinstallation est assez complexe et nécessite une bonne coordination entre plusieurs parties impliquées. La réinstallation s'opère au plus du terrain étant donné qu'elle concerne directement et individuellement des personnes pouvant être affectées. Pour assurer le bon déroulement de l'opération de réinstallation des populations, une attention particulière sera accordée aux aspects organisationnels et de gestion. La constitution d'une structure organisationnelle efficace et efficiente et dotée de cadres compétents pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble, centraliser les flux d'information et réaliser le suivi et l'évaluation, revêt toute l'importance requise pour réussir la mise en œuvre de l'opération de réinstallation.

L'approche d'élaboration de PAR et la conduite de l'opération de réinstallation est obligatoirement participative et inclusive. Il est donc nécessaire que le CRDA s'appuie sur :

- Des commissions efficaces et renforcées au niveau du terrain et ayant une représentativité équitable entre l'expropriant et les expropriés
- Des partenariats entre les différents intervenants (Administration, organisations syndicales, GDA, SMSA, opérateurs privés, association et groupement et population cible et PAPs) stipulant des rapports faciles et clairs et une aptitude de souplesse requise dans le cadre de l'approche participative. Ces partenaires seront identifiés dans le cadre des PARs tout en se référant à la méthodologie proposées dans le cadre du présent document (voir Chapitre VIII section XIII.3).

De manière plus spécifique en ce qui concerne la préparation et l'exécution du PCAR, les principaux intervenants sont à ce stade le CRDA en tant que Maître d'Ouvrage Déléguée et emprunteur et la Banque. L'élaboration du PCAR intervient à un stade précoce du processus de la réinstallation. Le CRDA et la Banque ont commandité la présente mission pour élaborer le PCAR. La validation de ce plan incombe à la Banque et au CRDA. Suite à quoi le CRDA s'appropriera ce plan et s'attachera le mettre en œuvre en tant que partie intégrante de la phase préparatoire de l'octroi du crédit et du lancement du projet. Cela se traduira par le lancement d'une consultation auprès d'un bureaux d'études spécialisé. Une fois que le PAR est élaboré et approuvé par le CRDA et la Banque, ce même bureau d'études pourrait conduire l'opération de la réinstallation sous la supervision du CRDA et selon l'approche participative requise.

VII.2. SPECIFICITES EN MATIERE INSTITUTIONNELLE ET ORGANISATIONNELLE

VII.2.1 Identification des organismes responsables de la réinstallation

Les institutions étatiques et les organismes intervenants, dans la programmation des différentes étapes de la mise en œuvre du PAR, sont le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances. La mise en œuvre du processus d'indemnisation sera assurée par les experts de l'État au niveau du ministère du Domaine de l'État et des affaires foncières par le biais de la commission régionale d'acquisition.

En effet, l'article 14 de la nouvelle loi prévoit l'introduction d'une commission nationale qui fixe les critères déterminants la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que son actualisation tous les cinq ans et quand cela est nécessaire.

Les procédures d'acquisition ainsi qu'un dossier d'expropriation passera par une seule commission au niveau régional. La composition et le fonctionnement de ladite commission sont fixés par l'Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017. En outre, selon l'article 16 de la loi, Il est créé dans chaque gouvernorat une commission administrative permanente dénommée « commission des acquisitions au profit des projets publics » chargée sous présidence du gouverneur ou son représentant, d'accomplir toutes les procédures

préliminaires de proposition du projet du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique au niveau de la région.

VII.2.2 Composition de la Commission d'acquisition

La commission régionale d'acquisition est chargée de procéder à la reconnaissance de la situation légale et matérielle des immeubles à acquérir. L'article premier du décret n° 1302 du 2 décembre 2016, fixe les attributions du secrétaire d'Etat des domaines de l'Etat et des affaires foncières. Celle-ci se compose de 7 membres qui sont :

- Le gouverneur de la région ou son représentant,
- Le directeur régional des domaines de l'Etat et des affaires foncières ou son représentant
- Le directeur régional de l'office de la topographie et du cadastre ou son représentant,
- Un représentant du ministère ou de l'entreprise bénéficiaire de l'expropriation (dans ce notre cas le MARHP,
- L'expert des domaines de l'État,
- Un représentant de la conservation de la propriété foncière,
- Un représentant de la municipalité ou des municipalités du lieu de situation de l'immeuble exproprié.

Le président de la commission peut convoquer toute personne dont il juge leur présence utile pour émettre un avis avec voix consultative.

VII.2.3 Le cadre social

Le cadre social serait une commission régionale au sein du Gouvernorat. Il est présidé par le Gouverneur. Il comprend en outre des représentants de l'administration responsable du projet ainsi que des représentants du domaine de l'État.

Le cadre social traite tous les PAPs rencontrés lors du recensement ne disposant pas de titres de propriété formels ainsi que les groupes vulnérables disposant, ou non, de titre de propriétés.

Ces PAPs seront prises en charges par l'administration qui, à travers la commission régionale, se charge de les compenser et de leur fournir l'aide nécessaire afin qu'elles puissent retrouver une source de revenue équivalente à celle précédant le démarrage des travaux y compris tous les frais liés à une éventuelle réinstallation ou à une reprise d'activité.

Dans le cadre social, les occupants et les exploitants informels des immeubles, ainsi que les personnes risquant de perdre des sources de revenus et se trouvant dans l'emprise du projet sont éligibles à recevoir une assistance et sont compensées de la même manière que les occupants et les exploitants formels (voir la matrice d'éligibilité).

VII.3. PROCEDURE DE TRIAGE

Le PDPFA-GZ, jadis PDAI du gouvernorat de Zaghuan, a déjà fait l'objet de catégorisation en 2014. Il a été classé dans la catégorie 2, selon les procédures opérationnelles de la BAD. Les projets de catégorie 2 sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux ou sociaux défavorables spécifiques au site mais ceux-ci peuvent être réduits par l'application de mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou par l'intégration de normes et critères de conception internationalement reconnus. A signaler que La plupart des opérations programmatiques et de prêts aux programmes régionaux ou sectoriels destinés à financer un ensemble de sous-projets approuvés et mis en œuvre par l'emprunteur sont comprises dans cette catégorie.

Les projets de catégorie 2 exigent un niveau approprié d'évaluation environnementale et sociale (EESS pour les opérations programmatiques, ou EIES pour les projets d'investissement) adapté au risque environnemental

et social attendu, de sorte que l'emprunteur puisse préparer et mettre en œuvre un PGES pour gérer les risques environnementaux et sociaux des sous-projets conformément aux sauvegardes de la Banque. C'est pour cela que Pour cela le CRDA a engagé un Consultant pour l'élaboration d'une Notice Environnementale et Sociale.

La NIES est destinée à identifier, à prévoir et à évaluer les conséquences environnementales probables des projets, en vue de définir les moyens permettant d'éviter, de réduire, de compenser et/ou de surveiller les impacts défavorables et bonifier et accroître les impacts positifs du projet. La NIES est voulu exhaustive et elle doit aborder les impacts sociaux liés à l'environnement naturel, à la santé et à la sécurité des personnes, notamment les risques auxquels s'exposent les groupes vulnérables, la réinstallation involontaire, les ressources culturelles et la vulnérabilité aux changements climatiques. A l'issue de cette étude la CRDA doit soit préparer un PAR complet ou un PAR abrégé). Or il si de noter que les données disponibles à ce stade ne permettent pas d'aborder la question de réinstallation et de façon détaillée. En effet il est préalablement requis d'arrêter de façon définitive le type et la nature de chaque activité du projet ainsi que le design et les dimensions exactes de chaque sous-composante proposées (tel que la largeur des pistes rurales et leurs emprises, la superficie des lacs collinaires, etc.). De plus, le CRDA ne dispose pas des moyens et d'expériences suffisants pour lancer l'élaboration des PARs.

Pour cela, le CRDA a sollicité l'appui de la Banque pour élaborer un Plan Cadre d'Action de Réinstallation (PCAR) qui constituera un apport et une référence au CRDA lui permettant de lancer l'élaboration des PARs requis. En effet, le PCAR fournira au CRDA les références réglementaires et normatives, les éléments méthodologiques, les processus et les outils opérationnels pour les processus, - tels que les enquêtes socioéconomiques, les consultations publiques, l'engagement des parties prenantes, les notifications et les évaluations préliminaires, etc. -, qui sont nécessaires pour lancer l'élaboration des PAR

L'évaluation ou la revue de ces documents et plans doit également être menée selon les sauvegardes opérationnelles de la Banque et les règlements et directives du pays emprunteur. Les communautés touchées par le projet (notamment les groupes vulnérables) et d'autres parties prenantes devront également être consultées de façon appropriée au cours de la préparation. Lors de la phase d'évaluation, avant le décaissement de l'emprunt et par analogie au processus de l'EES, un résumé du PAR doit être examiné et approuvé par la Division des sauvegardes et de la conformité. Enfin, les procédures exigent la divulgation publique du résumé dont les délais prévus pour les projets de catégorie 2 sont de 30 jours.

Aussi, lors de l'approbation du PAR et avant son lancement, le CRDA et la Banque peuvent :

- Examiner la nature et l'envergure de la réinstallation et des expropriations possibles ;
- Examiner toute alternative viable d'amélioration de certaines caractéristiques des ouvrages prévus pouvant éviter, si c'est faisable, ou minimiser la réinstallation et/ou l'expropriation ;
- S'assurer de la conformité des procédures proposées en matière de réinstallation eu égard des politiques du gouvernement et des agences d'exécution et identifier toutes inconsistencies de ces politiques et la politique de la Banque ;
- Examiner les capacités et moyens disponibles au niveau du CRDA et ses partenaires d'exécution et éventuellement leurs expériences dans des opérations semblables ; les cas échéant, examiner toute assistance technique devant être fournie au CRDA et/ou ses partenaires.
- S'assurent qu'aucune personne ou un groupe de personnes ne soient directement ou indirectement désavantagés. Si la réinstallation ou l'expropriation de ces personnes est inévitable et que ces derniers décident volontairement d'accepter de céder de parcelles de leurs terrains (ou plantations ou autres biens) au profit du projet, le CRDA doit exiger du bureau d'études de faire en sorte d'examiner les pistes et les occasions offertes par le projet et avantager l'accès de ces PAPs au bénéfices du projet. Cela peut concerner les appuis, les formations et les accompagnements prévus dans les cadre de la composante **B. Développement agricole durable et chaines de valeurs** à savoir :
 - La sous-composante B1. Développement agricole,

- La sous-composante B2. Promotion des chaînes de valeurs agricoles,
- La sous-composante B3. Accès aux marchés,
- La sous-composante B4. Entrepreneuriat agricole et employabilité des femmes et des jeunes ;
- La sous-composante B5. Renforcement des capacités des parties prenantes.

Lors de la phase d'exécution, le CRDA doit assurer que la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale et des PARs (complets et/ou abrégés) sont élaborer pour éviter, réduire et/ou compenser respectivement les impacts environnementaux et sociaux négatifs et toute réinstallation physique ou économique et toute expropriation tout en mettant en place un dispositif pour contrôler et surveiller la mise en œuvre réelle et équitables des PARs. Le CRDA est responsable de la mise en œuvre du PGES et des PARs et doit suivre de près cette mise en œuvre en veillant à ce que :

- Les indicateurs identifiés dans les documents de mise en œuvre du projet soient respectés ;
- La conformité avec le SSI de la Banque soit assurée ;
- Les conditions et clauses d'ordre environnemental et social de l'accord de financement sont respectées.

Un personnel opérationnel doit être formé et chargé de doit superviser la mise en œuvre des PARs et d'en fournir à la Banque des rapports périodiques et circonstanciels. Le CRDA doit ensuite faire un rapport aux Départements sectoriels sur la mise en œuvre du PGES et des PAR dans le cadre des rapports trimestriels de mise en œuvre qu'il soumet à la Banque. Ces rapports identifient clairement les résultats obtenus et les tâches essentielles de gestion et de suivi.

En ce qui concerne la Banque et selon Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale⁸ (PEES), un personnel opérationnel de la Banque doit superviser le travail des emprunteurs et vérifier la conformité à travers des missions de supervision et/ou audits environnementaux et sociaux, chaque fois que nécessaire. Les aspects relatifs aux PAR et la réinstallation involontaire feront également l'objet du même type de supervision et audits soit dans le cadre des mêmes missions ou séparément si cela est nécessaire. Ces audits vérifieront la véracité, et l'équité des indemnisations ainsi que l'efficacité et la pertinence des mesures compensatoires réalisées au profits des PAP ayant accepté volontairement des céder des biens au profit du projet. Les audits entrepris pendant la phase d'achèvement et post-évaluations viseront aussi à évaluer la durabilité environnementale et sociale des résultats.

Tout au long du cycle de projet, la participation conjointe d'experts en environnement et sur les questions sociales sont importantes car elles permettent de vérifier si le CRDA en tant qu'emprunteur et MOD :

- S'acquitte de ses responsabilités de l'intégration des considérations environnementales et sociales ;
- Est suffisamment aidés (appuyés et orientés) par le personnel des opérations de la Banque pour répondre aux exigences de la Banque.

En effet, il convient de souligner que la Division des sauvegardes et de la conformité vérifie essentiellement la conformité aux procédures, de qualité à l'entrée et d'approbation mais aussi elle fournit des conseils et soutien les missions, les audits et l'examen des documents relatifs aux audits et vérifications.

VII.4. TRIAGE POUR REINSTALLATION INVOLONTAIRE

La SO2 est déclenchée si les projets nécessitent l'acquisition involontaire de terres, l'acquisition involontaire d'autres actifs et des restrictions sur l'utilisation des terres ou sur l'accès aux ressources naturelles locales, ce qui entraîne :

- La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;

⁸ Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES), Groupe de la Banque africaine de développement, 2015

- La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance tenant au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Le triage en matière de réinstallation comporte une phase préparatoire et une phase d'exécution. La phase d'exécution comporte plusieurs étapes (ou activité) tel que mentionné au tableau, ci-après, qui inique les résultats attendus et les responsabilités de chacune de ces activités.

Tableau n°4 : Processus de triage des sous-projets pour la réinstallation

Phase	Activité	Outcomes	Responsable
PREPARATION ⁹	Préparation d'une simple <i>Fiche de projet (FP)</i> ¹⁰	Donner une description générale du sous-projet soumis au financement. Identification des impacts environnementaux et sociaux prévisibles et des mesures d'atténuation éventuelles.	CRDA
TRIAGE et Préparation des instruments de sauvegarde requis	Préparation d'une <i>Fiche Simplifiée de Diagnostic Simplifié Environnemental et Social (FSDES)</i>	Identifier la nature et l'envergure de l'impact environnemental et social de tout sous-projet La FSDES suffira pour les projets dont l'impact environnemental et social négatif est jugé d'importance <i>mineure</i> et où il n'y a pas des <i>besoins en réinstallation</i>	CRDA
	Préparation d'une <i>Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES)</i> y inclus volet réinstallation	Notice complète (peut être remplacé par un Cahier des Charges) à remettre à l'ANPE	CRDA avec l'appui de consultant
	Préparation d'un Plan Cadre d'Action de Réinstallation (PCAR)	Indiquer les principes et les orientations guidant la réinstallation, et fournir les éléments et approches méthodologiques, les critères conceptuels et les dispositions organisationnelles, opérationnelles et financières pour préparer les PARs	CRDA avec l'appui de consultant externe
	Analyse des résultats du triage et validation	<ul style="list-style-type: none"> - Vérification des renseignements contenus dans les fiches. - Examen des mesures d'atténuation proposées - Classification catégorielle des sous projets et des outils de sauvegarde requis - Décisions concernant le : <ul style="list-style-type: none"> • Le type de PARs à préparer (PARs Complètes ou PARs abrégés) • Le type de consultations du publiques à organiser, 	CRDA et la Banque

⁹ Par rapport aux réglementations tunisiennes, il faudra avant tout prendre en compte la localisation géographique de tout sous-projet proposé, pour vérifier son acceptabilité en fonction des Plans d'Aménagement Urbain (PAU) et de la vocation des territoires ruraux – cette information étant disponible au niveau des municipalités.

¹⁰ Se référer au document du projet (Aide-mémoire, REP, PGES, NEIES, etc.)

		<ul style="list-style-type: none"> Le parties prenantes et les modalités de leur engagement. 	
	Préparation et exécution d'un Plan d'Action de Réinstallation (PCAR)	<ul style="list-style-type: none"> - Production et approbation des PARs abrégés ou complets) - Exécutions des PARs - Soumission à la Banque du rapport de fin d'exécution des PARs 	CRDA avec l'appui de consultant externe

En se référant à la politique et aux procédures et à la SO2 du SSI de la Banque et aux annexes du document des Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES), le CRDA (et le Bureau d'études mandatés) parviendra à préciser que selon l'amplitude des impacts, des outils différents de planification de la réinstallation doivent être préparés:

- Soit un **Plan d'Action de Réinstallation complet** (PAR) pour les cas où d'importante expropriation et des nombreux cas de réinstallation involontaires : Nombre de PAPs supérieur à 200 personnes ;
- Soit un **Plan d'Action de Réinstallation abrégé** (PSR) pour les sous-projets impliquant des cas moindres d'expropriation et de réinstallation : Nombre de PAPs inférieur à 200 personnes ;
- Pour des cas de réinstallation minimales (Nombre de PAPs inférieure à 50 personnes), le CRDA peut se limiter à l'application de la procédure d'expropriation pour utilités publique ou négocier avec les PAP qui sont également bénéficiaires du projet pour aboutir à une solution à l'amiable

Même si les impacts sont minimes, cela ne signifie pas que les autres dispositions de la politique et des procédures de la Banque ne doivent pas être respectées.

Cette catégorisation doit être vue comme un cadre général, et pourra être adaptée en fonction des conditions particulières et de l'importance des impacts:

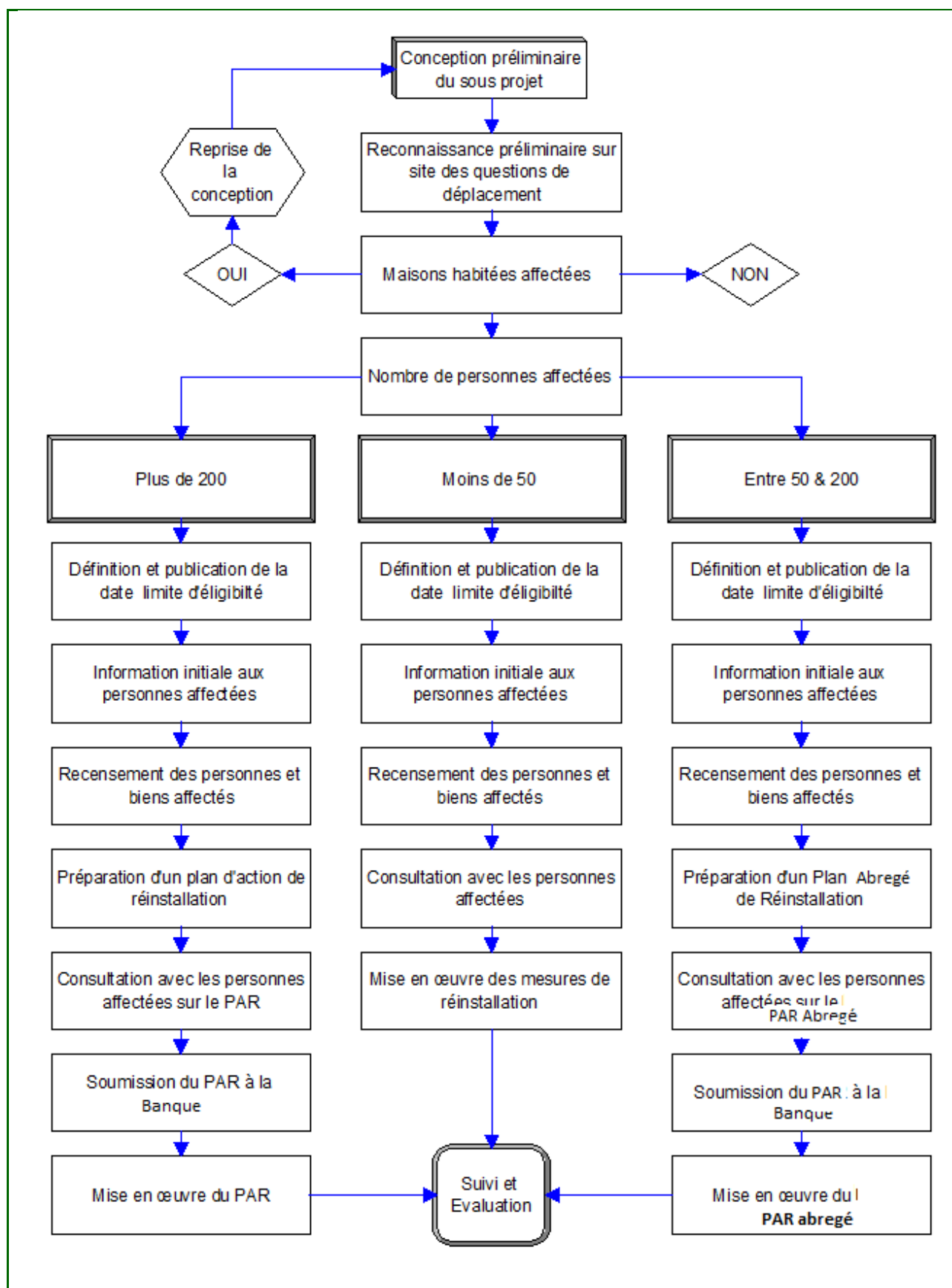
- Ainsi, si les impacts sont minimes (sans déplacement physique, ni économique), un **PAR abrégé** pourra être acceptable,
- Inversement, pour des impacts particulièrement forts (par exemple déplacement physique de groupe vulnérable) pourront nécessiter un processus renforcé de planification et de revue de la documentation, comprenant la préparation d'un **PAR complet**, sa revue par la Banque et sa publication.

VII.5. ETUDE DE BASE SOCIOECONOMIQUE

Le projet a fait l'objet des plusieurs études au niveau de la faisabilité de l'APS et l'APD. Ceux-ci ont inclus un volet socioéconomique basé sur la documentation bibliographique, les investigations de terrain et les enquêtes sociaux économiques.

La cible de ces enquêtes a concerné les exploitations privées de petite et moyenne tailles, les jeunes hommes en quête d'emploi et la femme rurale. Les objectifs recherchés, à travers l'enquête, sont notamment la caractérisation socio-économique de la cible du projet, la définition d'enseignements qui résultent de l'ancien projet FIDA (moyennant l'examen des impacts générés, du niveau de prise en charge des actions par la population, les besoins en consolidation des réalisations antérieures, etc.) et l'identification des attentes et des priorités de la population. L'échantillonnage préconisé s'est basé sur la prise en considération des paramètres suivants : Il s'agit des zones homogènes, de l'intervention du projet FIDA (zones de consolidation et zones d'extension du projet), de l'aspect genre et du ciblage à préconiser (exploitants agricoles, femmes et jeunes hommes).

Néanmoins, dans le cadre de l'élaboration des PARs, il est nécessaire d'actualiser et de cibler les PAPs concernées en réalisant des enquêtes socio-économiques plus récentes. Nous proposons en annexes du présent document un formulaire de questionnaire permettant de réaliser cette tâche.



VII.6 PREPARATION DES PARs

VII.6.1 Processus de préparation des PARs

Le CRDA veillera à assurer une supervision rapprochée et une coordination active du processus de réalisation des PARs qui permettra de respecter une chronologie d'étape de mise en œuvre dont le détail se présente comme suit :

Etape 1 : <ul style="list-style-type: none">▪ Information sensibilisation▪ Recensement exhaustif des populations affectées à l'intérieur de la zone touchée▪ Activités pour déterminer le processus d'identification des problèmes environnementaux et sociaux▪ Diffusion publique des PARs complets et/ou abrégés notamment auprès des populations affectées
Etape 2: <ul style="list-style-type: none">▪ Détermination des plans finaux d'aménagement▪ Accords sur l'alternative d'aménagement la plus optimale▪ Information sur la date de la réinstallation/expropriation
Etape 3 : <ul style="list-style-type: none">▪ Consultation, entretien avec les personnes affectées sur le projet▪ Notification sur les évictions, présentations des droits et options▪ Prise de photographies pour les cartes d'identité; chaque droit sera purgé avec une carte d'identité. Il sera donné aux personnes affectées un accord écrit sur leurs droits et le soutien dans le cadre du projet▪ Implication des groupes de consultation et de facilitation.
Etape 4 : <ul style="list-style-type: none">▪ Retour aux populations affectées dans un temps raisonnable, finalisation des choix relatifs aux options.▪ Problèmes relatifs à la liste des cartes d'identité et options convenus à propos.▪ Actualisation des informations relatives aux impacts du projet, ajustement des coûts et budget du plan d'action de réinstallation
Etape 5 : <ul style="list-style-type: none">▪ Exécution du plan d'action de réinstallation à l'intérieur des zones affectées▪ Suivi et documentation montrant que le recasement, la compensation et les autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés ; l'assistance pour remplacer les biens perdus, les charges de la période de transitions et l'accès à des maisons d'échange seront rendus disponibles avant que les personnes affectées ne soient appelées à bouger ou à abandonner leurs biens.▪ D'autres mécanismes de soutien, comme l'aide aux moyens d'existence, doivent être initiés avant éviction.▪ Evaluation de la mise en œuvre des PAR complets ou abrégés.

VII.6.2 Canevas des PARs abrégés et des PARs complets

Les annexes 13 et 14 des Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES) proposent les canevas des PAR abrégés et du PAR complets comme suit :

Canevas du PAR abrégé

1. Introduction

1.1 Contexte et justification

Description du contexte du projet, des objectifs du PAR et de la méthodologie d'élaboration du PAIR

1.2 Description du projet, de la zone du projet et de la zone d'influence du projet

Description générale du projet et de la zone d'influence.

1.3 Impacts potentiels

Description des volets ou activités du projet qui entraîneront le déplacement, de la zone d'impact de ces activités, et des solutions de rechange envisagées pour éviter le déplacement ou le réduire au minimum.

2. Recensement des personnes affectées par le projet (PAP)

Un recensement des populations occupant à ce moment la zone touchée, y compris la description des systèmes de production, de l'organisation des ménages ; les informations de base sur les moyens de subsistance et les niveaux de vie des personnes déplacées ;

Un inventaire des biens des ménages déplacés ;

Description de l'ampleur des pertes prévues - totale ou partielle pour des biens pris isolément ou groupés - et du déplacement physique et économique ;

Informations sur les groupes défavorisés ou les personnes pour lesquelles des dispositions spéciales doivent être prises ;

Les services sociaux et d'infrastructures publiques qui seront affectés ;

Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées.

3. Participation communautaire et consultation

Il faut décrire précisément la concertation et la participation des personnes déplacées et des communautés d'accueil à la conception et à l'exécution des activités de réinstallation, y compris un résumé des points de vue exprimés, et de la manière dont ils ont été pris en considération dans la préparation du plan de réinstallation.

Il faut décrire les procédures de règlement des litiges présentés par les populations touchées aux responsables du projet pendant toute la durée de la planification et de l'exécution.

Il faut présenter les solutions de rechange acceptables proposées aux PAP dans le cadre du projet, et les dispositions prises pour les informer sur les impacts que le projet peut avoir sur elles.

4. Evaluation et indemnisation des pertes

Il faut faire état de la méthode d'évaluation des biens affectés

Il faut faire état des formes d'indemnisation possibles qui sont offertes et d'autres aides à la réinstallation à fournir.

Il faut faire état des discussions menées avec les PAP pour recueillir leurs préférences. Une ONG locale est mieux placée pour assurer la concertation et la négociation.

5. Responsabilités institutionnelles et suivi-évaluation

Il faut examiner et présenter les dispositions institutionnelles au sein de l'organe d'exécution et les ressources mises à la disposition de celui-ci pour en déterminer l'adéquation, et analyser la coordination interinstitutionnelle.

Il faut évaluer la capacité et l'engagement de cet organe à exécuter le plan de réinstallation et si besoin est les dispositions de renforcement de capacités à lui apporter.

Dispositions pour le suivi des activités liées à la réinstallation par l'organe d'exécution.

6. Calendrier et budget

Un calendrier d'exécution de toutes les activités liées à la réinstallation, de la préparation à l'exécution, y compris les dates cibles pour atteindre les avantages prévus pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil et mettre fin aux diverses formes d'assistance.

Tableaux indiquant la ventilation des coûts estimatifs pour toutes les activités liées à la réinstallation, y compris les provisions pour inflation et autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; les sources de financement ; et les dispositions pour la libération des fonds à temps.

Canevas d'un PAR complet

1. Description du projet, de la zone du projet et de la zone d'influence du projet

Description générale du projet et de la zone d'influence.

2. Impacts potentiels

Description des volets ou activités du projet qui entraîneront le déplacement, de la zone d'impact de ces activités, et des solutions de rechange envisagées pour éviter le déplacement ou le réduire au minimum

3. Responsabilité organisationnelle

Il faut examiner les dispositions institutionnelles au sein de l'organe d'exécution et les ressources mises à la disposition de celui-ci pour en déterminer l'adéquation, et analyser la coordination interinstitutionnelle. La capacité et l'engagement de cet organe à exécuter le plan de réinstallation doivent également être évalués. En cas de nécessité, le renforcement de cet organe doit être envisagé, et les dispositions qui seront prises, assorties d'un calendrier et d'un budget, doivent être décrites au stade de la préparation du projet. Une large place doit être faite à la participation des populations locales et des ONG à la planification, à l'exécution et au suivi de la réinstallation.

4. Participation communautaire

Description de la concertation et de la participation des personnes déplacées et des communautés d'accueil à la conception et à l'exécution des activités de réinstallation, y compris un résumé des points de vue exprimés, et de la manière dont ils ont été pris en considération dans la préparation du plan de réinstallation.

Passage en revue des solutions de rechange présentées et des choix faits par les personnes déplacées, y compris les choix concernant les formes d'indemnisation et d'assistance, la catégorie dont relèvent les personnes à réinstaller (familles individuelles ou partie intégrante de communautés préexistantes), et le maintien de l'accès aux biens culturels (par ex. lieux de culte, cimetières, etc.).

Description des procédures de règlement des litiges présentés par les populations touchées aux responsables du projet pendant toute la durée de la planification et de l'exécution.

5. Intégration avec les communautés d'accueil

Les résultats des concertations avec les communautés d'accueil et les collectivités locales, et les dispositions prévues pour effectuer promptement tout paiement dus à ces communautés pour leurs terres ou autres biens, doivent être portés à la connaissance des personnes déplacées. Des dispositions doivent également être prises pour régler tout différend qui peut survenir entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil.

Des mesures appropriées doivent être prises pour augmenter les services publics (éducation, eau, santé et production) dans les communautés d'accueil pour les rendre comparables à ceux fournis aux personnes déplacées.

6. Études socioéconomiques

- (a) Un recensement des populations occupant à ce moment la zone touchée, y compris la description des systèmes de production, de l'organisation des ménages ; les informations de base sur les moyens de subsistance et les niveaux de vie des personnes déplacées ;
- (b) Un inventaire des biens des ménages déplacés ; description de l'ampleur des pertes prévues - totale ou partielle pour des biens pris isolément ou groupés - et du déplacement physique et économique ;
- (c) Informations sur les groupes défavorisés ou les personnes pour lesquelles des dispositions spéciales doivent être prises ;

<ul style="list-style-type: none"> (d) Des dispositions pour mettre à jour, à intervalles réguliers, les informations sur les moyens de subsistance des populations déplacées et leurs niveaux de vie, afin que les informations les plus récentes soient disponibles au moment de leur déplacement ; (e) Description des types de régimes fonciers, y compris le régime de la propriété commune et le système de propriété ou d'affectation de terres non basé sur un titre, reconnus au plan local, et questions connexes; (f) Les services sociaux et d'infrastructures publiques qui seront affectés ; (g) Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées.
<p>7. Cadre juridique, y compris les mécanismes de règlement des différends et d'appel</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Les procédures juridiques et administratives applicables, y compris une description des recours disponibles pour les personnes déplacées dans le système judiciaire, et les délais normaux pour ces procédures ; et d'autres mécanismes possibles existants en matière de règlement des différends, qui peuvent être pertinents pour le projet ; (b) Les lois et règlements relatifs aux organismes chargés de l'exécution des activités de réinstallation ; et (c) Toutes mesures juridiques nécessaires pour assurer l'exécution efficace des activités de réinstallation, y compris un processus permettant de reconnaître les prétentions aux droits sur la terre, notamment les prétentions qui découlent du droit et de l'usage coutumiers et traditionnels.
<p>8. Cadre institutionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Identification des organismes chargés des activités de réinstallation et des ONG qui peuvent jouer un rôle dans l'exécution du projet ; et (b) Évaluation des capacités institutionnelles de ces organismes et ONG.
<p>9. Éligibilité</p> <p>Définition des personnes déplacées et des critères à suivre pour déterminer leur éligibilité à l'indemnisation et à l'assistance, y compris les dates limites correspondantes.</p>
<p>10. Évaluation et indemnisation des pertes</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Méthodologie à utiliser dans l'évaluation des pertes pour déterminer les coûts de la réinstallation ; une description des types et des niveaux d'indemnisation proposés en vertu des lois locales, et de toutes mesures supplémentaires qui permettraient de déterminer le coût de remplacement des biens perdus ; et (b) Une description des dispositifs d'indemnisation et d'autres mesures qui aideront chaque catégorie de personnes déplacées éligibles à atteindre les objectifs de cette politique.
<p>11. Identification des sites de réinstallation possibles, choix du (des) site(s), préparation du site et réinstallation</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Dispositions institutionnelles et techniques pour identifier et préparer les sites de réinstallation, dont l'attrait découlant du potentiel de production, des avantages liés à l'emplacement, et d'autres facteurs, doit être au moins comparable à celui des ressources accessoires ; (b) Procédures à suivre pour la réinstallation physique dans le cadre du projet, y compris les calendriers pour la préparation du site et le déménagement ; (c) Toutes mesures permettant de prévenir l'afflux de personnes non éligibles dans les sites choisis ; et (d) Les dispositions juridiques pour régulariser les baux et transférer les titres aux personnes déplacées
<p>12. Logements, infrastructures et services sociaux</p>

	Plans pour fournir ou financer des logements, des infrastructures (routes, eau, etc.) et des services sociaux (écoles, santé); plans pour assurer des services comparables aux populations d'accueil et toute autre mise en valeur du site nécessaire.
13. Protection de l'environnement	Évaluation des impacts environnementaux du déplacement proposé et mesures pour atténuer et gérer ces impacts.
14. Calendrier d'exécution	Un calendrier d'exécution de toutes les activités liées à la réinstallation, de la préparation à l'exécution, y compris les dates cibles pour atteindre les avantages prévus pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil et mettre fin aux diverses formes d'assistance.
15. Coûts et budget	Tableaux indiquant la ventilation des coûts estimatifs pour toutes les activités liées à la réinstallation, y compris les provisions pour inflation et autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; les sources de financement; et les dispositions pour la libération des fonds à temps.
16. Coûts et budget	Tableaux indiquant la ventilation des coûts estimatifs pour toutes les activités liées à la réinstallation, y compris les provisions pour inflation et autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; les sources de financement; et les dispositions pour la libération des fonds à temps.
17. Suivi et évaluation	Dispositions pour le suivi des activités liées à la réinstallation par l'organe d'exécution, complété, au besoin, par des supervisions indépendantes pour s'assurer que les informations obtenues sont complètes et objectives ; indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les intrants, les extrants, les résultats ; évaluation des impacts de la réinstallation sur une période raisonnable après l'achèvement des activités de réinstallation

VII.6.3 Dispositions complémentaires

Les PAR mettront l'accent aussi sur le suivi et le contrôle de l'assistance après le déplacement et l'identification d'institutions susceptibles de prendre le relais à la fin des interventions du projet. L'assistance apportée peut prendre les formes suivantes, selon les besoins et demandes des personnes vulnérables concernées :

Assistance dans la procédure d'indemnisation (par exemple procéder à des explications supplémentaires sur le processus, veiller à ce que les documents soient bien compris, accompagner la personne à la banque pour l'aider à toucher le chèque d'indemnisation);

- Assistance au cours de la période suivant le paiement afin que l'indemnité soit sécurisée ;
- Assistance dans la reconstruction ;
- Assistance durant la période suivant l'expropriation/réinstallation ;
- Assistance médicale si nécessaire à des périodes critiques, notamment durant le déménagement et la transition qui vient immédiatement après.

A rappeler que chaque PAR doit être considéré et conçu comme l'aboutissement de rencontres, d'entretiens, et de consultations avec les principales parties prenantes. Il doit être obligatoirement présenté et discuté lors d'une consultation publique, avant son approbation finale par la CRE. Le document final doit être diffusé et être disponible au niveau des communes et des délégations, et du gouvernement et sur le site du CRDA et de la Banque.

VII.7 REVUE DES PARs

Le CRDA est responsable de la mise en œuvre des PARs et doit suivre de près cette mise en œuvre en veillant à ce que :

- Les indicateurs identifiés dans les documents de mise en œuvre du projet soient respectés ;
- La conformité avec le SSI de la Banque soit assurée ;
- Les conditions et clauses d'ordre environnemental et social de l'accord de financement sont respectées.

Un personnel opérationnel doit être formé et chargé de superviser la mise en œuvre des PARs et d'en fournir à la Banque des rapports périodiques et circonstanciels. Le CRDA doit ensuite faire un rapport aux Départements sectoriels sur la mise en œuvre du PGES et des PAR dans le cadre des rapports trimestriels de mise en œuvre qu'il soumet à la Banque. Ces rapports identifient clairement les résultats obtenus et les tâches essentielles de gestion et de suivi.

En ce qui concerne la Banque et selon Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES), un personnel opérationnel de la Banque doit superviser le travail des emprunteurs et vérifier la conformité à travers des missions de supervision et/ou audits environnementaux et sociaux, chaque fois que nécessaire. Les aspects relatifs aux PAR et la réinstallation involontaire feront également l'objet du même type de supervision et audits soit dans le cadre des mêmes missions ou séparément si cela est nécessaire. Ces audits vérifieront la véracité, et l'équité des indemnisations ainsi que l'efficacité et la pertinence des mesures compensatoires réalisées au profits des PAP ayant accepté volontairement de céder des biens au profit du projet. Les audits entrepris pendant la phase d'achèvement et post-évaluations viseront aussi à évaluer la durabilité environnementale et sociale des résultats.

Tout au long du cycle de projet, la participation conjointe d'experts en environnement et sur les questions sociales sont importantes car elles permettent de vérifier si le CRDA en tant qu'emprunteur et MOD :

- S'acquitte de ses responsabilités de l'intégration des considérations environnementales et sociales ;
- Est suffisamment aidés (appuyés et orientés) par le personnel des opérations de la Banque pour répondre aux exigences de la Banque.

En effet, il convient de souligner que la Division des sauvegardes et de la conformité vérifie essentiellement la conformité aux procédures, de qualité à l'entrée et d'approbation mais aussi elle fournit des conseils et soutien les missions, les audits et l'examen des documents relatifs aux audits et vérifications.

IX. MÉTHODES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION

VIII.1 PROCEDURE DE NOTIFICATION

L'arrêté d'expropriation fait l'objet d'une notification individuelle à chaque propriétaire intéressé, bien qu'aucun article du code de l'expropriation ne l'exige formellement. Aucun texte ne le prévoit bien qu'il s'agisse d'une obligation substantielle. Par analogie, avec la notification du dépôt de dossier d'enquête parcellaire, cette notification semble être à la diligence de l'expropriant, mais peut être réalisée par le Ministre ou le Gouverneur concerné.

S'agissant d'un arrêté ministériel, le MARHP (et le CRDA) pourrait aussi légitimement en avoir la charge. L'important étant de décider de l'autorité qui en a la charge, afin de ne pas manquer à cette obligation de notification.

Le délai de recours démarrera exclusivement à compter de cette notification, quand bien même cet arrêté aurait fait l'objet d'une publication ou d'un affichage.

VIII.2 MECANISMES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Le Projet *définira et adoptera une approche complète et équilibrée de mobilisation sociale*. Il développera un plan visant à impliquer la participation active de PAPS et de toutes les parties prenantes dans les processus décisionnels, pour favoriser le dialogue, réduire les tensions, protéger les droits de tout un chacun par rapport aux impacts positifs du projet, y compris des minorités et des catégories sociales marginales.

La notion de *parties prenantes* concerne les institutions nationales et régionales, les responsables des collectivités locales, les autorités locales, les associations qui appuient les écoles, les associations de quartier. Ces parties prenantes peuvent être affectées directement ou indirectement par le projet, en général, et par les différents sous-projets/investissements, en particulier, et ont la possibilité d'avoir une influence plus ou moins positive sur leurs résultats. Un *Plan d'Engagement des Parties Prenantes* (Voir paragraphe VIII.2, ci-après) sera également élaboré et mise en accompagnement aux consultations publiques qui vont être menés dans le cadre du processus d'élaboration et mise en œuvre des PARs.

VIII.2.1 Objectifs des Consultations Publiques

De façon générale, les objectifs visés par la démarche d'information et de consultation des PAPS s pouvant accompagner la réalisation des PARs du processus de réinstallation pour ce PDPFA-GZ sont :

- Informer les PAP, les localités affectées ainsi que les parties prenantes concernées sur les aménagements et les activités prévus par le projet et consulter leur opinion sur les risques de réinstallation involontaire des populations ;
- Évaluer et renforcer l'acceptabilité sociale du projet à travers un dialogue social et institutionnel;
- Appuyer les efforts déployés par le CRDA afin d'établir des relations durables avec les les PAPS, les localités touchées et les autres parties prenantes.

VIII.2.2 Démarche et Principes directeurs des Consultations Publiques

Les Consultations publiques adopteront une *démarche participative et itérative* pour la préparation et la mise en œuvre des PAR pour les sous-composantes du PDPFA-GZ dont la réalisation pourrait déclencher une réinstallation involontaire des populations. Cette comportera les étapes suivantes :

1. Identifier et évaluer les risques et impacts sociaux relatifs à la réinstallation involontaire des populations,
2. Identifier de façon exhaustive les PAPS et les communautés pouvant être affectées par la réinstallation involontaire,
3. S'assurer que toutes les activités sont prises en compte et que tous les acteurs anticipent et prennent des mesures pour éviter les impacts négatifs sur les PAPS,
4. Adopter une hiérarchie d'atténuation pour anticiper et éviter, minimiser et, lorsque les impacts résiduels demeurent, compenser les PAPS,
5. Notifier aux PAPS et aux PP les résultats préliminaires et les propositions et recommandations des PARs élaborés,
6. Prendre en compte les besoins spécifiques de tous les bénéficiaires (hommes, femmes et jeunes (filles et garçons) en matière de réinstallation involontaire,
7. Veiller à ce que les plaintes des PAPS et des communautés affectées, et les communications externes des PP soient prises en compte et gérées tout en incluant les besoins spécifiques des femmes et des jeunes (fille et garçons),

8. Promouvoir et fournir des moyens pour un engagement adéquat des communautés affectées tout au long du cycle de vie des projets et veiller à ce que les informations E&S soient divulguées et diffusées,
9. Définir les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre des PARs,
10. Elaborer une planification proactive et une meilleure conception de projets que toutes les activités et tous les acteurs assurent une gestion des impacts et des avantages environnementaux et sociaux.

Les principes directeurs opérationnels pour mener les consultations publiques exigent ce qui suit :

- ***Des consultations publiques larges et adaptées*** : Le processus de consultation fera partie intégrante de la réalisation des PARs. A chaque séance de Consultations Publique le CRDA (ou le Bureau d'études délégué) présentera le processus de réinstallation involontaires et les besoins y afférant, répondra aux questions qui pourront être posées et prendra note des observations faites. Pour chaque consultation, des photos, compte rendus et listes de présence seront préparés. Les consultations les plus importantes et éventuellement les audiences publiques seront filmées pour être archivées. L'ensemble du processus de consultation sera documenté et les éléments les plus importants seront joints aux rapports, qui décriront le processus et ses résultats.
- ***Intégration du Genre et inclusion Sociale*** : selon ce principe le CRDA (ou le Bureau d'études délégué) veillera à ce qu'il soit pris en compte (i) les opinions aussi bien de la population féminine que de la population masculine, si nécessaire dans le cas de forums ou de réunions distinctes, et (ii) les préoccupations et priorités divergentes des hommes et des femmes en ce qui concerne les impacts, les mécanismes d'atténuation et les bénéfices. Il doit assurer : (i) Une représentation suffisante des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans les processus consultatifs (et/ou l'organisation des réunions de consultation spécifiques avec les femmes et les groupes vulnérables s'ils sont sous-représentés ou passifs lors de consultations multipartites), (ii) Des évaluations différenciées selon le sexe pour documenter les critères de base, identifier des indicateurs pour mesurer les changements dans le statut des femmes et les relations entre les sexes, en particulier en ce qui concerne l'utilisation et l'accès aux retombés du PDPFA-GZ.
- ***Mettre en place un Mécanisme de recours et de réparation***: L'établissement et la publication d'un mécanisme de recours et de réparation des plaintes (griefs) est une exigence du SSI de la Banque et de la réglementation nationale en vigueur ainsi qu'une application des bonnes pratiques en matière d'anticipation et de gestion des conflits. L'objectif du mécanisme de règlement des griefs (MRG) est de mettre en place un système permettant de recevoir et de faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes sur la performance environnementale et sociale des projets. Le Chapitre XI, ci-après traitera en détails du Mécanisme de Gestion de Plaintes (GP) proposé.

VIII.2.3 Déroulement de consultations publiques

Des consultations entreprises consistaient à des rencontres sélectives, des focus group et ou des entretiens individuels avec les PAPs, les services techniques concernés, les organisations socioprofessionnelles (GDA, SMSA), les ONG et associations de la zone du projet. D'une manière générale, les consultations publiques sont articulées autour des points suivants :

- Présentation succincte du PDPFA-GZ (suivi d'un débat) ;
- Discussion sur les enjeux sociaux généralement associés aux projets de réalisation et de réhabilitation des infrastructures et des aménagement agricoles, hydroagricoles et ruraux ;
- Point sur les problèmes communs et des préoccupations collectives à prendre en compte par le projet ;
- Discussion sur les moyens de communication à privilégier pour atteindre les différents groupes des PAPs et des parties prenantes :

- Points et débats sur l'occupation de l'emprise des différentes sous-composantes du projet ;
- Présentation du projet et du processus d'élaboration des et de mise en œuvre des PARs (objectifs, étapes, échéances, équipes) ;
- Identification des zones et des personnes affectées (situées dans les emprises du projet tenant compte du redimensionnement des chaussées, des améliorations de tracés, des zones d'emprunts et de dépôt des purges, etc.) et des sites culturels et sépultures ;
- Modalités de réinstallation des personnes affectées et si applicables les différentes communautés concernées ;
- Discussion sur les préoccupations et attentes associées au processus des PARs lui-même.

VIII.3. PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

VIII.3.1 Objectifs

Le CRDA commanditera au Bureau d'étude d'élaborer un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) ayant pour objectif d'identifier et de mobiliser l'ensemble des individus, groupes d'individus et institutions concernées par les aspects liés à la réinstallation involontaires des populations. En matière de réinstallation le PEPP y dédié permettra de clarifier pour mieux gérer les intérêts, les craintes, les motivations, et attentes des différentes parties prenantes du PDPFA-GZ.

De plus, il permet d'estimer leur volonté de coopérer pour la mise en œuvre des projets et consolider la pérennisation des activités consécutives à la réalisation et/ou la réhabilitation de infrastructures et/ou aménagements agricoles, hydroagricoles et/ou ruraux. Ce processus de consultation offre aux parties prenantes des occasions d'exprimer, tout au long du processus de préparation et d'exécution des PARs relatifs aux différentes sous composantes concernées du PDPFA-GZ, leurs points de vue sur les questions qui les touchent directement ou indirectement et permet au CRDA de les prendre en compte et d'y répondre par anticipation.

Les objectifs spécifiques poursuivis par le PEPP sont les suivants :

- Établir et maintenir une relation constructive avec les différents acteurs au cours de la durée de vie du PDPFA-GZ,
- Veiller à ce que les personnes et les communautés affectées et les autres parties prenantes aient accès aux canaux établis pour faire des commentaires et des suggestions sur des actions susceptibles d'affecter leur milieu et leur vie d'une manière générale,
- Veiller à ce que les personnes et les communautés affectées par les projets et les autres parties prenantes reçoivent les opportunités et les plateformes pour exprimer leur point de vue sur les projets grâce à un processus d'implication continue e.g. en créant des mécanismes pour leur donner des commentaires sur la façon dont leurs contributions ont été prises en considération,
- Assurer un engagement ciblé et inclusif auprès des hommes, des femmes, des personnes âgées, des jeunes, des personnes déplacées et des personnes vulnérables et défavorisées ou des groupes directement touchés par les interventions du PDPFA-GZ,
- Assurer la divulgation en temps opportun d'informations pertinentes, transparentes, objectives, significatives et facilement accessibles qui se trouvent dans une langue et un format locaux culturellement appropriés qui sont compréhensibles pour les personnes et des communautés affectées pour les aider à participer de manière significative,
- Établir au niveau programme et projets, un mécanisme pour recevoir et traiter les griefs avec efficacité en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables.

VIII.3.2 Principes de l'Engagement des Parties Prenantes

Les parties prenantes se définissent comme étant toute entité (personne, groupe, organisation, institution) concernée et potentiellement affectée par un projet ou en mesure d'influer sur un projet. Dans le cadre du CRDA, nous avons identifié 5 grands groupes de parties prenantes : (i) celles qui jouent un rôle administratif ; (ii) les institutions gouvernementales ; (iii) les acteurs de la société civile et les ONG ; (iv) les populations directement affectées et ; (v) les populations indirectement affectées. L'ensemble de ces parties prenantes évoluent dans un espace de participation, de consultation et d'inclusion où la possibilité de conflits est présente mais où la gestion adaptative ainsi que la négociation et les partenariats prévalent. Chacun des sous-projets du Compact a sa propre dynamique.

Afin de maximiser l'efficacité du PEPP, il est important de bien comprendre les perceptions des parties prenantes rattachées au projet car celles-ci exercent une influence sur le succès ou non de l'atteinte des objectifs. Lorsque l'on s'attarde à comprendre les perceptions liées au projet, il est plus facile de cerner les besoins et ainsi augmenter l'engagement des parties prenantes.

De manière spécifique, le processus de consultation et de participation du PEPP doit :

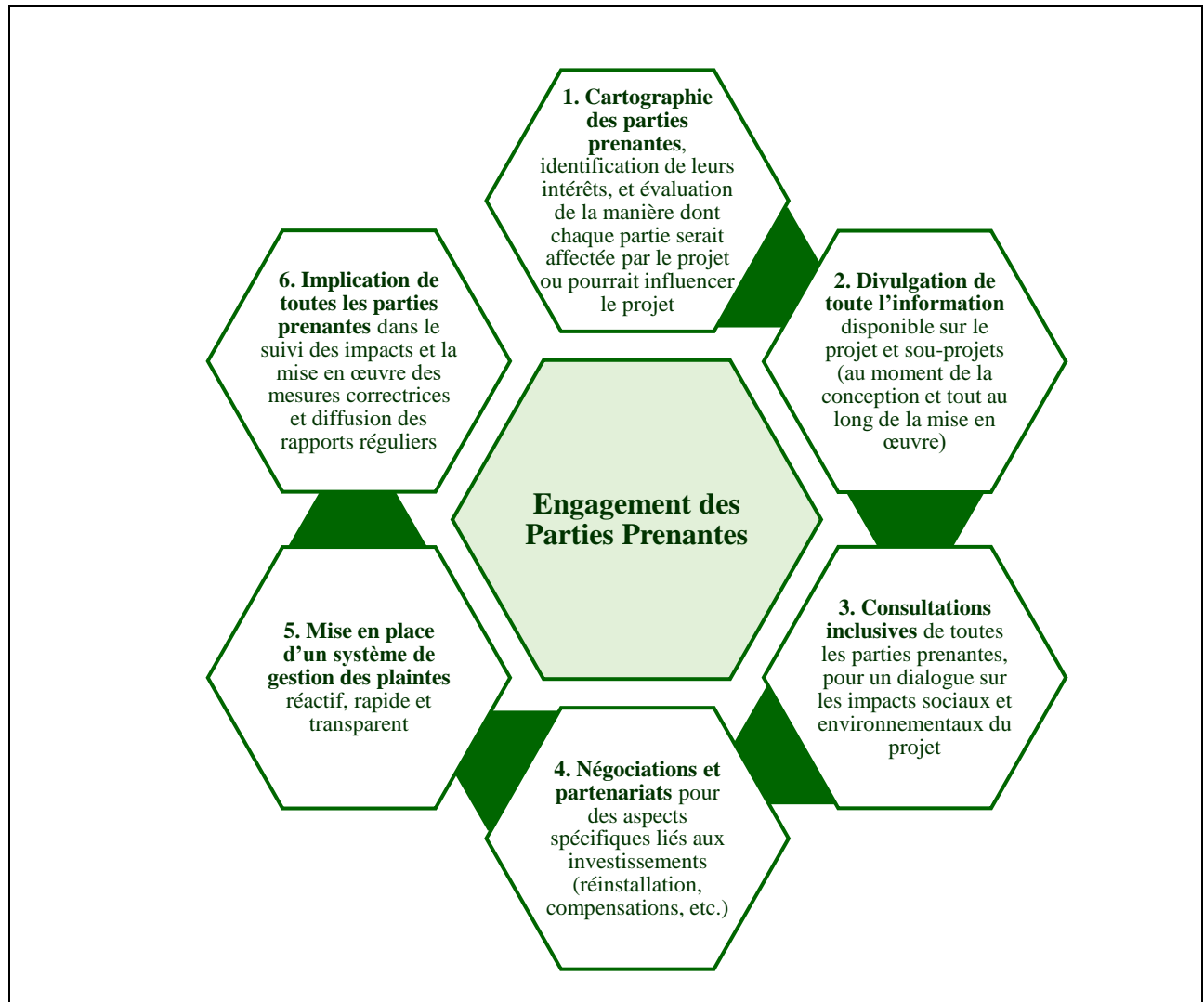
- Assurer une représentation suffisante des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans les processus consultatifs ;
- Tenir des réunions de consultation spécifiques avec les femmes et les groupes vulnérables ;
- Entreprendre des évaluations différenciées selon le sexe pour documenter des critères de base fondés sur le genre, identifier des indicateurs pour mesurer les changements dans le statut des femmes et les relations entre les sexes, en particulier en ce qui concerne l'utilisation et l'accès des ressources naturelles.

Le plan d'engagement des parties prenantes se réfère aux directives du SSI de la Banque. Cela implique qu'un *engagement continu* des parties prenantes tout au long du cycle du projet est un principe auquel le PEPP adhère. Également, le PEPP doit adhérer au principe de *l'intégration du genre et inclusion Sociale*. Selon ce principe, l'on doit tenir compte : (i) des opinions aussi bien de la population féminine que de la population masculine, si nécessaire dans le cas de forums ou de réunions distinctes, et (ii) des préoccupations et priorités divergentes des hommes et des femmes en ce qui concerne les impacts, les mécanismes d'atténuation et les bénéfices.

VIII.3.3 Processus et composantes de l'Engagement des Parties Prenantes

Il sera élaboré pour chaque projet un PEPP spécifique qui mentionne les éléments suivants : (i) Objectifs, (ii) Cartographie et analyse des parties prenantes, (iii) Identification des réglementations nationales et Internationales et des bonnes pratiques en la matière, (iv) Principes de Participation des PP et Approches stratégiques pour engager les différents groupes, Rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du PEPP, (v) Etablissement de mécanismes efficaces de suivi et d'examen et (vi) Etablissement d'un mécanisme de recours et de réparation des plaintes/griefs (voir ci-après).

Figure n°1 : Principales composantes de la mobilisation des parties prenantes



WIII.4. PARTIES PRENANTES EN MATIERE DES REINSTALLATION ET GES

Pour une approche qui implique une multitude d'acteurs institutionnels, il sera impératif de procéder rapidement à une cartographie complète de toutes les parties prenantes pour mieux identifier leurs intérêts respectifs, en fonction de leurs mandats et capacités, et bien évaluer la manière dont chaque partie serait affectée par le projet et/ou pourrait influencer le projet. Au-delà de la DGF et de la DGFIO, qui ont un rôle capital dans la mise en œuvre du projet, on rappelle ici l'ensemble des institutions tunisiennes impliquées dans la gestion et de la protection de l'environnement et de la production d'informations environnementales au niveau national.

VII.4.1 Institutions tunisiennes en charge de la gestion des questions foncières

Différents acteurs institutionnels sont impliqués dans la gestion des questions foncières. Parmi elles les suivantes :

- *Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières* : Ses principales attributions consistent en : (i) la conception et la mise en œuvre de la politique de l'Etat relative aux domaines public et privé de l'Etat, constitués par tous les biens et droits mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat ; (ii) le contrôle de gestion des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat ;(iii) l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif sur leur demande en collaboration avec les ministères concernés.
- *La Direction Générale des Affaires juridiques et foncières du MARHP* est en charge de toutes les opérations foncières liées à la mise en œuvre des politiques de l'Etat dans le domaine agricole

- *Agence Foncière Agricole (AFA)* : Ses principales attributions concernent les aspects suivants : (i) responsabilité de toutes les opérations immobilières décrites dans la loi de la réforme agraire no 18 de 1963 , concernant les périmètres irrigués publics ; (ii) acquisition des surfaces excédantes de la superficie minimale des PI publics ; (iii) indemnisation des périmètres irrigués publics conformément à la loi de la réforme agraire ; et (iv) remembrement des PI publics
- *Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA)* : Dans chaque gouvernorat, le CRDA est en charge de la mise en œuvre de la politique agricole arrêtée par le gouvernement. Parmi ses nombreuses attributions, le CRDA a notamment pour mission de: (i) gérer l'infrastructure hydro-agricole dans les périmètres publics irrigués, assurer sa maintenance et organiser la distribution de l'eau d'irrigation; (ii) réaliser les actions d'équipements hydrauliques, des programmes et projets de mise en valeur hydro-agricole et agricole; (iii) assurer la gestion du Domaine Public Hydraulique; et (iv) assurer la conservation des eaux et des sols ainsi que l'aménagement des bassins versants.

VIII.4.2 Institutions tunisiennes en charge de la GES

Les Ministères principalement impliqués dans ce domaine sont: le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, le Ministère de l'Environnement et des Affaires locales, le Ministère de l'Équipement, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de la Santé publique et le Ministère des Affaires Sociales.

Ministère des Affaires locales et de l'Environnement: Mis en place depuis à peine août 2016, le ministère est chargé de proposer la politique générale de l'Etat dans les domaines de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la nature, de la promotion de la qualité de la vie et de la mise en place des fondements du développement durable dans les politiques générales et sectorielles de l'Etat et ce, en coopération avec les ministères et les structures concernés, et de veiller à son exécution ; et de promouvoir la législation relative à la protection de l'environnement.

Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE).¹¹ L'ANPE a été créée en vertu de la loi n°88-91 du 2 août 1988 et modifiée par la loi n°92-115 du 30 novembre 1992 dont l'article 3 stipule que l'ANPE a pour missions entre autres "d'assurer le contrôle et le suivi des rejets polluants et les installations de traitement desdits rejets". (Voir Annexe 2). L'ANPE a pour mission entre autre le contrôle des sources de pollutions, le suivi du réseau de surveillance de la qualité de l'air ainsi que la sensibilisation du public. L'ANPE est chargée notamment de veiller à l'application des textes réglementaires relatifs à la protection de l'environnement y compris ceux relatifs à l'évaluation environnementale, préparer les termes de références nécessaires pour la préparation des EIE et des cahiers des charges et d'examiner et statuer sur les rapports des EIEs et cahiers des charges. La Direction de l'EIE de l'ANPE est responsable de l'application, de la revue et du suivi de l'EIE en Tunisie.¹²

Office national de la Protection civile du Ministère de l'Intérieur, fournit assistance aux populations. En particulier, l'Office définit les normes concernant les Etablissement Recevant Public (ERP) en matière d'incendies ou explosions.

Observatoire Tunisien de l'Environnement et du Développement Durable (OTEDD), placé sous l'autorité du Ministère de l'Environnement, est considéré comme le tableau de bord pour le suivi des activités du développement durable dans le pays. Il vise à mettre en place un dispositif permanent la collecte, la production, l'analyse, la gestion et la diffusion de l'information sur l'état de l'environnement et le développement durable, et ce afin d'aider les planificateurs à prendre des décisions tenant compte des impératifs de la protection de l'environnement et de ceux de développement.

Office Nationale de l'Assainissement (ONAS):¹³ L'ONAS, entreprise publique à caractère non administratif, intervient d'une manière totale et directe dans les zones prises en charge par décrets pour l'entretien du réseau et des ouvrages

¹¹ www.anpe.nat.tn

¹² En plus de ses structures centrales, l'ANPE a huit bureaux régionaux desservant notamment les régions Centre Ouest et Sud-ouest concernées par le projet. L'ANPE a aussi pour mission: la sensibilisation du public, l'éducation et la formation environnementale, le contrôle de la pollution à la source, le suivi de la qualité nationale de l'air, l'accord technique pour le contrôle de pollution des projets et leur promotion pour l'allocation des avantages financiers et fiscaux prévus par la loi, la gestion des fonds de dépollution et la gestion des parcs urbains. Les bureaux régionaux vérifient les cahiers des charges et leur conformité aux exigences environnementales. En ce qui concerne ses fonctions d'EIE, l'ANPE a élaboré les TdRs pour la majorité des secteurs soumis aux d'EIE, et 18 cahiers des charges

¹³ www.onas.nat.tn

d'assainissement et prête son assistance technique aux collectivités publiques locales et autres institutions dans le domaine de la lutte contre la pollution hydrique.

Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGED).¹⁴ Etablissement public à caractère non administratif placé sous tutelle du Ministère de l'Environnement, l'ANGED est chargée notamment de participer à l'élaboration des programmes nationaux en matière de gestion des déchets et gérer les systèmes publics de gestion des déchets.

Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis.¹⁵ Le CITET est une institution publique placée sous tutelle du Ministère de l'Environnement, vise à développer les compétences nationales pour une meilleure maîtrise des technologies environnementales afin d'assurer un développement durable en Tunisie.

Banque Nationale des Gènes (BNG).¹⁶ Le mandat principal de la BNG, institution publique sous la tutelle du ministère de l'environnement, est la conservation et l'évaluation des ressources génétiques végétales, animales et micro-organismes ainsi que la coordination entre les différents opérateurs dans le domaine et la promotion des activités de conservation et d'utilisation durable des ressources génétiques.

Ministère du développement régional et de la Planification: Institut National de la Statistique (INS).¹⁷ L'INS, établissement public à caractère non administratif, a pour mission d'assurer, en coordination avec les autres structures statistiques publiques spécialisées, la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information statistique.

Ministère de l'Agriculture: Direction Générale des Forêts (DGF) et Direction Générale des Ressources en Eaux (DGRE).¹⁸

Société Tunisienne d'exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE).¹⁹ La SONEDE gère un système de suivi et d'évaluation sur la production, l'exploitation et la distribution de l'eau. Créée en juillet 1968, la SONEDE est un organisme public chargé sous l'autorité du ministère de l'agriculture de fournir de l'eau aux agglomérations urbaines et rurales.

Direction Générale des Barrages et des Grands Travaux Hydrauliques (DGBGTH) Cette direction est chargée, entre autres, d'élaborer des études, réaliser les grands barrages, barrages collinaires et les grands aménagements hydrauliques, et contrôler et assurer la maintenance des grands barrages.

Direction Générale du Génie Rural (DGGR) Elle est chargée, entre autres, de réaliser les études d'ordre stratégique, formuler les politiques et élaborer les plans relatifs au secteur du génie rural et de l'exploitation des eaux dans le secteur agricole, et suivre et évaluer les projets d'aménagement des périmètres irrigués et d'assainissement agricole.

Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles : Elle est chargée, entre autres, d'élaborer les plans et les orientations pour la préservation des ressources naturelles en sols, en végétation, en eau et en terres agricoles et évaluer les ressources en sols et leur vocation et réaliser des analyses et des recherches.

Au niveau régional, les services du ministère de l'agriculture sont regroupés dans les limites administratives de chaque gouvernorat dans un **Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA)**. Les CRDA, organisés en divisions et arrondissements, ont entre autres les missions suivantes : (i) Veiller à l'application de la législation se rapportant notamment à la police des eaux, la conservation des eaux et des sols, ainsi que l'aménagement des bassins versants ; (ii) Assurer la gestion du domaine et la conservation des ressources naturelles; (iii) Réaliser les actions d'équipements hydrauliques et des programmes de mise en valeur hydro-agricole (à l'exclusion des ouvrages à caractère national) ; (iv) Gérer l'infrastructure hydro-agricole dans les périmètres publics irrigués, assurer la maintenance et organiser la distribution de l'eau.

Le décret n° 99-1819 du 23 Août 1999, porte sur l'approbation du **Groupeement de Développement dans le secteur de l'Agriculture (GDA)** et de la pêche. La Loi n° 2004-24 du 15 juin 2004 a modifié et complété la loi n° 99-43 relative au GDA dont l'article 4 a donné pour mission aux GDA, la sauvegarde des ressources naturelles en plus de la protection de

¹⁴ www.anged.nat.tn

¹⁵ www.citet.nat.tn

¹⁶ www.bng.nat.tn

¹⁷ www.ins.nat.tn

¹⁸ www.semide.tn/DGE.htm. La DGRE est chargée d'évaluer les ressources en eau du pays, de leur évolution, de suivre la qualité des eaux des systèmes aussi bien hydrologiques qu'hydrogéologiques

¹⁹ www.sonede.com.tn

ces ressources et la rationalisation de leur utilisation. La GDA a pour responsabilité l'achat de l'eau du CRDA et la vente de l'eau aux utilisateurs ainsi que la gestion des périmètres irrigués.

Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire: Direction Générale de l'Aménagement du Territoire.

Les principales attributions du Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire dans le domaine de l'Aménagement du Territoire sont : (i) La réalisation des études et des recherches permettant de connaître les spécificités naturelles et économiques des différentes régions du pays. (ii) L'élaboration et la mise en œuvre des orientations se rapportant à l'aménagement du territoire aux niveaux national et régional. (iii) La maîtrise des outils et des méthodes de la planification urbaine et conservation des spécificités architecturales du pays.

Ministère de la Santé Publique,²⁰ Direction de l'Hygiène du Milieu et de la Protection de l'Environnement (DHMPE).²¹

Les principales attributions de la DHMPE sont: (i) Le contrôle sanitaire des eaux (eau de boisson, eau minérale, eau usée brute et traitée, eaux de baignade); (ii) le contrôle de l'Hygiène dans les établissements ouverts au public; (iii) le contrôle de l'Hygiène dans les établissements hospitaliers publics et privés; (iv) le contrôle de la lutte contre les insectes vecteurs de maladies; (v) la santé environnementale (pollution atmosphérique, pollution sonore, pollution chimique, ondes non ionisantes, ondes ionisantes, déchets solides); et (vi) l'éducation sanitaire et la sensibilisation dans les domaines relevant de ses attributions.

Ministère des Affaires Sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger. La mission générale du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger créé par décret en 2008 consiste à mettre en œuvre la politique sociale de l'Etat, visant à assurer un développement social équilibré, à consacrer les principes de solidarité entre les individus, les catégories et les générations composant la société et à consolider le bien-être social.

Ministère des Affaires de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des personnes âgées. Conformément à ses prérogatives, le ministère œuvre pour la création de moyens d'action et de programmes dont l'objectif est d'assurer la prospérité de la famille et d'impliquer la femme dans le processus de développement intégral. Il veille également à élargir la participation de la femme à la vie publique et à assurer le bien-être de l'enfant et de la personne âgée.

L'Institut national du Patrimoine (INP) du Ministère des Affaires culturelles est chargé dans le cadre de la politique générale de l'Etat, d'exécuter les choix nationaux dans les domaines de la culture et de la sauvegarde du patrimoine et d'établir les plans et les programmes en vue de promouvoir ces domaines.

Le Ministère de l'Intérieur dispose également de plusieurs organismes et services publics placés sous sa tutelle et qui sont concernés par le Programme, dont notamment :

- **La Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales (CPSCL)** est un Établissement Public à Caractère Non Administratif (EPNA), a été créée depuis 1902 et a fait l'objet depuis de plusieurs textes relatifs à ses attributions et son réorganisation.¹⁰ Elle est dirigée par un Directeur Général assisté par un Secrétaire Général. Elle comprend cinq directions au niveau central et cinq Agences régionales. La CPSCL dispose déjà d'une bonne expérience dans le domaine de l'évaluation environnementale des projets réalisés dans le cadre des programmes d'investissement des collectivités locales.

X. MÉCANISMES DE RECOURS EN CAS DE PLAINTE

L'établissement et la publication d'un mécanisme de recours et de réparation des plaintes (ou griefs) des PAPS et autres parties prenantes est une exigence fondamentale de la SO2 du SSI de la Banque et d'autres BMD ainsi que des normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la SFI (NP1 et NP5). Il s'agit aussi d'une application des bonnes pratiques nationales et internationales en matière d'anticipation et de gestion des conflits. Un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) est donc à prévoir pour la gestion de toutes les questions, commentaires ou plaintes liés au projet.

Le mécanisme couvrira les aspects sociaux et environnementaux et peut traiter des problèmes d'acquisition de terrain ou d'autres biens (par exemple, le montant de l'indemnité, la viabilité de parcelles résiduelles), des pertes, nuisances, ou dommages causés par les travaux de construction ou de toute autre question liée au projet. Il sera mis en place dès le début du projet et doit se continuer jusqu'à l'achèvement des travaux d'exécution

²⁰ www.santetunisie.rns.tn

²¹ http://www.santetunisie.rns.tn/msp/sante_tunisie/dhmpe.html

du projet. Ce mécanisme ne prive pas la personne d'avoir recours aux tribunaux. Aussi le MGP sera mis en place pour toutes les Composantes pertinentes du PDPFA-GZ et il sera déployé sur l'ensemble des sous-composantes et toutes les zones d'intervention du projet.

En cas de conflit, la résolution à l'amiable par la médiation en suivant les méthodes stipulées ci-après est la méthode privilégiée. Les Lois tunisiennes sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire stipulent qu'à défaut d'une entente, les parties peuvent saisir les juridictions.

IX.1. OBJECTIFS DES RECOURS EN CAS DES PLAINTES

Le CRDA chargera un Bureau spécialisé d'apporter le conseil et appui technique nécessaire à la mise en place du Mécanisme de Gestion de Plaintes (MGP) dont l'objectif consiste à mettre en place un système permettant de recevoir et de faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes sur la performance environnementale et sociale des projets.

La mise en place d'un dispositif de recours) travers un système efficace, transparent, opportun, équitable et non discriminatoire qui permettrait aux personnes lésées de se plaindre et d'éviter les litiges, de régler à l'amiable des plaintes et éviter le mieux que l'on peut à faire recours à la justice, et minimiser la mauvaise publicité, éviter / minimiser les retards dans les travaux d'infrastructure, et enfin d'assurer l'atteinte des résultats du PDPFA-GZ et de la durabilité des interventions prévues.

Le bureau spécialisé en charge de mettre en place et opérationnaliser le MGP précisera les procédures, les règles et les rôles et responsabilités des acteurs, notamment en ce qui concerne les méthodes et les canaux de communication, incluant des options verbales et écrites, pour que des groupes, des individus et/ou des organisations ou structures socioprofessionnelles et autres, puissent manifester (i) leur doléance, insatisfaction ou préoccupation concernant la nature et la portée des impacts des projets et activités du programme et/ou des situations (imprévues/non anticipées) pouvant y résulter, (ii) les procédures organisant et réglant la façon dont le personnel du programme et des projets ou des contractants enregistre, documente et communique en temps opportun les griefs, et qui garantiront que les femmes et les autres groupes vulnérables soient consultés et incités et encourager leurs griefs de façon distincte, (iii) Des critères, règles et procédures qui guideraient le CRDA à considérer et former une opinion sur la validité des plaintes et griefs reçus et pour transmettre une réponse formelle aux parties externes (y compris la source des griefs), (iv) les organes à mettre en place pour la médiation et la résolution à l'amiable des griefs, (v) les méthodes et responsabilités de suivi et évaluation du mécanisme de règlement des griefs.

IX.2. PROCESSUS DE CONSENSUS, NEGOCIATION ET REGLEMENT DES CONFLITS

Le MGP sera opérationnel durant la phase d'études (Etudes d'exécution, etc.), le processus d'élaboration et de mise en œuvre des PAR mais aussi la phase des travaux pour lesquels le CRDA (MOD) fournira dans le cadre du DAO et des Clauses environnementales et sociales les éléments nécessaires pour mettre en place un dispositif structuré de gestion des plaintes.

En ce qui concerne plus particulièrement le processus de traitement des réinstallations involontaires des populations, le MGP comportera les procédures, les mécanismes et les moyens de réception précoce, d'enregistrement et de traçabilité de ces plaintes pouvant surgir pendant la préparation des PAR et/ou leur mise en œuvre durant les travaux. Il s'agira notamment d'un dispositif pour recevoir et traiter les griefs en temps opportun en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables (femmes, jeunes ruraux, etc.). Cela pourrait se matérialiser, selon les cas, par des cahiers de doléances à ouvrir auprès des institutions administratives et des instances légales aux niveaux les près des PAPs (Gouvernorat, Délégations, Imadats).

Les personnes affectées par le projet peuvent déposer leurs plaintes (oral, ou par écrit) soit, au niveau de chaque instance locale et/ou structure administrative dédiées²². Lors du dépôt d'une plainte, un reçu sera délivré. Lorsqu'il le peut, le représentant l'instance et/ou structure administrative répond directement aux questions, commentaires ou plaintes simples qui peuvent être gérés à son niveau. Les questions, commentaires ou plaintes qui ne peuvent pas être gérés à ce niveau sont soumis au CRDA auprès du point focal désigné à cet effet. Les plaintes parvenant au CRDA pour traitement sont : Soit traitées directement et une réponse sera transmise à la personne ayant déposé la question ou la plainte ; Soit transmise au service compétent (Tribunal Immobilier : voir rôles respectifs ci-après) : dans ce cas, le CRDA informe la personne de la transmission de la plainte et se charge de faire le suivi pour s'assurer que la personne reçoive une réponse. Toutes les plaintes doivent faire l'objet d'une documentation précise dès leur enregistrement jusqu'à leur règlement.

IX.2.1 Type de plaintes possibles

A. Plainte liée à l'acquisition de terrains

Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent en cours de l'acquisition, expropriation, ou affectation des terrains nécessaires aux projets d'assainissement sont les suivant :

- Refus de la valeur vénale proposée par l'administration,
- La situation foncière non apurée et anciens titres de propriété,
- Conflits entre les propriétaires,
- Révision et indemnisation relative au bail des terrains domaniaux.

Ces plaintes sont prises en note et remise à la commission des acquisitions au profit des projets publics. Un accusé de réception sera fourni au plaignant après réception. Le comité entrera en contact avec le plaignant de façon à mieux en comprendre l'objet. Dans la mesure du possible, les parties essayeront de s'entendre sur les points de désaccord le cas échéant et d'arriver à une entente à l'amiable. Si aucune entente ne semble possible la commission remettra au plaignant toute l'information nécessaire pour lui permettre de mettre en œuvre la voie judiciaire.

B. Autres type de plaintes

Les plaintes peuvent venir d'une mauvaise compréhension de situation, de l'objet du projet, des choix des sites d'interventions et/ou des sous-composantes concernées du PDPFA-GA ou encore être liées à des effets négatifs des travaux, etc. Plusieurs types de conflits peuvent surgir en cas de réinstallation justifiant ainsi l'existence du MGP prévu. Les problèmes qui peuvent apparaître sont les suivants :

- Erreurs dans l'identification des personnes affectées,
- Désaccord sur des limites de parcelles,
- Conflits concernant l'évaluation d'une parcelle, une habitation ou un autre bien,
- Conflits sur la propriété ou sur les parts, d'un bien donné (indivisions, successions, divorces, et autres problèmes familiaux),
- Désaccord sur les mesures de réinstallation (emplacement du site de réinstallation),
- Désaccord sur le montant de l'indemnisation monétaire,
- Désaccord sur les compensations et les formes d'assistance pour la PAP,
- Conflit sur la propriété d'une activité artisanale/commerciale (propriétaire du fonds et exploitant différents, donc conflits sur le partage de l'indemnisation).

²² Voir formulaire type d'enregistrement et transmission des plaintes en annexes

Dans ces cas, le CRDA accusera leur réception auprès du plaignant, et prendra les mesures pour vérifier le bien-fondé de la plainte et en assurer un règlement dans des délais raisonnables, en dessous de 1 mois.

Le recours à la justice est possible en cas de l'échec de la voie amiable. Mais, c'est souvent une voie hasardeuse. Le recours aux tribunaux nécessite souvent des délais longs avant qu'une affaire soit traitée. Cette situation peut entraîner des frais importants pour le plaignant, et nécessite un mécanisme complexe (avec experts et juristes) qui souvent peut échapper complètement au plaignant et finalement se retourner contre lui. Enfin, les tribunaux ne sont pas censés connaître de litiges portant sur des propriétés détenues de façon illégale.

IX.3 SUIVI ET EVALUATION DU MGP

L'expropriation est un acte involontaire. Et quoi qu'on essaie d'atténuer les conflits tout au long de cette opération, on ne peut pas éviter les mécontentements. Le CRDA est appelé à recueillir, centraliser, analyser et à proposer des améliorations au mécanisme de gestion des plaintes, si nécessaire. Le suivi des plaintes fait partie intégrante des rapports de suivi partagés avec la BAD. Pour ce, la BAD recommande la mise en place d'une cellule permanente de gestion des plaintes. Cette cellule assurera les tâches suivantes:

- Assurer l'accueil des citoyens ayant une plainte à déposer,
- Ecouter et communiquer sur l'impact positive de l'après projet sur les citoyens et la région,
- Comprendre les soucis des personnes affectées,
- Assurer le suivi de leurs demandes,
- Communiquer les réponses,
- Archiver tous les documents relatifs aux différentes plaintes,
- Numériser les plaintes et créer une base de données.

XI. ESTIMATION DES POPULATIONS AFFECTEES ET CATEGORIES D'ÉLIGIBILITÉ

X.1 ESTIMATION DES POPULATIONS AFFECTEES

X.1.1 Estimation du nombre des Personnes pouvant être Affectées (PAP) par sous-composante

Dans le cadre de la mission d'élaboration du PCAR et sur la base de l'analyse sur la documentation disponible et des entretiens et consultations publiques tenues sur le terrain avec les principales parties prenantes, les bénéficiaires et les personnes pouvant être affectées par le projet, un triage préliminaire des besoins en réinstallation a été effectué selon le type de pertes/affections encourus aux PAPs pour les sous-composantes susceptibles de générer des expropriations et de réinstallations. Nous donnons, ci-après, les principales caractéristiques des aménagements et infrastructures dont la réhabilitation et/ou la construction est prévues dans le cadre du PDPFA-GZ.

Tableau n°5 : Composantes et activités du PDPFA-GZ

Type de perte/affection	Périmètres irrigués	Pistes agricoles	Lacs Collinaires
Perte permanentes des terres et des cultures			
La perte permanente des terres	Non	Oui	Oui
Perte permanente d'arbres	Non	Oui	Oui

Perte permanentes de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Non	Non	Oui
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	Oui	Oui	Oui
Dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Oui	Oui	Oui
Les groupes vulnérables			
Atteintes aux droits des groupes vulnérables	Non	Oui	Non

X.1.2 Périmètres Irrigués

Dns le cadre de la sous-composante **A1. Aménagements hydro-agricoles** il est prévu : (i) la réhabilitation et l'équipement de 1.158 ha d'anciens périmètres publics irrigués (PPI) avec 4.000 ml de conduites en amiant ciment à remplacer par d'autres en polyéthylène PEHD ; (ii) l'aménagement de 350 ha de nouveaux périmètres irrigués (PI). La sous-composante **A2. Création des Forages et puits de Surface** concerne : (i) la réalisation de 12 forages (150-200 m), (ii) la création de 50 nouveaux puits de surface dotés de sources d'énergie propre (solaire), (iii) l'étude d'actualisation des bilans d'exploitation des nappes et (iv) le renforcement du réseau de mesures piézométrique pour le suivi et le contrôle du niveau des nappes.

Tableau n°6 : Caractéristiques de 12 Périmètres Irrigués à Réhabiliter

Délég.	Nom du périmètre	Décret de création	Superficie (ha)	Nombre de Bénéf.
Nadhour	Maidher Nord	Décret 2004 - 1275	67	64
	Sidi Abdelkader	Décret 2001 - 423	118	67
	Nadhour2	Décret 2000 - 2324	94	33
	Nadhour3	Décret 2000 - 2323	78	38
	Nadhour5	Décret 2000 - 2317	167	54
	Hnainia	Décret 2005 - 2209	89	36
	Soughas	Décret 2004 - 1274	53	53
	Naffet	Décret 2000 - 2325	98	59
	Regba	Décret 2005 - 2153	73	23
Saouaf	Oued El Gsab	Décret 2005 - 2211	114	46
	Zguidène 2	Décret 2000 - 2318	142	57

Zriba	Jradou	Décret 2001 - 307	57	127
TOTAL			1150	657

Tableau n°7 : Caractéristiques de 4 Périmètres Irrigués à Créer

Déleg.	Nom du périmètre	Superficie (ha)	Nb Be bénéf.	Observation
Zriba	Bir El Guebla	100	85	La création de sondage et l'étude sont prévues dans le cadre du PDPFA-GZ
	Jradou Terres domaniales	95	7	
	Zriba Olia	50	45	
Fahs	Ain Essid	105	28	Le sondage est déjà exécuté L'étude APS est en cours
TOTAL		350	165	

Remarque : Tous les bénéficiaires du périmètre Ain Essid ont signé un engagement de non objection aux travaux d'aménagement du périmètre irrigué, la même démarche sera prévue dans les études des 3 autres périmètres à créer.

En ce qui concerne la création des PI, ils sont créés sur demande et en accord avec les propriétaires (avec ou sans titre) et/ou avec les exploitants. Cela aboutira à l'assainissement de la situation foncière et l'attribution des parcelles avec titres à tous les occupants du PI. Il convient de signaler que la création des PI fait l'objet d'un décret gouvernemental. Les décret fixe la contribution aux investissements publics prévue²³, , est obligatoirement payée pour chaque périmètre irrigué et en priorité en nature (terre) pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est supérieure à la limite maximale fixée au tableau susvisé.

La valeur de cette contribution est payée obligatoirement en espèces pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est inférieure à la limite minimale fixée au tableau susvisé. Elle est payée en espèces ou en nature au choix du propriétaire au cas où la superficie des terres objet de la propriété est comprise entre les limites maximale et minimale fixées au tableau susvisé. La superficie restante après la contribution en nature ne doit pas être inférieure à la limite minimale.

Pour les PI objet de réhabilitation, des agriculteurs peuvent être affectés à titre provisoire pendant les travaux : l'entrepreneur devra louer les terres jusqu'à l'achèvement des travaux, pour l'installation de chantier et le stockage des matériaux, le stationnement de ses camions et de ses engins, etc. Le loueur (propriétaire) sera indemnisé aussi sur la perte des cultures ou des arbres (montant de la valeur du marché actuelle de la même région). Le propriétaire a le droit de refuser de louer son terrain. Mais aucune expropriation n'est prévue. Aussi, les interventions des entreprises doivent être judicieusement programmé pour éviter les campagnes agricoles et provoquer tout entrave à l'activité pouvant générer une réduction des revenus des agriculteurs PAPs.

De par la nature des travaux prévus, il est possible qu'il y a de destruction des cultures, d'arrachage d'arbre et destruction des bâtiments ou infrastructures existant à l'intérieur des PI et au niveaux des emprises amenant

²³ Selon l'article 2 de la loi susvisée n° 63-18 du 27 mai 1963

les conduites d'eau à partir des forages externes. Cependant, le CRDA veillera à informer les PAPs potentiels et les concerter pour toute éventuelle occupation provisoire ou atteinte aux cultures, arbres et biens pendant les travaux prévus au niveau des PI.

Aussi, le CRDA prendra les dispositions nécessaires auprès de ses contractants pour assurer la fermeture des chantiers conformément à la règle de l'art en la matière ; plus particulièrement il veillera à ce que :

- La remise en état des voies d'accès, de zones de stockage utilisées et les aires de baraquement.
- Aucun déchet solide (toutes catégories confondues) ne sera abandonné in situ ou dans les environs et les servitudes des périmètres des travaux ;

Sous réserve que le CRDA présente des documents dûment signés et actés par les agriculteurs exerçants dans les PI concernés par le projet, où ses derniers expriment leur non opposition aux travaux projetés et leur acceptation d'occupation provisoire de leurs parcelles au besoin des travaux, aucune expropriation ou pertes économiques n'est à prévoir.

IV.1.3 Pistes agricoles

Le tableau n°8, ci-après, donne les caractéristiques des pistes agricoles en termes de situation, de statut fonciers (DPR : Domaine Public Routier), de longueur et de largeur d'emprises actuelle et prévue dans le cadre de la réhabilitation prévu par le PDPFA-GZ. Selon les données transmises par le CRDA concernant le statut foncier de ces pistes, elles appartiennent toutes au domaine public routier.

Nous ferons par la suite une estimation des personnes pouvant être affectées par le projet sur la base d'une estimation des parcelles pouvant être traversées par ces pistes.

Tableau n°8 : Caractéristiques de pistes agricoles programmées pour exécution

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Largeur (m) Actuelle	Largeur (m) Prévu	Statut foncier
1	Nadhour	Ouled el Godhbene - Sidi Neji	6.7	4.8	9	DPR
2		Gp3 - PPI Nadhour 5 Antenne	4.6	5.5 et 3.8	7 et 5	DPR
3		Piste Douathriya	3.4	6.3	9	DPR
4		Piste RN3 - Henchir Ejdid	1.3	4.8	7	DPR
5	Zriba	Piste Hammem Zriba - Oued Erromen Fedden El Ain	1.9	5.3	9	DPR
6		Piste Hammem Zriba - Bni Mar	7.6	7.2	9	DPR
7	Saouaf	Piste PPI Oued Ettouil	3	5	9	DPR
8		Piste Hmira - Zguidene	1.95	5	9	DPR
9	Zaghouan	Piste PPI Sidi Zid	1.1	5	5	DPR
Total			31.5 km			

Les pistes traversées des exploitations privées qui selon les résultats de l'enquête socioéconomique réalisée en 2014 dans le cadre de l'étude de faisabilité du PDAI, zone Sud-Est démontre que les superficies moyennes dans les 4 délégations, à savoir : Zagouan, Zriba, Saouef et Nadhour, sont respectivement de 4.8, 6.8, 7.0, 7.3 ha. Ce qui donne une moyenne de 6,5 ha que nous retenons pour faire une estimation des parcelles pouvant être concernées par des expropriations et/ou des pertes économiques.

Si nous considérons une superficie moyenne de 6,5 ha pour les parcelles pouvant être traversées par les pistes, chaque parcelle sera traversée en moyenne sur une longueur de 300 m. Nous pouvons estimer le nombre des PAPs tel qu'indiqué au tableau n°10 suivant.

Tableau n°10 : Nombre estimé des parcelles touchées des pistes agricoles en cours d'étude

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Nombre de parcelles touchées
1	Nadhour	Ouled el Godhbene - Sidi Neji	6.7	22
2		Gp3 - PPI Nadhour 5 Antenne	4.6	15
3		Piste Douathriya	3.4	11
4		Piste RN3 - Henchir Ejdid	1.3	4
5	Zriba	Piste Hammem Zriba - Oued Erromen Fedden El Ain	1.9	7
6		Piste Hammem Zriba - Bni Mar	7.6	25
7	Saouaf	Piste PPI Oued Ettouil	3	10
8		Piste Hmira - Zguidene	1.95	7
9	Zaghouan	Piste PPI Sidi Zid	1.1	3
Total			31.5 km	104

Pour les pistes programmées totalisant 31,5 mn et dont la largeur prévue après réhabilitation est de 7 et de 9 m de chaussé et emprise incluse, il est inévitable que le projet ne provoque pas des expropriations et des pertes économiques. Les nombres des parcelles qui serait concernées est d'environ 125 autrement dit **125 Personnes seraient Affectées par le Projets**. Les pertes à prévoir serait des pertes de terrain ou des pertes économique notamment arrachage d'arbre et destruction des cultures. A priori, le projet n'engendrera de déstructuration des biens immeubles. En ce qui concerne les **pistes qui vont faire l'objet d'études postérieures**, le tableau n°11, ci-après, indique les caractéristiques des pistes agricoles en termes de situation, de statuts foncier, de longueur et de largeur d'emprises actuelle. Il est à signaler que selon les données transmises par le CRDA toutes ces pistes appartiennent au domaine public routier.

Nous ferons également par analogie de ce qui précède une estimation des personnes pouvant être affectées par le projet sur la base d'une estimation des parcelles pouvant être traversé par ces pistes.

Tableau n°11 : Nombre estimé des parcelles touchées par la réhabilitation des pistes

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Largeur (m) Actuelle	Statut foncier
1	Fahs	Aouled ben nirene hlawniya GP 4	1.5	5	DPR
2		Douar awled arfa – Douar el Mlizet	4.5	5	DPR
3		Ferme ali jlassi –aouled mana	4	5	DPR
4	Nadhour	Douar jlayliya + douar draydiya	3	4	DPR
5	Bir Mchergua	Bir el Birette –Frajliya-Aouled Drid	5	5	DPR
6	Zriba	Swiniette	3	4	DPR
Total			21 km		

Tableau n°12 : Caractéristiques de pistes agricoles

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Largeur (m) Actuelle	Nbre Parcelles touchées
1	Fahs	Aouled ben nirene hlawniya GP 4	1.5	5	5
2		Douar awled arfa – Douar el Mlizet	4.5	5	15
3		Ferme ali jlassi –aouled mana	4	5	13
4	Nadhour	Douar jlayliya + douar draydiya	3	4	10
5	Bir Mchergua	Bir el Birette –Frajliya-Aouled Drid	5	5	17
6	Zriba	Swiniette	3	4	10
Total			21 km		70

Pour les pistes dont les études vont être réalisées qui totalisent une longueur de 21 mn, et compte tenu de la largeur réduite actuelle de ces pistes qui est située entre 5 et m, il serait inévitable le projet touche environ 84 parcelles soit 84 PAPs. Et ce à moins que le CRDA acceptera la proposition de maintenir ces pistes dans la limite des emprises actuelles.

Les pertes à prévoir serait des pertes de terrain ou des pertes économique notamment arrachage d'arbre et destruction des cultures. A priori, le projet n'engendrera de déstructuration des biens immeubles.

X.1.4 Lacs collinaires

Pour les lacs collinaires, le tableau n°13, ci-dessous, donnent les principales caractéristiques des aménagements prévus et ce en termes de : situation, statut foncier, superficie inondable, nombre des bénéficiaires et nombre de PAPs.

Il convient de souligner que le nombre des PAP est très réduits soit 16 PAP parmi 42 bénéficiaires. A souligner aussi que la décision d'aménager ces lacs collinaires est prise à la demande des bénéficiaires y compris.

Tableau n°13 : Caractéristiques des lacs collinaires en cours d'études

N°	Nom du lac	Délégation	Secteur	Statut Foncier	Superficie inondée (ha)	Nombre de bénéficière	Nombre de PAP
1	Ouja	Nadhour	Souar	Privé	10.3	10	6
2	Douaffine	El Fahs		Privé	5.71	14	4
3	Tllil	El Fahs	Oum Labwab	Privé	3.7	6	1
4	Maleh	El Fahs	Oum Labwab	Privé	6.5	10	1
5	Sbayhiya	Zaghouan	Sbayhiya	Privé	2.81	12	4
Total					29.02	42	16

X.1.5 Estimation globale du nombre des Personnes pouvant être Affectées (PAP) par le projet

Le nombre total des personnes pouvant être affectées par le projet s'élève à 190 PAPs répartis comme suit :

- *Pistes rurales dont la réhabilitation est projetée : 104 PAPS*
- *Piste rurales soumis à études : 70 PAPS*
- *Lacs collinaires : 16 PAPS*

X.2. CATEGORIES DES BIENS ET PAPs EN FONCTION DES BESOINS D'ACQUISITION DE TERRES

Les personnes affectées, temporairement ou de façon permanente par la perte d'un immeuble ou d'une source de revenu liée à la mise en œuvre d'un projet, ont droit à une compensation, tel que stipulé dans la SO2 du SSI de la Banque. Les personnes éligibles se retrouvent dans plusieurs catégories : personne affectée ayant un titre de propriété, personne affectée utilisant un bien avec l'accord du propriétaire, personne affectée utilisant un bien de manière informelle. La compensation sera établie suivant les politiques de la Banque et la législation tunisienne applicable.

X.2.1 Catégories des biens affectées

A. Les catégories des biens affectées dont les occupants, exploitants et/ou propriétaires disposent d'un titre légal sont :

- ✓ Terre : L'indemnisation pour la terre se fait selon la superficie égale à la valeur de remplacement : Prix du marché local plus frais d'enregistrement 5 %.
- ✓ Arbres et Cultures : L'indemnisation se fait selon la valeur du marché actuelle qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive, etc.) La valeur du marché sera déterminée par une commission composée d'experts de l'état et en se basant sur les ventes des trois dernières années. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet.
- ✓ Bâtiments : Compensation sur la perte du terrain et indemnisation sur la valeur du marché des bâtiments et constructions à démolir y compris les frais d'enregistrement des contrats et les autres frais évalués dans l'expertise du domaine de l'état tel que le déménagement. Ceci comprendra aussi une assistance pour trouver un endroit alternatif si nécessaire. Le PAP est autorisé à prendre tous les matériaux récupérables sans incidence sur l'évaluation.
- ✓ Travail/source de revenus : L'évaluation du fonds de commerce comprend le prix de fonds de commerce et le prix de l'arrêt de l'activité et de la réinstallation. L'évaluation du coût du fonds de commerce dépend du matériel (enseignes, étagères, vitrines, etc.) et de la perte des clientèles et d'achalandage et de la réputation. En cas de reconstruction du bâtiment de commerce et de la reprise de l'activité, le propriétaire du fond sera indemnisé sur la période d'arrêt de l'activité. La valeur de compensation sera évaluée suivant la recette qui est évaluée par l'expert désigné.

Les personnes affectées par le projet avec un titre légal : Celles-ci recevront une compensation pour le terrain, la culture/arbres, sources de revenus selon l'impact individuel (taille de la parcelle, nombre d'arbres, etc.).

B. Les catégories des biens affectées dont les occupants, exploitants et/ou propriétaires ne disposent d'un titre légal sont :

- ✓ Accès aux terres : Pas d'indemnisation pour l'occupant informel sur le terrain, mais la commission régionale, dans le cadre social au niveau régional, assurera la compensation de ces occupants pour les constructions ou les cultures ou les commerces qui se trouvent sur le terrain.
- ✓ Arbres/Cultures : L'administration se charge, à travers la commission régionale et dans le cadre social, de compenser et de fournir l'aide nécessaire à l'exploitant afin qu'il puisse retrouver une source de revenu équivalente.
- ✓ Bâtiments : Compensation sur la perte de construction au prix du marché à travers la commission régionale dans le cadre social avant le démarrage des travaux y compris tous les frais de déménagement. Ceci comprendra aussi une assistance pour les aider à trouver un endroit alternatif si nécessaire.

- ✓ Travail/source de revenus : La commission régionale dans le cadre social assurera que les occupants seront compensés (expertise de l'activité, période d'arrêt, des frais de réinstallation, etc.), et assurera que la situation de PAP sera améliorée ou si ce n'est pas possible, leurs moyens d'existence rétabli à un niveau équivalant la situation avant le projet, et ceci avant l'acquisition des terrains, par exemple en fournissant de l'emploi dans le projet.

Les personnes affectées par le projet sans titre légal : Celles-ci seront compensées selon les mêmes principes directeurs que les personnes avec titre légal, mais la compensation se fera à travers la commission régionale et le cadre social.

- C. Les biens affectés à titre provisoire pendant les travaux : l'entrepreneur devra louer les terres jusqu'à l'achèvement des travaux, pour l'installation de chantier et le stockage des matériaux, le stationnement de ses camions et de ses engins, etc. Le loueur (propriétaire) sera indemnisé aussi sur la perte des cultures ou des arbres (montant de la valeur du marché actuelle de la même région). Le propriétaire a le droit de refuser de louer son terrain.

Lors de l'évaluation finale ex-post du PAR, la situation des personnes affectées par le projet sera revue afin de s'assurer qu'elles ont été prises en charge de manière adéquate.

X.2.2 Catégories des Populations Affectées par le Projet (PAPs)

En fonction du type de propriété foncière et de leur statut socio-économique on peut retrouver différentes catégories de personne affectée. La section suivante donne les informations nécessaires à leur identification. Les principaux droits en matière de compensation et d'appui sont repris dans la matrice de compensation

Au stade actuel de la préparation du programme et compte tenu des impacts potentiels, l'on y distingue trois grandes catégories des populations affectées :

- Individu affecté : il s'agit des individus ayant subi, du fait du sous-projet, la perte de biens, de terres ou de propriété et/ou d'accès à des ressources naturelles ou économiques et auxquels une compensation est due ;
- Ménage affecté : un ménage est considéré comme affecté si un ou plusieurs de ses membres subissent un préjudice causé par les activités du programme (perte de propriété, de terres ou perte d'accès à des ressources naturelles ou à des sources de revenus, ou tout autre préjudice). Ce préjudice peut concerner.
- Un membre du ménage (homme, femme, enfant, autre dépendant, etc.),
- Des personnes rendues vulnérables par l'âge ou par la maladie et qui ne peuvent exercer aucune activité économique,
- D'autres personnes vulnérables qui ne peuvent pas prendre part, pour des raisons physiques ou culturelles, à la production,
- Ménages vulnérables : les ménages vulnérables sont ceux qui risquent de devenir plus vulnérables suite au processus de réinstallation. Il s'agit de ménages ayant des besoins en mesure de compensation et en mesures additionnelles d'atténuation qui se trouvent supérieures aux autres ménages. Ces ménages vulnérables comprennent principalement
- Les femmes rurales (dont la vulnérabilité est liée à l'absence ou à la faiblesse des appuis dont elles bénéficient ; les besoins spécifiques de ces femmes seront pris en compte dans le cadre des plans de réinstallation),
- Les personnes âgées (dont la réinstallation involontaire ne doit pas conduire à les séparer des personnes ou du ménage dont ils dépendent),
- Les handicapés : ceux qui éprouvent de difficultés, à cause de handicaps physiques ou visuels, d'exercer normalement leurs activités économiques.

- Les enfants en situation difficile particulièrement ceux sans domicile fixe, orphelins, etc
- L'évaluation de la situation sur le terrain n'indique pas de risque que des migrants ou des réfugiés se trouveront parmi les PAP.

Ces quelques points susmentionnés ne sont que des pistes de recherche de catégories de personnes affectées. Des études socio-économiques susceptibles d'être réalisées dans le cadre du plan de réinstallation détermineront le mieux et de façon spécifique à chaque sous-projet, les catégories de personnes affectées

La matrice d'éligibilité ci-dessous indique les différentes catégories de personnes pouvant être affectées et les compensations auxquelles elles ont droit en fonction des types de pertes.

Seules les personnes présentes dans la zone d'intervention du projet lors de la date butoir (date de recensement qui sera réalisé une fois que les études techniques complètes seront validées) sont éligibles. La date butoir doit être clairement communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête.

De plus, une annonce au public sera faite par les gouvernorats. Les personnes qui s'installent ou qui investissent en immeubles dans la zone à acquérir après la date butoir ne sont pas éligibles à une compensation pour les investissements ayant eu lieu après le date butoir.

Les compensations spécifiques seront déterminées en se basant sur la matrice d'éligibilité et sur la base de calcul indemnisation liées à la réinstallation.

X.3 CRITERES D'ELIGIBILITE POUR DEFINIR LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

La législation Tunisienne reconnaît la propriété officielle [avec titre] ainsi que la propriété informelle. Est considérée éligible aux indemnités prévues, toute personne affectée par le projet, propriétaire [légal ou informel] et qui a été recensée dans l'enquête PAR. Selon les règlements de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, les conditions générales et les dispositions d'éligibilité et de compensation sont :

- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou par voie judiciaire. La prise de possession des immeubles expropriés peut se faire après consignation ou paiement d'une indemnité provisoire selon le cas.
- Exceptionnellement on peut conclure un accord avec le propriétaire de l'immeuble sous forme d'une compensation en nature, si l'expropriation concerne des terres agricoles soumises aux réglementations de protection et dans les limites des réserves disponibles.
- Et ce, tout en préservant le droit de l'exproprié de recourir à la justice selon les principes généraux du droit, l'indemnité d'expropriation précitée ne peut en aucun cas englober concerner les montants demandés à titre d'indemnisation des dommages indirects dus à la réalisation du projet public.
- Aucune indemnité ne sera octroyée à titre d'indemnisation des droits dus aux actes illégaux accomplis dans le but d'obtenir ladite indemnité.
- Les détenteurs de droits immobiliers ou mobiliers qui peuvent demander des indemnisations séparées à celles dues aux propriétaires seront informés des propositions les concernant selon les mêmes procédures d'indemnisations.
- L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par décret gouvernemental présenté au tribunal administratif pour avis, le décret devra mentionner la nature de l'immeuble et le projet à réaliser.
- Les bâtiments dont une partie a été expropriée pour cause d'utilité publique seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent par une demande manuscrite dans un délai d'un mois à compter de la date de notification énoncée par l'article 24 de la présente loi.

- Nonobstant toutes les situations ainsi que tous les cas pétitoires, la propriété est transférée à l'expropriant par l'effet du décret d'expropriation tout en tenant compte des dispositions de l'article 305 (nouveau)³ du code des droits réels pour les immeubles immatriculés soumis à l'effet constitutif de l'inscription.
- La prise de possession des immeubles expropriés par l'expropriant ne peut se faire qu'après consignation ou paiement de l'indemnité provisoire fixée par l'expert des domaines de l'Etat ou par l'expert judiciaire chargé par la partie concernée du projet.

Pour sa part, la Politique en matière de déplacement involontaire de population de la Banque décrit comme suit les critères d'éligibilité pour la définition des catégories de personnes affectées par un projet :

4. Les personnes qui ont des droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens, reconnus par les lois du pays.
5. Les personnes n'ayant pas de droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver leurs droits en regard des lois coutumières du pays. Dans le cadre du projet, les propriétaires coutumiers englobent deux types de propriété : la propriété acquise sur la base de droits ancestraux sur la terre ; et, la propriété acquise à travers des actes de vente reconnus par la communauté.
6. Les personnes qui n'ont pas de droits, légaux ou autres, susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent, et qui ne sont pas incluses dans les deux catégories décrites ci-dessus.

Ces personnes ont droit à une aide à la réinstallation pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie [indemnisation pour la perte d'activités génératrices de revenus, de moyens de subsistance, de propriété sur des ressources communes ou privées, de cultures, etc.], à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant la date butoir prévue par le projet. La date butoir doit clairement être communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête. De plus, une annonce au public doit être faite par les gouvernorats. Les personnes qui s'installent ou qui investissent en immeubles dans la zone à acquérir après la date butoir ne sont pas éligibles à une compensation pour les investissements ayant eu lieu après le date butoir. Les personnes ressentant qu'elles ont le droit à une compensation ou assistance, présentes avant la date butoir, peuvent porter réclamation auprès de l'administration par le mécanisme de gestion des plaintes. Ainsi, la politique de la Banque s'applique à toutes les personnes affectées, quel que soit leur statut, qu'elles aient ou non des titres formels, des droits légaux ou des droits coutumiers, pourvu qu'elles occupassent les lieux avant la date limite d'éligibilité.

X.4 MATRICE D'ELIGIBILITE

Ci-après nous fournirons dans les tableaux n°15 et n°16, ci-dessus :

- La matrice d'éligibilité des PAPs par type de perte, situation foncière et modalités de compensation associées selon la Loi 2016-53. Cette matrice résume de façon générique les différentes modalités d'expropriation et modalités de compensations offertes selon le type du bien (et son statut) ou activités affectés.
- Une matrice de recensement indicatif des possibilités d'expropriation ou perte économique pour les sous-composantes concernées.

Ces matrices nous ont permis d'estimer les nombres des PAPs potentiels (Chapitre X) et les coûts pouvant être induits de l'expropriation. Les coûts pourraient être réduits si des PAPs accepteraient de céder leurs biens au profit du projet. Le CRDA appliquera la procédure de concession volontaire. Dans ce cas il est impératif que le CRDA présente dans les PARs (Complets ou abrégés) des documents signés par les PAPs et actés et enregistrés conformément à la réglementation en vigueur et attestant de l'acceptation libre et volontaire des chaque PAP concerné.

Tableau n°15 : Matrice d'éligibilité des PAPs par type de perte, situation foncière et modalités de compensation associées

Type de perte	Eligibilité	Situation foncière	Compensation
Perte permanente des terres et des cultures			
La perte permanente des terres	<ul style="list-style-type: none"> Propriétaire d'un terrain immatriculé Propriétaire d'un terrain en cours d'immatriculation Présumé propriétaire d'un terrain non-immatriculé (s'il n'y a pas d'objection après la publicité de 60 jours de la propriété [application de l'article 38 de la Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique]). 	<ul style="list-style-type: none"> Terrain immatriculé Terrain en cours d'immatriculation Terrain non immatriculé avec un acte de propriété ; Terrain non immatriculé sans papier [Article 38 de la Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique]. 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation selon la superficie égale à la valeur de remplacement [prix du marché local plus frais d'enregistrement (5 %). Le paiement doit être reçu par le PAP avant l'acquisition du terrain ou le début des travaux. Le prix du marché est déterminé en fonction des prix de terrains avoisinants par l'expert du ministère du domaine de l'état et/ou un agent immobilier accrédité. Si la superficie de la partie restante de la parcelle initiale (parcelle avant l'expropriation) s'avère ne plus être exploitable, le propriétaire formule une demande à l'administration qui va étudier le cas en associant l'expert du domaine de l'état. Si la parcelle est jugée non exploitable après ces évaluations, l'administration prend possession de toute la parcelle. Les impacts de l'acquisition de terres sont des empreintes linéaires qui n'ont qu'une faible incidence sur l'ensemble des activités foncières et génératrices de revenus des PAPs. Ainsi, les indemnisations en cash peuvent être priorisé. Le paiement de l'indemnité aux PAP est effectué avant le déplacement, et ce déplacement sera conclu avant le démarrage des travaux de génie civil. L'indemnité comprend aussi les frais d'enregistrement et les frais de déménagements lorsqu'applicable. Si l'impact est majeur (au-delà de 10 % des moyens d'existence d'un PAP), il est demandé que les mesures pour les PAPs vulnérables soient appliquées.
	Présumés de propriété s'il n'y a pas d'objection après la publicité de 60 jours de la propriété [application de l'article 38 de la Loi n°2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique].	Terrain immatriculé appartenant au privé	<p>Dans le cas de contestation de titres <i>après</i> le versement d'une indemnité à un propriétaire présumé selon article 38 de la loi, la loi précise que les concurrents doivent obtenir le transfert de l'indemnité du propriétaire présumé qui a été indemnisé pour le terrain.</p> <p>Pas d'indemnisation pour l'occupant informel sur le terrain, mais la commission régionale, dans le cadre social au niveau régional, assurera la compensation de</p>

			ces occupants pour les constructions ou les cultures ou les commerces qui se trouvent sur le terrain.
Perte permanente d'arbres ou de cultures	Exploitant propriétaire	Terrain immatriculé appartenant au privé.	Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive, etc.]. La valeur du marché sera déterminée par une commission composée d'experts de l'état et en se basant sur les ventes des trois dernières années. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet
	Exploitant de la terre agricole avec un contrat de location.		
	Exploitant informel		<ul style="list-style-type: none"> ▪ En pratique, le propriétaire des cultures sera indemnisé sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive, etc.) ▪ L'administration se charge, à travers la commission régionale et dans le cadre social, décompenser et de fournir l'aide nécessaire à l'exploitant afin qu'il puisse retrouver une source de revenu équivalente. ▪ Lors de l'évaluation finale ex-post du PAR, la situation des exploitants affectés sera revue afin de s'assurer qu'elles ont été prises en charge de manière adéquate.
	Exploitant de la terre agricole avec un contrat de location.	Terrain cultivé appartenant au domaine de l'état.	Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive, etc.) avec possibilité d'échange du bail dans un autre terrain. La valeur du marché sera déterminée par une commission composée d'experts de l'état et en se basant sur les ventes des trois dernières années. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet
Perte permanente de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Propriétaire et/ou exploitant du site ou de l'entreprise (incluant le PPI) et travailleurs	Fonds de commerce (l'entreprise est enregistrée à la recette des finances)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'évaluation du fonds de commerce comprend le prix de fonds de commerce et prix de l'arrêt de l'activité et de la réinstallation. L'estimation de la valeur de l'indemnité sur la perte de revenu dépend aussi

			<p>de la période d'arrêt de l'activité jusqu'à sa reprise (en cas de réinstallation) pour les propriétaires qui vont reprendre leur activité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'évaluation du coût du fonds de commerce dépend du matériel (enseignes, étagères, vitrines, etc.) et de la perte des clientèles et d'achalandage et de la réputation. ▪ En cas de reconstruction du bâtiment de commerce et de la reprise de l'activité, le propriétaire du fond sera indemnisé sur la période d'arrêt de l'activité, inclus des périodes de transition. La valeur de compensation sera évaluée suivant la recette qui est évaluée par l'expert désigné.
	Occupant informel	Sans fonds de commerce	La commission régionale dans le cadre social assurera que les occupants seront compensés (Expertise de l'activité, période d'arrêt, des frais de réinstallation, etc. Lors de l'évaluation finale ex-post du PAR, la situation des exploitants affectés sera revue afin de s'assurer qu'elles ont été prises en charge de manière adéquate.
	Locataire ou gérant libre	Exploitation d'un fonds de commerce sans en être propriétaire et sans en être un employé	La commission régionale dans le cadre social assurera que les occupants seront compensés [expertise de l'activité, période d'arrêt,
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Propriétaire du terrain [incluant le PPI] et travailleur ▪ Loueur formel [fermier] 	Toutes les situations foncières	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entrepreneur qui va exécuter les travaux sera obligé de louer des terres, jusqu'à l'achèvement des travaux, pour l'installation de chantier et le stockage des matériaux, le stationnement de ses camions et de ses engins, etc. ▪ Le CRDA veillera à ce que cette mesure soit incluse dans les Clauses Environnementales et Sociales du DAO ▪ Le loueur formel ou propriétaire sera indemnisé aussi sur la perte des cultures ou des arbres [montant de la valeur du marché actuelle de la même région.] ▪ Le propriétaire a le droit de refuser de louer son terrain.

	Occupant informel		<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'utilisateur informel sera indemnisé aussi sur la perte des cultures ou des arbres [montant de la valeur du marché actuelle de la même région.] <p>En cas d'affectation importante qui affecterait ces revenus (au-delà de 10 % des moyens d'existence d'un PAP) le PAP pourra avoir accès à des compensations de façon à éliminer sa perte de moyen de subsistance, des appuis et une assistance qui lui permettra de recouvrir rapidement ces moyens de subsistance a la fin des travaux</p>
Les dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Le propriétaire du terrain	Toutes les situations foncières	Le marché signé entre l'administration et l'entrepreneur prévoit que l'entrepreneur doit remettre la parcelle en état après l'achèvement des travaux et que tout actif endommagé ou détruit non prévu et non indemnisé par le PAR sera remboursé par l'entrepreneur au coût de remplacement ou au coût du marché selon le type d'actif affecté.
Les groupes vulnérables			
Les groupes vulnérables	Handicapés, enfants orphelins, personnes âgées sans revenus.	Toutes les situations foncières	<p>La commission régionale dans le cadre social assurera l'aide des personnes vulnérables</p> <p>Des approches d'appui spécifique pour ces personnes sont définies dans le PAR et lors de l'évaluation finale ex-post du PAR, la situation des exploitants affectés sera revue afin de s'assurer qu'elles ont été prises en charge de manière adéquate.</p> <p>Les administrations concernées seront demandées d'assurer que les PAP vulnérables bénéficient du projet dans la mesure du réalisable en termes d'emploi, irrigation, ou autre soutien au développement économique.</p> <p>Dans le cas où certaines de ces personnes ne pourrait bénéficier des emplois ou des bénéfices du projet un appui en vivres et/ou en cash sera prévue dans les PAR/PSR de façon à s'assurer que ces personnes puissent conserver les moyens de subsistance pour la durée des effets négatif du projet sur leur qualité de vie.</p>

Tableau n°16 : Recensement indicatif des possibilités d'expropriation ou perte économique pour les sous-composantes concernées

Type de perte	Périmètres irrigués	Pistes agricoles	Lacs Collinaires
Perte permanentes des terres et des cultures			
La perte permanente des terres	Non	Oui par endroit	Oui
Perte permanente d'arbres	Non	Oui par endroit	Oui
Perte permanentes de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Non	Non	Oui
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	Oui	Oui par endroit	Oui
Les dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Oui	Oui par endroit	Oui
Les groupes vulnérables			
Les groupes vulnérables	Non	Oui ²⁴	Non

²⁴ Possibilités de perturbation ou entrave à la circulation et au déplacement des personnes notamment les handicapés, les femmes rurales et les scolaires

X.5. DATE BUTOIR D'ELIGIBILITE

Fixer la date butoir est cruciale car seule les personnes présentes dans la zone d'intervention du projet lors de la date butoir (date de recensement qui sera réalisé une fois que les études techniques complètes seront validées) sont éligibles. La date butoir doit être clairement communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête. De plus, une annonce au public sera faite par les gouvernorats. Les personnes qui s'installent ou qui investissent en immeubles dans la zone à acquérir après la date butoir ne sont pas éligibles à une compensation pour les investissements ayant eu lieu après la date butoir.

Les compensations spécifiques seront déterminées en se basant sur la matrice d'éligibilité et sur la base de calcul indemnisation liées à la réinstallation. Ces personnes ont droit à une aide à la réinstallation pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie (indemnisation pour la perte d'activités génératrices de revenus, de moyens de subsistance, de propriété sur des ressources communes ou privées, de cultures, etc.), à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant la date butoir prévue par le projet.

Les personnes ressentant qu'elles ont le droit à une compensation ou assistance, présentes avant la date butoir, peuvent porter réclamation auprès de l'administration par le mécanisme de gestion des plaintes.

Ainsi, la politique de la Banque s'applique à toutes les personnes affectées, quel que soit leur statut, qu'elles aient ou non des titres formels, des droits légaux ou des droits coutumiers, pourvu qu'elles occupassent les lieux avant la date limite d'éligibilité.

En résumé en ce qui concerne le PDPFA-GZ, le CRDA est tenu de fixer une date butoir avec de lancer le processus d'élaboration des PARs (Complet ou Abrégés).

Tel que mention ci-dessous les premières étapes du processus devrait être lancé par le CRDA au plus tard début au début du 2^{ème} trimestre 2019 par la préparation de l'état parcellaire (via l'OTC), la date butoir devrait être fixe au plus tard courant du mois de juin 2019.

Phases d'études & Tâches	Années							
	2019				2020			
Elaboration et approbation du PCAR								
Préparation de l'État parcellaire / OTC								
Lancement de l'étude PAR par CRDA désignation de bureau d'études								
Consultation publique / autorités régionales et locales lancement des PARs abrégés ou complets								

La date limite d'éligibilité correspond habituellement au début de la période de recensement des personnes affectées et de leurs propriétés dans la zone d'étude. Au-delà de cette date, l'occupation et/ou l'exploitation d'une terre ou d'une ressource visée par le projet ne peut plus faire l'objet d'une indemnisation. La date limite d'éligibilité pour les PAP recensées sera fixée au début de chaque recensement. La date butoir doit être clairement communiquée aux représentants locaux, aux personnes présentes lors des consultations ainsi qu'aux personnes rencontrées durant l'enquête. De plus, une annonce au public sera faite par le gouvernorat et les délégations.

XII. MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS

XI.1. EVALUATION PAR CATEGORIE DE BIENS AFFECTEES

Le tableau n°7 suivant donne une évaluation en terme de nombre de PAPs par catégorie de biens affectées.

Tableau n°17 : Composantes et activités du PDPFA-GZ

Type de perte/affection	Périmètres irrigués	Pistes agricoles	Lacs Collinaires
Perte permanentes des terres et des cultures			
Perte permanente des terres	Non	Oui par endroit	Oui
Perte permanente d'arbres	Non	Oui par endroit	Oui
Perte permanentes de revenus et des moyens d'existence			
Travail/Emploi	Non	Non	Oui
Utilisation temporaire des terres lors de l'exécution des travaux du projet			
Utilisation temporaire de la terre lors de l'exécution des travaux	Oui	Oui par endroit	Oui
Dégâts causés par l'utilisation temporaire de la terre	Oui	Oui par endroit	Oui
Les groupes vulnérables			
Atteinte au droit des groupes vulnérables	Non	Oui ²⁵	Non
Nombre total estimé des PAPs	104	70	16

XI.2. CALCULS POUR LE PAIEMENT DES COMPENSATIONS

XI.2.1 Evaluation des dommages

Conformément aux dispositions des articles 11, 12, 13,14 et 15 d de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, le promoteur du projet charge l'expert des domaines de l'Etat afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, et elle peut charger un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. Et pour cela l'administration concernée peut obtenir les ordonnances judiciaires nécessaires pour accéder à toutes les parties de l'immeuble à exproprier. L'expertise tiendra compte surtout de :

- La nature de l'immeuble,
- L'utilisation effective de l'immeuble à la date de la publication de décret d'expropriation,
- La comparaison avec les prix courants dans à ladite date pour les immeubles similaires situés dans la même région de l'expropriation.
- La valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet public, quel que soit leurs vocations ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, est fixée en référence à leurs natures, leurs exploitations et leurs situations urbaines en vue des révisions en cours des outils de planification urbaine selon le cas.

²⁵ Gêne à la circulation et au déplacement des personnes notamment les handicapés, les femmes rurales et les scolaires

Une commission nationale présidée par le ministre chargé des domaines de l'Etat fixe les critères déterminants la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que son actualisation tous les cinq ans et quand cela est nécessaire. L'approbation de grille des critères se fait par décret gouvernemental et sur proposition du ministre chargé des domaines de l'Etat et après avis de ladite commission.

XI.3 MODES DE COMPENSATIONS PREVUS

XI.1 Modalités règlementaires

La loi prévoit plusieurs modalités d'acquisition de terres privées pour utilité publique :

- **Acquisition amiable** : Dans le cas des acquisitions faites à l'amiable, deux cas de figures se présentent: (i) acquisition à titre gratuit (au dinar symbolique) ; (ii) acquisition moyennant une indemnisation.
- **Cession volontaire** : La cession volontaire de parcelles de petite taille se fait à titre gratuit dans le cadre de *projets d'utilité publique*. Pour ces petites superficies, le propriétaire peut accepter cette gratuité dans la mesure où le Projet lui apporte quelque chose en contrepartie, un avantage autre que financier.
- **Expropriation**: L'indemnité d'expropriation est fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté *à la date de publication du décret d'expropriation* et, par comparaison, avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables situés dans la même zone.

Pour chaque acquisition l'on prévoit une modalité d'évaluation des biens tel qu'indiqué ci-après. Lorsqu'il s'agit d'une entente à l'amiable avec le propriétaire ou l'exploitant, l'évaluation des dégâts aux cultures et autres dommages causés aux arbres dans le cadre de l'occupation temporaire d'une parcelle est faite par les services compétents du *Commissariat régional de Développement agricole* (CRDA) et de l'*Agence Foncière Agricole* (AFA). Dans le cas contraire, les deux parties désignent chacune un expert chargé d'évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. L'*Autorisation d'Occupation Temporaire* (AOT) s'accompagne également de la nécessité de remettre la parcelle en état à la fin des travaux ou du chantier.

L'évaluation des biens affectées s'opère selon la modalités d'acquisition comme suit :

- **Acquisition amiable** : Dans le cas des acquisitions faites à l'amiable, deux cas de figures se présentent : (a) acquisition à titre gratuit (au dinar symbolique) ; (b) acquisition moyennant une indemnisation. De plus, la loi permet également que l'acquisition d'une parcelle pour un Projet d'utilité publique puisse faire l'objet d'un échange avec une parcelle de même valeur située dans le domaine privé de l'Etat. Cette option peut être proposée au propriétaire cédant dans la mesure où la disponibilité en terre le permet. L'évaluation des biens n'a pas lieu pour une cession à titre gratuit. Si l'acquisition se fait à l'amiable et sur la base d'une indemnisation, la *Commission d'Evaluation des Terrains (CET)* - située dans chaque région, présidée par un juge et regroupant un représentant des Ministères de l'agriculture, des domaines de l'Etat et de l'agence foncière agricole - fixe le prix de la parcelle sur la base de sa valeur agronomique et fiscale.²⁶ Un contrat administratif écrit signé par les deux parties mentionne la superficie de la parcelle acquise, la nature du projet réalisé, le montant de l'acquisition et le transfert de propriété qui en découle. L'indemnité est consignée sur un document comptable et versée généralement avant le démarrage des travaux (l'exploitant qu'il soit propriétaire ou pas est la personne indemnisée). L'indemnité d'expropriation est fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté à la date de

²⁶ La loi tunisienne permet également que l'acquisition d'une parcelle pour un projet d'utilité publique puisse faire l'objet d'un échange avec une parcelle de même valeur située dans le domaine privé de l'Etat. Cette option peut être proposée au propriétaire cédant dans la mesure où la disponibilité en terre le permet.

publication du décret d'expropriation et par comparaison avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables situés dans la même zone

- **Occupation temporaire** : Pour la réalisation de certains travaux, la loi prévoit une indemnisation afin de couvrir les dégâts faits aux cultures, aux arbres et pour compenser l'abattage d'arbres et les ouvrages de conservation des eaux et du sol. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) s'accompagne également de la nécessité de remettre la parcelle en état à la fin des travaux ou du chantier. Pour un règlement à l'amiable, l'indemnité est consignée sur un document comptable et versée généralement avant le démarrage des travaux (l'exploitant qu'il soit propriétaire ou pas est la personne indemnisée). Autrement, dans le cas où il n'y a pas d'accord à l'amiable, un état des lieux est dressé avant les travaux et est ensuite rapproché de celui réalisé après travaux. Sur cette base seront estimés les dommages et sera fixée l'indemnisation. Les autorisations d'occupations temporaires concédées à l'amiable sont généralement des ententes orales entre le propriétaire ou l'exploitant et l'administration ou l'entreprise qui réalise les travaux. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, ou si celle-ci n'est pas conforme aux termes du contrat, ou si l'occupation temporaire se prolonge, alors le propriétaire peut intenter un procès à l'administration auprès des *tribunaux de droit commun*. Le tribunal ordinairement exige que le terrain soit restitué au propriétaire et fixe même le montant de l'indemnisation.
- **Cession volontaire** : La procédure de cession volontaire de parcelles agricoles pour des projets d'utilité publique se fait en deux temps et donne lieu à la rédaction de deux actes : (i) un premier acte légalisé écrit dans lequel le propriétaire mentionne qu'il s'engage à céder gratuitement la parcelle dont la superficie est mentionnée au profit de l'administration concernée pour la réalisation du projet ; et (ii) un deuxième acte administratif qui fait mention de l'accord entre les parties, précise le désistement du propriétaire de la parcelle et le transfert de propriété qui en découle. La cession volontaire de parcelles de petite taille se fait à titre gratuit dans le cadre de Projets d'utilité publique. Pour ces petites superficies, le propriétaire peut accepter cette gratuité dans la mesure où le Projet lui apporte quelque chose en contrepartie, un avantage autre que financier.
- **Expropriation** : S'il n'y a pas eu d'entente sur le prix fixé, la valeur de la parcelle est évaluée au vu de deux rapports : l'un établi par l'expert de l'Etat, l'autre par un expert inscrit sur la liste des experts judiciaires que les ayants-droit peuvent choisir. Au cas où il n'y ait toujours pas d'accord entre l'expropriant et l'exproprié, l'indemnité d'expropriation sera fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif auquel il était affecté à la date de publication du décret d'expropriation et par comparaison avec les prix pratiqués à cette date pour des immeubles comparables situés dans la même zone.
- **Acquisition amiable et expropriation** : Si le propriétaire n'accepte pas les modalités de l'acquisition alors la procédure d'expropriation se déclenche. Les propriétaires qui contestent l'indemnité proposée par l'expropriant peuvent saisir les tribunaux pour une nouvelle fixation des prix. La *Cour d'Appel* est obligée de statuer sur le recours intentés dans les 3 mois qui suivent la date de sa saisine. La *Cour de Cassation* statue également dans les 3 mois qui suivent la date de sa saisie. En définitive, le délai extrême de clôture d'une affaire est de 10 mois et 10 jours. S'ils sont affectés par un projet d'utilité publique, les locataires de terrain ont également la possibilité d'avoir recours aux tribunaux de droit commun.

En résumé le paiement de l'indemnité d'expropriation fixée à l'amiable est subordonné à l'inscription préalable de la mutation de la propriété des immeubles expropriés ou à l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas. Quant au paiement de l'indemnité d'expropriation fixée judiciairement, il est subordonné à l'obtention d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. En cas d'échec sur un accord amiable sur la valeur de l'indemnité et en l'attente d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, l'exproprié peut demander au tribunal de première instance saisi de lui accorder le retrait du montant consigné à son profit dans la limite de l'offre de l'expropriant, à condition d'accomplir au préalable les formalités d'inscription ou de publicité indiquées au article 36 et 38 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016.

XI.1 Paiement de l'indemnité

Le paiement de l'indemnité d'expropriation fixée à l'amiable est subordonné à l'inscription préalable de la mutation de la propriété des immeubles expropriés ou à l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas. Quant au paiement de l'indemnité d'expropriation fixée judiciairement, il est subordonné à l'obtention d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

En cas d'échec sur un accord amiable sur la valeur de l'indemnité et en l'attente d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, l'exproprié peut demander au tribunal de première instance saisi de lui accorder le retrait du montant consigné à son profit dans la limite de l'offre de l'expropriant, à condition d'accomplir au préalable les formalités d'inscription ou de publicité indiquées au article 36 et 38 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016⁴.

Conformément à la loi tunisienne, les paiements des compensations sont faits par le CRDA et le Ministère des finances, ce paiement doit être mis en œuvre avant les travaux. Une fois le montant déterminé, le PAP ouvre un compte courant (postal ou bancaire) pour le virement des indemnisations.

Nonobstant leur situation foncière ou leur contenance, la prise de possession des immeubles expropriés se fait suite à une demande de l'exproprié par ordonnance du président du tribunal de première instance territorialement compétent et après délivrance de :

- Une copie du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- La preuve de la consignation de l'indemnité proposée par l'expropriant à la trésorerie générale de la République Tunisienne,
- La notification d'offre de l'administration à l'exproprié,
- La copie du rapport d'expertise élaboré par l'expropriant avec le rapport prévu à l'article 20 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, et
- La copie du rapport de la commission des acquisitions au profit des projets publics.

L'indemnité est fixée à l'amiable si les propriétaires ou les expropriés acceptent l'offre de l'expropriant et ils ne peuvent en aucun cas revenir sur leur consentement ou recourir au tribunal pour ré expertiser ladite indemnité.

Si l'exproprié n'a pas accepté l'offre de l'expropriant ou n'en a pas été informé, ou encore s'il y a un litige sur le fond du droit ou de la qualité des requérants, l'indemnité sera fixée par voie judiciaire sur demande de la partie la plus diligente.

XII. ALENDRIER D'EXÉCUTION DU PCAR ET DU PAR QUI EN DECOULERA EN LIAISON AVEC LES TRAVAUX CIVILS

Tableau n°18 : Chronogramme proposée pour les opérations de Préparation et de de mise en œuvre des PARs (Complets ou abrégés)

Phases d'études & Tâches	Années																	
	2019			2020			2021			2022			2023					
Elaboration et approbation du PCAR																		
Préparation de l'État parcellaire / OTC																		
Lancement de l'étude PAR par CRDA désignation de bureau d'études																		
Consultation publique / autorités régionales et locales lancement des PARs abrégés ou complets																		
Exécution de l'étude PAR sur terrain																		
Remise du Rapport PAR provisoire																		
Consultation publique / autorités régionales et locales sur le PAR																		
Remise du Rapport PAR final																		
Mise en place et suivi du mécanisme de gestion des plaintes																		
Travaux du CRAP au siège du gouvernorat de Zaghouan																		
Mise en œuvre du PAR																		
Fixation des indemnités par la CRAP en accord avec les PAPs																		
Établissement des arrêtés de consignation et consignation des indemnités																		
Rapport défini des travaux de la CRAP																		
Promulgation du décret expropriation																		
Possession des terres																		
Début des travaux																		
Suivi du PAR																		
Étude post-PAR																		
Évaluation finale du PAR																		

XIII. ESTIMATION DU BUDGET INDICATIF DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

XIII.1. PISTES AGRICOLES

Une estimation des superficies requises pour l'élargissement des pistes actuelles a été faite sur la base des projections faites dans le cadre des études techniques commanditées par le CRDA.

Tel qu'indiqué au tableau n°19, les 9 pistes totalisant 31,5 km dont la réhabilitation est projetée nécessitent l'acquisition d'environ 112.000 m². Le prix de m² de terres pratiqué dans la zone d'intervention est estimé à 30 TND, ce qui fait un coût requis pour l'acquisition d'environ ne superficie 3.360 Mille TND. A ce montant, il faut rajouter 10 % pour couvrir les frais généraux et les coûts d'enregistrement. Les coûts totaux de l'acquisition des terres seraient donc d'environ. 3.700 Mille TND.

Par ailleurs si nous estimons la possibilité de dessouchage d'au moins 1.000 oliviers ou arbre fruitiers dont le coût unitaires est estimé à 500 TND. Le coût total pour l'indemnisation des arbres arrachés est de 500 Mille TND.

Le montant global de la réinstallation pour les pistes rurales programmées est de 4.200 Mille TND.

Tableau n°19 : Estimation des coûts d'acquisition des terres nécessaires pour la réhabilitation des pistes programmées

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Largeur (m) Actuelle	Largeur (m) Prévu	Largeur requise sur les terres agricoles (m)	Superficie pouvant être affectées (m)
1	Nadhour	Ouled el Godhbene - Sidi Neji	6.7	4.8	9	4.2	28.140
2		Gp3 - PPI Nadhour 5 Antenne	4.6	5.5 et 3.8	7 et 5	3	13.800
3		Piste Douathriya	3.4	6.3	9	3	10.200
4		Piste RN3 - Henchir Ejdid	1.3	4.8	7	2,5	12.000
5	Zriba	Piste Hammem Zriba - Oued Erromen Fedden El Ain	1.9	5.3	9	4	7.600
6		Piste Hammem Zriba - Bni Mar	7.6	7.2	9	2	15.200
7	Saouaf	Piste PPI Oued Ettouil	3	5	9	4	12.000
8		Piste Hmira - Zguidene	1.95	5	9	4	7.800
9	Zaghouan	Piste PPI Sidi Zid	1.1	5	5	4	4.400
Total			31.5 km				111.140 m²

En ce qui concerne les *pistes qui vont faire l'objet d'études postérieures*, le tableau n°20, ci-après, indique les superficies requises pour la réhabilitation de ces pistes.

Tableau n°20 : Caractéristiques de pistes agricoles en cours d'étude

N°	Délégation	Nom du Tronçons	Longueur (km)	Largeur (m) Actuelle	Largeur requise sur les terres agricoles (m)	Superficie pouvant être affectées (m)
1	Fahs	Aouled ben nirene hlawniya GP 4	1.5	5	2	3.000
2		DouarAawled arfa – Douar el Mlizet	4.5	5	2	9.000
3		Ferme Ali jlassi - Ouled M	4	5	2	8.000
4	Nadhour	Douar Jlayliya + douar draydiya	3	4	3	9.000
5	Bir Mchergua	Bir el Birette - Frajliya - Aouled Drid	5	5	2	10.000
6	Zriba	Swiniette	3	4	3	9.000
Total			21 km			48.000 m²

Sur la base de prix unitaire 30 TND/m² de terre. Les coûts d'acquisition de terres pour les pistes, -dont les études seront réalisées -, est : 1.440 Mille TND soit avec les frais généraux et d'enregistrement environ 1.550 Mille TND.

Pour le dessouchage d'oliviers et autres arbres fruité dont le nombre est estimé à 400 et le prix unitaire est de 500 TND, le montant de compensation requis est estimé à 200 Mille TND.

Le montant global de la réinstallation pour les pistes rurales feront l'objet d'études subséquentes est de 1.750 Mille TND.

XIII.1. LACS COLLINAIRES

Parmi 42 bénéficiaires de la création des lacs collinaires, 16 PAP se voient en perte définitive de terres. Les indemnités induites par cette perte de terre seraient de l'ordre de 960 M TND, tel que détaillé au tableau n°21n ci-dessous. A souligner aussi que la décision d'aménager ces lacs collinaires est prise à la demande des bénéficiaires y compris.

Tableau n°21 : Caractéristiques des lacs collinaires en cours d'études

N°	Nom du lac	Délégation	Secteur	Statut Foncièr	Superficie inondée (ha)	Coûts des terres en Mille TND
1	Ouja	Nadhour	Souar	Privé	10.3	309.0
2	Douaffine	El Fahs		Privé	5.71	171.3
3	Tllil	El Fahs	Oum Labwab	Privé	3.7	111.0
4	Maleh	El Fahs	Oum Labwab	Privé	6.5	195.0
5	Sbayhiya	Zaghouan	Sbayhiya	Privé	2.81	84.3
Total					29.02	870.6

Les coûts pour l'indemnisation des terres requises pour l'aménagement des lacs collinaires, y compris 10% des frais généraux et d'enregistrement s'élèvent à 960 Mille TND.

Pour le dessouchage d'oliviers et autres arbres fruité dont le nombre est estimé à 100 et le prix unitaire est de 500 TND, le montant de compensation requis est estimé à 50 Mille TND.

XIII.1. BUDGET TOTAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PARs

Tableau n°22 : Estimation du budget total requis pour la mise en œuvre des PARs

	Acquisition des terres			Pertes d'oliviers et d'arbres		
	Prix unitaire (Mille TND)	Superficie (m²)	Coût (Mille TND)	Prix unitaire (Mille TND)	Nombre de pieds	Coût (Mille TND)
Pistes programmés	30 TND/m³ (+10% de frais)	111.140	3.700	0.500	1.000	500
Pistes en cours d'études		84.000	1.550		400	200
Lacs collinaires		29.02	960		80	50
S/Total			6.210	S/Total		750
Budget provisoire de la mise en œuvre des PARs			6.960 Mlle TND			

Le budget des PARs prendra aussi en compte :

- Le coût des frais de fonctionnement relatif à la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût du renforcement des capacités des organes en charge de la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût du plan de communication ;
- Le coût des actions d'accompagnement social des PAPs ;
- Le coût relatif au suivi et à la supervision de la mise en œuvre du PAR ;
- Le coût de l'évaluation d'impact de la mise en œuvre du PAR
- Le coût des indemnisations détaillé tel qu'estimés ci-dessus.

Ces coûts pourraient atteindre 140 Mille TND.

Ainsi le présent Plan Cadre d'Action de Réinstallation du PDPFA-GZ- à titre indicatif propose un budget global estimé pour la mise en œuvre des PARs d'environ 7.100 Mille TND.

XIV. DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

XIV.1. VOLET SUIVI

Le suivi de la réalisation du plan de réinstallation prévu sera assuré au niveau de chaque composantes et sous-composantes impliquant des réinstallations involontaires et/ou des expropriations/indemnisations sous la supervision du CRDA par un bureau d'études spécialisé mandaté à cet effet. Ce suivi comprendra d'une part le suivi physique et le suivi financier de la mise en œuvre des diverses actions en le comparant aux prévisions établies dans les phases d'établissement du plan de réinstallation.

XIV.2. VOLET EVALUATION

L'évaluation des effets directs et de l'impact de la réinstallation par rapport aux objectifs sera du ressort du CRDA (Département des statistiques) qui hébergera et gèrera et exploitera une base des données communiquées et consolidées au niveau du PDPFA-GZ. En ce qui concerne l'aspect réinstallation, les indicateurs qui seront retenus dans le cadre dudit projet sont liés à la performance en matière de réalisation de cette opération eu égard des exigences de la réglementation nationale et la politique et procédures et la SO2 du SSI de la Banque. Des indicateurs liés aux objectifs du projet relatif à la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et des populations seront également retenus

XIV.3. ACTIVITES DE SUIVI-EVALUATION

Le suivi évaluation fera l'objet d'un rapport périodique, transmis au CRDA, au bailleur de fonds, ainsi qu'aux institutions participant au PDPFA-GZ et aux parties prenantes du projet.

Une étude d'évaluation à mi-parcours serait réalisée et aura pour objectif d'analyser et d'apprécier les réalisations des objectifs globaux et spécifiques du plan de réinstallation et d'ajuster et de réorienter en fonction des performances et des insuffisances enregistrées au niveau de l'ensemble de l'activité de réinstallation et au niveau de chacune du PARs complet ou PARs abrégés.

A la fin de l'activité de réinstallation, un rapport d'achèvement sera enfin réalisé pour évaluer les performances physiques, techniques, institutionnelles, réglementaires et financières du PDPFA-GZ en la matière. Par ailleurs, pour mener à bien cette tâche et au vu de la consistance des PARs complets ou abrégés et la complexité de leur mise en œuvre, il sera nécessaire de renforcer le dispositif existant de suivi évaluation dans le sens de son informatisation et son consolidation avec une liste d'indicateurs, une méthodologie appropriée de collecte, de traitement et d'utilisation des données.

Dans ce cadre de renforcement, il sera question aussi d'entreprendre des actions d'appui aux capacités de maîtrise de l'activité de suivi-évaluation pour le CRDA.

XIV.4. INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION

Pour évaluer les performances de la réinstallation, on se réfère à des critères tels que :

- L'efficacité : appréciation des écarts entre les prévisions et les réalisations ;
- L'efficience : comparaison des résultats par rapport aux moyens ou, en d'autres termes, analyse coûts/ profits;
- L'impact : appréciation des effets d'une action de réinstallation sur l'environnement au sens large (impact économique, technique, social, culturel, écologique, etc. ;
- La viabilité : appréciation de la capacité des actions à se poursuivre ou encore leurs chances de survie lorsque les appuis extérieurs auront cessé ;
- La stratégie d'intervention : efficience de la stratégie suivie ;
- La participation/satisfaction des bénéficiaires.

L'évaluation des objectifs assignés à un projet, nécessite leur traduction en indicateurs mesurables, vérifiables et fiables. Certains de ces indicateurs représentent une agrégation des informations collectées par le système de suivi physique et financier et d'autres indicateurs nécessitent une saisie spécifique et cyclique d'informations à collecter à un niveau plus élémentaire de la zone d'intervention du PDPFA-GZ.

- Les indicateurs de réalisations : ils sont établis par action de réinstallation et se traduisent par des paramètres de mesure des réalisations :
 - Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du Projet,
 - Nombre de ménages et de personnes physiquement déplacés par les activités du Projet,
 - Nombre de ménages compensés par le Projet,
 - Nombre de ménages et de personnes réinstallés par le Projet,
 - Montant total des compensations payées
- Les indicateurs d'impacts liés aux objectifs spécifiques des actions de réinstallation :
 - Conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le cadre de politique de réinstallation, et les PARs complets ou abrégés,
 - Conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la politique de la Banque,
 - Rapidité du processus suivi pour les indemnisations, le déplacement, la réinstallation,
 - Satisfaction des PAP quant aux indemnisations et des mesures de réinstallation reçus par rapport aux pertes subies,
 - Viabilité de réhabilitation économique et socio-économique
 - Viabilisation des sites
 - Indemnisation des groupes vulnérables ;
- Les indicateurs d'impacts liés aux objectifs globaux du programme : Il s'agit des indicateurs d'évaluation d'impact qui sont liés aux objectifs globaux et sectoriels du programme et dont l'appréciation reflète la résultante des réalisations de plusieurs actions de réinstallation:
 - Indicateurs d'amélioration des conditions de vie des populations tel que l'évolution du revenu ; l'accès aux services socio-économiques de base
 - Indicateurs de préservation des ressources naturelles et de l'environnement résultant la réinstallation : viabilisation des nouveaux sites en terme environnemental

Cette liste des indicateurs de performances est présentée à titre indicatif et non limitatif.

XV REFERENCES ET CONTACTS

11.3 Références

Le résumé a été élaboré sur la base des documents suivants :

TITRES	AUTEUR
Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES), Mars-Avril 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste
Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), Mars-Avril 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste
Plan Cadre d'Action de Réinstallation (PCAR), Mai 2019	Jamel THLIBI, Consultant environnementaliste

11.4 Contacts

Pour d'autres informations complémentaires, s'adresser à :

Pour le CRDA de Zaghouan

- M. HAMZA Bahri, Directeur Général, Commissariat régional de développement agricole (CRDA) de Zaghouan, Email: crda.zaghouan@iresa.agrinet.tn


Pour la Banque Africaine de Développement (BAD)

- Jalel EL FALEH, Chargé du projet, Email: elfaleh@afdb.org
- Pierre Hassan SANON, Spécialiste Principal en Développement Social, Email: h.sanon@afdb.org

ANNEXES

Annexe I

FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES (INDICATIF)

	Date :
Comité de plainte, Commune de :	
Délégation de :	
Dossier N°	
PLAINTÉ	
Nom du plaignant :	
CNI N° : délivrée le à	
Adresse :	
Commune :	
Terrain et/ou Immeuble affecté :	
DESCRIPTION DE LA PLAINTÉ :	
.....	
.....	
.....	
.....	
A, le.....	
.....	
Signature du plaignant	
OBSERVATIONS DU COMITÉ :	
.....	
.....	
.....	
.....	
A, le.....	

(Signature du représentant de la comite)

RÉPONSE DU PLAIGNANT:

.....
.....
.....
.....
.....

A, le.....

Signature du plaignant

RESOLUTION

.....
.....
.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du représentant du comité)

(Signature du plaignant)

Annexe I
ENQUETE SOCIO-ECONOMIQUE

Variables de contrôle

Identification de la Parcelle

Délégation	
Commune	
Numéro de la parcelle sur la liste	
Situation juridique de la parcelle	(1) : Titrée (2) : Non titrée TF :

Identification de l'interrogé

Nom & Prénom
Adresse en détail	
Tél	
Relation avec le chef de ménage/Exploitant	
Sexe de l'interrogé	(1) : Masculin (2) : Féminin
Niveau d'instruction (1) : Primaire (2) : Secondaire (3) : Supérieur (4) : Lecture/Ecriture (5) : Illettré

Ménage

Le chef de ménage

N°	Question
	Nom et Prénom du chef de ménage :
	Genre :
	Age du chef de ménage ?
	Etat matrimonial ?

N°	Question	Réponse
	Profession actuelle ?	5 : Métier libéral Autre employé 6 : Patron des petits métiers Artisan indépendant 7 : Ouvrier non agricole 8 : Exploitant agricole 9 : Ouvriers agricole 10 : Actif sans travail Retrait 11 : Autres inactifs 12 : salarié de l'état/privé
	Autre source de revenu	1 : Oui 2 : Non
	Si Oui, veuillez préciser :	1 : Aide familiale Aide de l'état ONG 2 : Autre 3 : 4 :

Composition du ménage

	Nombre	Activités	Vulnérabilité
Enfants	0-2 2-4 4-6 plus	1 : Inactif 2 : Actif 3 : Scolarisé	
Parents		5 : Retraité 6 : retraité sans revenu	
Autres			

Activité Agricole

L'exploitation agricole

N°	Question	Réponse
	La parcelle est-elle abandonnée depuis plus d'une année ?	1 : Oui 2 : Non
	Si Oui, pour quelle raison est-elle abandonnée ?	1 : Salinité des sols 2 : Manque d'eau 3 : Absence de crédit 4 : Litige foncier 5 : Autre, à préciser
	De quel droit d'occupation disposez-vous sur la parcelle ?	1 : Occupation informelle 2 : Droit d'affectation de l'État 3 : Droit de superficie émis par l'État 4 : Bail de l'État 5 : Titre foncier 6 : Indivision 7 : Autre, à préciser :
	Si vous disposez d'un droit officiel, précisez le numéro d'enregistrement de ce droit ?
	Êtes-vous locataire de cette parcelle agricole ?	

	Si Oui, combien payez-vous en loyer par année ?	
	Combien de parcelle cultivez-vous ? parcelles, dont dans cette région	
	Si la parcelle est plantée. Précisez le	Oliviers à huile ----- Oliviers de table -----

N°	Question	Réponse
	nombre de pieds?	Vignes ----- Amandiers ----- Agrumes ----- Abricotiers ----- Pruniers ----- Pêchers ----- Grenadiers ----- Pistachiers ----- Figuier ----- Autres arbres herbes fruitiers -----
	Si l'élevage est pratiqué. Précisez le nombre de tête?	Bovins ----- Ovins ----- Caprins ----- Volailles ----- Lapins ----- Ruches d'abeilles ----- Autre, à préciser -----
	Est qu'il y'a des cultures annuelles ?	CéréalesHa Fourrages.....Ha Autres....Ha
	Quel est le prix dans votre zone?	1 hectare d'olivier.....DT 1 pied olivier.....DT 1 hectare plantation /autreDT 1 m ²DT 1 hectare Non planté.....DT

Activité commerciale

Activité pratiquée

N°	Questions	Réponses			
	Type de commerce ?		Surface m2	Type d'occupation	Nombre d'employés
		Epicerie			
		Restaurant			
		Laverie.			
		Boulangerie			
		Services			
		Café			
		Autre (préciser)			
	Revenue annuel selon le type d'activité ?	PropriétaireDt		
		EmployésDt		

N°	Questions	réponses				
	Type de commerce ?		Journalier	Hebdomadaire	mensuel	Journ/nuir
		Epicerie				
		Restaurant				
		Laverie.				
		Boulangerie				
		Services				
		Café				
		Autre (préciser)				
	Type de clientèle	De proximité	1 : oui 2 : non			
		Des zones limitrophes	1 : oui 2 : non			

Appréciation de la zone

N°	Questions	Réponses			
		1: bon 2: moyen 3: mauvais			
	Comment qualifiez-vous l'accès aux services collectifs ?	Ecole			
		Mosquée			
		Crèches, Jardin d'enfant			
		Maison des jeunes			
		Hôpital			
		Transport			
		Marché			
		Eau			
		Electricité			
		Assainissement			
	Comment qualifiez-vous la qualité des services dans votre quartier ou à proximité?	1: Bonne 2: moyenne 3: mauvaise			

N°	Questions	Réponses
	Depuis combien de temps vivez- vous ici ?	1 : Moins de 5 ans 2 : 5-10 ans 3 : 10-15 ans 4 : Plus de 15 ans
	Avez-vous jamais pensé à quitter cette zone ?	1 : Oui 2 : Non
	Pourquoi ?	Oui 1 : Très peuplée 2 : Mauvaise qualité de services 3 : Mauvaises conditions 4 : Mauvais paysage 5 : Pollution Autres

		Non 1 : J'aime cette zone 2 : Bonne qualité des services 3 : En sécurité 4 : Non polluée Autres
--	--	---

Les biens culturels

N°	Questions	Réponse			
		1: oui 2: Non			
	Quels sont les biens culturels de la zone?	Lieu de culte			
		Sites archéologiques			
	Quels sont les impacts du projet sur ces éléments culturels ?	Pas d'impact			
		Partiellement Touchés			
		Totalement touchés			
		Pas de réponse			

Appréciation du projet

N°	Questions	Réponse
	Avez-vous entendu parler du projet ?	1 : Oui 2 : Non
	Comment vous trouvez ce projet ?	1 : Bien 2 : Mauvais
	Pourquoi	
	Pensez-vous que les habitants vont accepter ce projet ?	1 : Oui 2 : Non
	Pourquoi	
	Avez-vous des observations à faire sur le projet ? Si oui lesquelles ?	

Caractéristiques de logement

N°	Questions	Réponses
	Type de logement ?	1 : Villa Basse/Villa à étage 2 : Maison traditionnelle 3 : Appartement 4 : Studio 5 Autre
	Etat du Logement ?	1 : Achevé 2 : Non achevé
	Votre logement dispose de combien de chambres ?	Nombres :.....
	Quelle est la Surface totale de votre logement ? m2	Bâtie :.....

N°	Questions	Réponses
		Non Bâtie :.....
	Etes-vous Locataire ?	1 : Avec contrat 2 : Sans contratDt/mois Prix du loyer
	Etes-vous Propriétaire ?	1 : titrée 2 : non 3 : titré 4 : Occupation non autorisé
	Quel est le prix du m2 bâti dans votre zone?	AppartementDt
		VillaDt
		Maison traditionnelleDt
		Prix forfaitaire : entre.....Dt et.....Dt

Préférences pour la compensation

N°	Questions	Réponses
	Quelle est votre préférence en termes d'indemnisation pour les pertes que vous pourriez subir ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Obtenir un terrain agricole en remplacement et compenser le reste des pertes en argent 2. Compenser entièrement les pertes en argent 3. Ne sait pas ou ne veut pas répondre : sans opinion exprimée 4. Autre, à préciser :
	Dans l'éventualité où votre parcelle devrait être déplacée, avec qui est-il important qu'elle soit réinstallée ?	<ol style="list-style-type: none"> 1 : Les gens du site du projet 2 : Le plus près du site actuel possible 3 : A un endroit où pourront être menées les activités économiques actuelles A proximité d'une zone spécifique, 4 : sans que ce soit forcément avec 5 : les gens du quartier ou village (spécifiez) :
	Quelle est la meilleure méthode d'expropriation selon vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1 : A l'amiable 2 : Faire un recours 3 : Ne sais pas
	Qui devrait selon vous participer aux procédures de réinstallation	<ol style="list-style-type: none"> 1 : Maître d'ouvrage 2 : Autorités locales et régionales 3 : ONG 4 : Elus
	Combien vous estimez la compensation de votre propriété
	Accepteriez-vous de négocier les prix de la compensation	<ol style="list-style-type: none"> 1 Oui 2 Non